

MANIFESTE

POUR LA

RENAISSANCE DES LUMIÈRES

Fascicule I / III	Préface
Fascicule II / III	Manifeste
Fascicule III / III	Annexes

AVERTISSEMENT LIMINAIRE

APRÈS LE 13 NOVEMBRE

Conformément à un calendrier retenu depuis plusieurs semaines, nous lançons aujourd'hui, 1er décembre 2015, en vue de sa diffusion la plus large possible, un texte dont le corps principal a été élaboré à la fin du printemps 2015 et qui, depuis, a circulé dans un cercle de quelques dizaines de personnes.

Le passage à une diffusion si possible très large s'effectue donc un peu plus de deux semaines après le 13 novembre. La nature de l'entreprise que nous proposons (développer des formes de coopération et confrontation théoriques à propos du « monde comme il va », mais en restant méthodiquement à une certaine distance des événements) aurait pu nous inciter à ne rien dire pour l'instant, c'est-à-dire « à chaud », sur cette tragédie cruciale. Mais trois raisons nous ont, en définitive, incités à publier ces réflexions (qu'on trouvera dans le Fascicule III/III, Annexe III, sous le titre « La démocratie à l'épreuve de la terreur »).

- Il est difficile, voire impossible de rester à distance d'un événement qui sollicite tellement la sensibilité et la pensée.

- Comprendre ce qui s'est passé, ce qui se passe et peut se passer, exige la coopération de toutes les bonnes volontés intellectuelles en même temps que morales et politiques. C'est pourquoi, comme d'autres et parmi d'autres, nous apportons notre contribution.

- À la veille d'élections imminentes dans lesquelles le 13 novembre semble faire monter encore l'audience du Front National, il nous est apparu important, ici aussi comme d'autres et parmi d'autres, de résister à ce mouvement de dérive vers l'Extrême Droite.

**Note technique pour une éventuelle impression papier
des quatre fichiers du *Manifeste*.**

On peut aisément, en utilisant le format A3, constituer un cahier plié (voire agrafé) avec chacun des quatre fichiers : 4 pages (une feuille A3) pour la Couverture, 8 pages (deux feuilles A3) pour la Préface, 40 pages (10 feuilles A3) pour le Manifeste, 28 pages (7 feuilles A3) pour les Annexes.

RENAISSANCE DES LUMIÈRES

Fascicule I/III

P R É F A C E

P R É F A C E

Vers une société sans classes, par une Europe de Gauche Libres controverses et chemins de traverse

L'idée du Manifeste qu'on va lire est d'abord venue à ses deux rédacteurs, Robert Lévy et Xavier Renou, à la croisée de trois constats inquiétants. 1. La montée des particularismes de toute nature (communautarisme, souverainisme, replis identitaires ...), tous d'une manière ou d'une autre hantés par la peur : peur de l'extérieur et peur de l'avenir. 2. Une pensée de Gauche comme absente : promesses de Gauche suivies d'une politique de Droite, « idées de Gauche » maintenues mais dispersées, réduites à des regroupements de catacombes et menacées de fragmentations groupusculaires, voire sectaires. 3. Expliquant sans doute les deux premiers éléments, un monde comme fou, emporté à la fois dans des transformations aussi rapides qu'immaîtrisées, un creusement inouï des inégalités et des formes de violences régressant jusqu'à la barbarie.

Que faire quand la Gauche est censée être au pouvoir et qu'elle est en réalité menacée d'impuissance, voire de mutisme ?

Les deux rédacteurs ont entendu les échos entre cette situation présente et une autre qu'ils ont vécue voilà trente deux ans, en 1983, alors qu'après l'élection d'un autre François (Mitterrand et non Hollande - le troisième François, nous en parlerons plus loin -), s'effectuait une bifurcation vers « la rigueur » et le réalisme d'État. Ils avaient alors, parmi d'autres, tenté de suivre une voie soucieuse à la fois de luttes, d'unité et de clarifications théoriques. C'était un peu après l'époque de « L'Union dans les luttes » ; c'était l'époque où avec Louis Cordesse et Pierre Raymond, tous deux morts aujourd'hui, et quelques autres, ils avaient lancé l'expérience, brève parce que désargentée, du journal « Raisons » (au pluriel, tout était là) ; c'était un an après la publication de *La Résistible Fatalité de l'histoire* par Pierre Raymond, qui concluait sa « quatrième de couverture » par cette sorte de programme en raccourci : « La société sans classes commence par le front *différencié* de nos forces actuelles. ».

C'est cette impulsion que le Manifeste tente de reprendre. Non par nostalgie d'anciens combattants. Encore moins pour faire parler les morts : le texte avance analyses et arguments d'aujourd'hui et les soumet aux acteurs d'aujourd'hui.

On pense toujours dans une histoire : la « grande » histoire et sa propre histoire ; ou, dit autrement, nul n'est une raison désincarnée. Et les deux auteurs-rédacteurs ne sont ni l'un ni l'autre désincarnés. Mais ces racines étant une fois localisées, reste à juger l'arbre à ses seuls fruits.

* * *

Toute pensée, maintenant, est aussi une histoire, développe sa propre histoire. Et ce Manifeste n'échappe pas à la règle. Car depuis sa rédaction au printemps 2015, il s'est trouvé confronté à deux séries de sollicitations :

- les réactions des 80 personnes environ, sollicitées comme « premier cercle-test » pour approuver-désapprouver et, à leur gré, amender ou compléter le texte ;
- l'actualité particulièrement dense et tourmentée de cet été et de cet automne 2015.

Ces deux séries de sollicitations ont confirmé, chacune à sa manière, l'opportunité du projet qu'incarne le Manifeste.

1. Comme il est logique, les **réactions** qui sont parvenues aux rédacteurs se répartissent sur un large spectre, depuis l'adhésion enthousiaste (« enfin, grâce à ce texte, s'ouvrent des

.../...

perspectives », ou « bravo pour le pluralisme ») jusqu'aux désaccords à motifs variables (« vous êtes trop radicalement anticapitalistes », ou « vous êtes naïvement européistes ») en passant par la sympathie distanciée (« vous faites preuve de liberté d'esprit, mais vous faites trop confiance à la raison ») et par la méfiance explicite ou implicite (« pour qui, pour quel Parti roulez-vous? »).

Sur chacun de ces registres se sont engagés des échanges bilatéraux dont l'existence même nous semble prouver la possibilité de l'entreprise, sa nécessité, et tout simplement d'abord sa réalité déjà effective. Car ces variations d'opinions ou de sensibilité s'exercent sur un socle ou autour d'une double exigence commune : rendre le monde moins injuste (et donc moins violent) en allant jusqu'au bout du triptyque « liberté, égalité, fraternité » ; et mobiliser dans cette tâche toutes les forces et les formes de la pensée la plus libre. Avec la commune conviction que seule celle-ci est la voie (étroite) pour se rapprocher du but. De sorte qu'il n'y a pas à s'inquiéter mais à se réjouir de ces désaccords dès lors qu'ils sont traités et deviennent moteur de pensée.

Mention spéciale doit cependant être faite du débat sur les rapports entre le Manifeste et les questions écologiques. Il a été envisagé, avec un ami écologiste, d'ajouter une postface animée par la conviction commune que le capitalisme financiarisé et mondialisé est à la fois destructeur de toute forme de justice sociale et de toute forme de respect de la nature. Mais des divergences importantes subsistent. D'abord sur le bilan complexe de l'écologie politique, en particulier française, depuis une quarantaine d'années. Ensuite sur le nucléaire (à bannir ? ou à réduire et à mieux contrôler?). Enfin sur l'analyse des forces ou des mouvances écologistes actuelles et sur leur contribution à la construction d'une société plus juste. Forces désormais principales ? Ou seules subsistantes ? Ou forces parmi d'autres, dans une articulation à inventer ? Le riche et complexe débat reste en cours ; et s'inscrit sous la forme des questions 5 et 6 dans la liste des 14 questions retenues à la fin ce Manifeste pour tenter d'engager le travail effectif.

Nous ne proposons ni une école de pensée, ni encore moins l'ébauche d'un Parti. Nous proposons un libre retour *aux* et *sur* les Lumières (retour *aux* et retour *sur* = retour critique = Renaissance, comme après une mort) parce quelles sont à la fois un immense et précieux patrimoine à défendre (contre ceux qu'elles dérangent ou qui sont prêts à les abandonner) et pour une part sources des difficultés, erreurs, voire horreurs du monde comme il va. Et ce travail critique (multiple mais non dispersé pour autant) est de fait déjà engagé ; ne reste qu'à le déployer selon le paradigme de l'auberge espagnole en ce qu'elle a de meilleur : on n'y trouve en principe que ce qu'on y apporte ; mais de fait, en retour, on bénéficie de ce que les autres y apportent.

2. Les turbulences tourmentées de l'actualité questionnent, elles, de la manière la plus crue la démarche proposée dans le Manifeste : à quoi bon faire à tête reposée un bilan théorique et critique des Lumières quand dans le bruit et la fureur du monde c'est le désespoir de masse qui domine le champ politique ?

Le Manifeste résiste-t-il avec succès à l'épreuve des événements ?

Après réflexion longue et diversifiée nous pensons que oui et que, même, son opportunité, voire son urgence s'en trouvent renforcées. Nous avons regroupé en deuxième Annexe (la première étant le texte sur la Grèce que Xavier Renou a rédigé et diffusé en son seul nom) quelques notes critiques que nous a inspirées cette actualité tourmentée. On y verra qu'invariablement reviennent d'une part l'élément causal déterminant qu'est le capitalisme et les formes violentes de sa phase actuelle mondialisée ; d'autre part le même trou, le même manque lancinant dans les moyens qui permettraient peut-être de combattre ou au moins réguler la folie capitaliste. Cet élément manquant est l'Europe, une Europe qui n'en finit pas de s'ébaucher dans des réalisations ou programmes sectoriels (industriels, universitaires, judiciaires, ...) sans jamais parvenir à parler d'une seule voix, alors que par sa masse démographique, si elle parvenait à une unité politique crédible (à l'intérieur d'elle-même comme à l'extérieur) elle aurait le destin possible d'une souveraineté durable, non absolue certes (il n'en existe pas) mais effective.

Mais en lieu et place de cette si nécessaire souveraineté nouvelle montent partout les souverainismes nationalistes (de Droite, d'Extrême Droite, de Gauche, d'Extrême Gauche) et la haine de l'Europe, soit affichée comme telle, soit costumée en une « Autre Europe » idéale rejetée de fait dans l'irréalité verbale. Ces variations importent d'ailleurs moins que le phénomène massif qui exige réflexion et action : les classes populaires sont de plus en plus tentées par ce rêve de souveraineté à figure nationaliste auquel des « intellectuels de Gauche » viennent parfois apporter le soutien de leur plume plus ou moins pamphlétaire.

Un mal : le capitalisme. Un remède à l'échelle de notre continent : l'Europe. Et pourtant monte partout la haine de l'Europe, en particulier dans les classes populaires, elles sur qui pèse le plus lourdement le capitalisme. Comment s'est creusée cette béance mortelle ?

La cause en est d'abord bien sûr que comme toute formation sociale (village, région, nation, continent, communauté terrestre) l'Europe est dominée par la « puissance de l'argent », c'est-à-dire de nos jours par le pouvoir des groupes industriels et/ou financiers qui détiennent le pouvoir de décision dans l'usage de la puissance que donne le capital. L'Europe dominée par les pouvoirs capitalistes : première raison de la béance, qui est aussi la raison de l'impuissance de l'Europe. Que peuvent en effet « les puissants » sans les peuples, sans les classes populaires en qui réside la vraie puissance ?

Mais, deuxième raison, les classes populaires n'ont pas trouvé les formes d'alliance ou de coopération qui leur permettraient de ne pas laisser l'Europe à leurs adversaires. L'internationalisme de la IIIème Internationale s'est fracassé sur les nationalismes auxquels il a fini par se laisser entraîner. La IIIème Internationale s'est presque aussitôt infléchie en défense de la forteresse assiégée de l'U.R.S.S.. De sorte que s'est mis en place, dès l'entre-deux guerres et a fortiori après Yalta, un monde bipolaire structuré à la fois par l'équilibre des deux forces dominantes (U.S.A. / U.R.S.S.), par leurs stratégies respectives, jalouses de leurs sphères d'influence, et par le consentement tacite des peuples qui trouvaient dans cette bipolarité un facteur d'équilibre et de stabilité. Bien sûr s'est introduit le Tiers-mondisme et ses velléités de constituer un troisième terme autonome. Mais il n'avait ni puissance ni unité ni univocité suffisantes pour contrer ou réguler le jeu des deux forces dominantes. Quant à la IVème Internationale, elle se définissait elle-même comme avant-garde d'une révolution mondiale (par opposition binaire à la révolution dans un seul pays). Nulle part donc ne semblait réellement envisageable un troisième terme entre les deux « Grands ». Ainsi les premiers pas d'une Europe instituée étaient-ils conçus par leurs partisans mais aussi par leurs adversaires comme une pure extension de l'Atlantisme américain. Et l'écroulement de l'U.R.S.S. , qui pourtant allait de pair avec l'émergence - effective cette fois - d'un monde multipolaire, a été vécu seulement comme la fin d'un monde bipolaire (ce qu'il était en effet) sans rien pour remplacer le pôle manquant ou en soupçonnant toute initiative de coopération structurée d'être à la solde du seul pôle qui semblait rester : les U.S.A..

Les choses auraient-elles pu se passer autrement ? Bien malin qui prétendrait répondre en trois lignes. Mais bien lâche, en revanche, qui attendrait d'avoir répondu à la double question (sur la IIème et sur la IIIème Internationales) pour affronter la béance actuelle : les aventures souverainistes rêvent à juste titre de souveraineté mais croient en trouver le lieu ou le siège dans les nations, dont les multinationales se moquent depuis longtemps comme d'une guigne. Et de son côté l'universalisme internationaliste (sous les formes variables de l'appel au respect des droits de l'homme, des instances censées parler au nom de la « communauté internationale » ou encore, même, de l'altermondialisme) reste abstrait et impuissant face aux pouvoirs qui dominent la planète.

Double impuissance donc : de l'Europe à exister, à peser sur le cours du monde comme il va ; des classes populaires à se faire entendre et ... à peser sur le cours du monde comme il va.

Seule issue : la composition de ces deux puissances, que leur séparation condamne à l'impuissance, pour accéder enfin à la bonne échelle de souveraineté. D'où le fil rouge en forme de réciprocation : **la Gauche est la seule chance qui reste à l'Europe et l'Europe est la seule chance qui reste à la Gauche.**

* * *

Mais il faut déployer la réciprocation, nécessaire ou conceptuelle, en un schéma temporel sans lequel elle reste formelle.

L'**horizon** libérateur des classes populaires est la société sans classes. Mais si cet horizon est cantonné au ciel vers lequel on lève les yeux, rien ne change : c'est dès maintenant, pied à pied, qu'il faut exiger et réaliser, autant que faire se peut, le mieux ; en montrer l'efficace potentialité actuelle. Car si chaque étape prend sens de sa détermination par rapport au terme, c'est elle qui donne corps quasi présent à ce terme.

Et c'est pourquoi une Europe à la fois de Gauche et forte (forte parce que de Gauche) peut être une étape décisive, une **perspective** possible de renforcement des forces universalistes. Mais étape seulement, inférieure à l'horizon qui lui donne sens en même temps qu'elle concourt à l'ouvrir. Sans illusion possible ni de clôture spatiale ni d'accession au terme de l'histoire. Car il ne s'agirait là que de souverainisme déplacé. L'Europe ne peut être une perspective libératrice que si sa souveraineté est ouverte au reste du monde et au service de l'internationalisme, et que si elle se donne les moyens de réguler, en commençant par ne pas les nier, ses conflits internes et les heurts de classes toujours menaçants en son sein. Il n'y a pas plus d'essence ou d'âme préétablie de l'Europe qu'il n'y a d'essence ou d'âme préétablie d'une nation comme la France. L'Europe ne peut être que le **moyen pragmatique le plus adéquat** pour les classes populaires du continent européen, d'accéder aujourd'hui à la souveraineté, de devenir peuple parmi d'autres peuples. **Moyen adéquat et par là essentiel**, une sorte d'essentiel accidentel, non advenu après avoir été « écrit » dans une nature ou une pensée divine, mais **survenu, comme lentement surgi ou émergé dans l'océan de l'histoire.**

Dans ces conditions apparaît l'impérieuse nécessité de **programmes** politiques sans lesquels la perspective elle-même resterait « idéale », révérée mais lettre morte.

Un horizon, une perspective, un ou des programmes. Là se déploie la réciprocation affirmée plus haut.

* * *

Mais la place du Manifeste dans ce schéma ?

Son impérieuse opportunité s'en trouve renforcée, à la condition de tenir une ligne ou attitude de pensée définie par un sextuple pari.

1. Pari sur l'unité de la Gauche.

On ne désigne pas trop vite ici l'unité des Partis qui se revendiquent de la Gauche et leurs éventuels programmes unitaires ou communs. Il s'agit d'abord de l'unité d'horizon et de perspective. Au-dessus des ou par-delà les (nécessaires) Partis et leurs rapports complexes, il y a, condition de toute clarté et de toute unité possible, l'accord de fond pour récuser le bien-fondé du système capitaliste et affirmer la visée commune d'une société juste, c'est-à-dire sans classes. Et qu'on ne

.../...

dise pas que c'est là viser trop haut ou tirer la couverture à soi (au bénéfice de positions « radicales »). Il s'agit d'un repère de fond que tout le monde ne partage pas mais qui en lui-même (examiné à distance des Partis qui s'y réfèrent) suscite des adhésions ou ralliements bien plus larges qu'il n'y paraît. Et en ces matières, plus on est clair plus on est facteur d'unité. Ajoutons pour rassurer les inquiets ou les soupçonneux que si critiquer le capitalisme en général et le capitalisme actuel en particulier était « gauchiste », il faudrait coller cette étiquette à Joseph E. Stiglitz, au troisième François - celui de Rome - et à quelques autres, parmi lesquels Jean-Paul II lui-même.

2. Pari sur la réciprocation traitée ci-dessus entre la Gauche et l'Europe.

Ce pari est lié à la puissance clarificatrice et mobilisatrice que donne le premier : seule une Gauche unitaire peut trouver les voies difficiles d'une effective construction européenne. Ce qui, entre autres, signifie que ceux qui voudraient trouver le point d'équilibre pertinent entre des pouvoirs nationaux et un pouvoir européen n'y parviendront jamais s'ils pensent dans le seul couple nations / Europe. Car, dans chaque nation comme dans l'Europe dans son ensemble, ce qui est déterminant en dernière instance c'est le clivage entre ceux qui souscrivent à la société de classes et ceux qui veulent s'en libérer.

3. Pari sur le retour *aux* et *sur* les sources des Lumières.

Quelles que soient les bonnes volontés dans la visée du triptyque « liberté, égalité, fraternité », l'expérience de plus deux siècles a montré qu'elles n'ont jamais pu, ne peuvent et ne pourront jamais éviter divisions et conflits internes. Car la raison qui soude dans l'ouverture de l'horizon et des perspectives, cette même raison clive dans leur dessin plus précis. Ainsi déjà pour l'horizon : socialisme ? communisme ? anarchisme communautaire ? Pour la perspective : Europe fédérale ? confédérale ? ou autre chose de plus novateur ? À 27 ? À 28 ? Et comment éviter les « usines à gaz » institutionnelles ? Quant aux programmes, les clivages peuvent être plus encore prévisibles : le seul cas des formes et degrés de la régulation de la production suffit ; impossible de faire confiance à la « main invisible » de Smith ; mais comment s'y prendre ? Ces clivages peuvent aller jusqu'aux tragédies, aux crimes ou à l'émiettement. C'est pourquoi, là est l'esprit du Manifeste, il y a urgence à ... prendre le recul historique et philosophique sans lesquels la politique perd son âme à façonner des programmes sans âme, aveugles sur les maux à traiter et sur la manière de les traiter. Immense travail à faire, donc, pour prendre la mesure du vaste patrimoine dont nous disposons et pour, tout en même temps, en effectuer une réévaluation critique toujours renouvelée.

4. Pari sur la transdisciplinarité.

La raison n'existe que spécifiée en domaines (théoriques / pratiques) et en disciplines. Avec la double vérité, elle aussi au cœur du Manifeste, que sont aussi nécessaires l'une que l'autre et la spécialisation (qui doit même aller en croissant) des savoirs et le franchissement-traitement-ébranlement de leurs frontières. Situation instable, impossible arrêt synthétique apaisé (bien que toujours visé) mais moteur vivant de la pensée. Avec le cœur vivant de la volonté politique qu'est l'horizon d'une société sans classes, la transdisciplinarité encyclopédique est le cœur vivant de la pensée à l'œuvre.

5. Pari sur l'engagement distancié.

Sans l'engagement de fond la pensée perd son but et son moteur. Mais elle n'est pensée que dans le retrait (fût-ce au plus fort de la tourmente). C'est pourquoi l'unité de lutte ne peut trouver et tenir sa voie que par le détour théorique ou réflexif. Moment nécessaire bien que non suffisant, ou insuffisant, certes, mais vitalement nécessaire. On ne pense avec la tête froide, même sur la barricade, qu'à la condition de ne pas rester tout le temps sur la barricade.

.../...

Là se trouve éclairée la voie d'une alliance retrouvée entre le travail intellectuel et les pratiques productives et politiques ; entre les intellectuels et les classes productives et populaires. Alliance nécessaire comme celle de l'aveugle et du paralytique, avec cette différence essentielle que l'objectif de l'union est ici la fin de la répartition des rôles, chacun visant à devenir à la fois clairvoyant et ingambe.

6. Pari sur une manière de travailler.

Artisans du concept, comme d'autres sont boulangers, maçons ou ébénistes, nous ne serons pas des tribuns (qui veulent entraîner « le peuple » ou canaliser ses colères plus qu'ils ne respectent et aiment les classes populaires) ; ni des pamphlétaires (qui confondent le tranchant du concept avec le cutter de l'agresseur - jusqu'à croire que le second tient lieu du premier -) ; ni une avant-garde autoproclamée (illégitime dans son principe et dérisoire de la part d'intellectuels) ; ni moins encore un « think tank » en charge de « fournir des idées » pour le plan préétabli d'un Parti ou le plan de campagne d'un chef d'écurie politique ; ni enfin, cela va de soi, des universitaires accrochés à leur plans de carrière.

Nous essayerons d'être une communauté intellectuelle parente de la communauté d'amis chez Platon. Une communauté qui n'est deux fois pas une communion. Car, d'abord, elle est non un lieu de fusion des pensées mystiquement tournées vers le même idéal ou servilement assujetties au même maître, mais un espace de **confrontation des raisons**. Entrer, ensuite, dans cette confrontation est toujours en même temps pour chacun s'ouvrir au dialogue socratique de l'âme avec elle-même : **division de chacun d'avec soi d'où seule peut surgir la lumière d'une communauté** apaisée et féconde.

* * * * *

Adresse à nos lectrices et lecteurs

Si le projet que définit le Manifeste que vous allez lire attire votre intérêt ou votre sympathie, vous pourrez, en vous adressant à l'un de nous, figurer sur une « **liste de soutien** ». Une liste n'étant pas un comité, y figurer ne vous engagera ni à participer à un groupe de travail, ni à souscrire au texte en son détail. Il s'agit simplement de soutenir un état d'esprit et, en conséquence, de concourir à le diffuser. Dans le cas où cette liste de soutien deviendrait conséquente, elle serait rendue publique (par voie numérique ou papier) pour favoriser cette diffusion.

RENAISSANCE DES LUMIÈRES

Fascicule II / III

M A N I F E S T E

	Page
Premier Mouvement <i>SE REPÉRER DANS LE MONDE COMME IL VA</i>	3/40
I – Peur, impuissance et désespoir ?	4/40
II – D'abord un peu d'histoire. Après l'effondrement du bloc communiste	4/40
III – Premiers rebonds	5/40
A/ Le capitalisme est-il le dernier mot de l'histoire ?	5/40
B/ Faut-il réformer la laïcité ?	6/40
IV – Impuissance, résistance, combat offensif	7/40
Deuxième mouvement <i>EXAMINER LE MONDE COMME IL VA</i>	8/40
V – Profiter du monde multipolaire ? (Pessimisme 1)	9/40
VI – Neuf piliers de la sagesse militante (Pessimisme 2 ? En tout cas prudence)	10/40
1. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ?	10/40
2. Nouveaux prophétismes ?	11/40
2a - La « cause palestinienne »	11/40
2b - L' « horizon de la transition énergétique »	11/40
3. Internet	12/40
4. La montée du droit international	13/40
5. L'économie sociale et solidaire	13/40
6. Les actions caritatives	13/40
7. Syriza et Podemos	14/40
8. Les Économistes atterrés	14/40
9. Les associations de consommateurs	16/40
VII - Le désenchantement du monde scolaire et universitaire (Pessimisme 3)	16/40
Troisième mouvement <i>DÉGAGER LE SOCLE COMMUN DE NOS RAISONS</i>	19/40
VIII - Premier acquis minimal – Sur le capitalisme	19/40
A/ Marx est-il mort ? Et s'il vit, qu'en faire ?	19/40
B/ Libre examen de l'apport de Marx	20/40
IX - Deuxième acquis minimal - Sur l'anthropologie	25/40
X -Troisième acquis minimal -Les principes de 1789 suffisent,et ils mènent loin	27/40
Quatrième mouvement <i>CONFRONTER NOS RAISONS</i>	28/40
XI - Un double impérieux besoin de théorie dans les luttes	29/40
A/ Besoin d'histoire	29/40
1. Le référendum de 2005	30/40
2. 1789 -1917	30/40
3. L'histoire du stalinisme, affaire de tous	31/40
B/ Besoin de philosophie	33/40
XII - Nos objectifs et nos moyens	37/40
<i>SUGGESTIONS DE PROGRAMME DE TRAVAIL</i>	38/40

PREMIER MOUVEMENT

SE REPÉRER DANS LE MONDE COMME IL VA

I

Peur, impuissance et désespoir ?

Peur et désespoir. Une conscience lucide raisonnant aujourd'hui sur l'état du monde ne peut sans doute éviter ni le premier sentiment ni le second. Car le monde se présente comme dominé par trois forces également mortifères : le capitalisme financier, le fanatisme terroriste et le repli identitaire. Le premier peut en un clic décider de la vie ou de la mort d'une entreprise, d'une branche d'activité ou d'une nation. Au service assumé d'intérêts particuliers en jeu sur les marchés financiers, il se revendique du principe de la main invisible pour se présenter comme le véritable et ultime garant de l'intérêt universel. Moyennant quoi il se donne le droit de contester ou d'écraser toute norme sociale « rétrograde » ou « obsolète » et toute norme environnementale « rêveuse » ou « dogmatique ». Il va même désormais jusqu'à tenter des procès aux États « coupables » d'entraver le libre jeu de ses affaires (ainsi de l'Égypte coupable d'instaurer un SMIC). Le fanatisme terroriste, lui, se veut à la fois la voix des sans voix qu'écrase la machine du capitalisme financier et la voix des âmes pures contre le matérialisme sans âme de la société marchande. Le repli identitaire prend peur, lui aussi, devant la marche et les soubresauts aveugles du marché mondialisé et financiarisé et il cherche le salut non directement ou seulement au Ciel mais aussi ou d'abord dans une communauté qu'il repère dans l'espace : une nation, une ethnie, mais aussi bien une région, ... , ou un village, dans tous les cas un lieu qui permet de se protéger des menaces extérieures.

Nulle place en un tel tableau pour une conscience réfléchie ou critique. Car le point commun des trois forces qui occupent la scène est qu'aucune n'aime la remise en cause de l'évidence : évidence de la fécondité - légitimité de la circulation sans règle des capitaux, évidence de la suprématie de l'au-delà, évidence de l'appartenance au groupe protecteur. De sorte que connaissant elle aussi (comment faire autrement ?) la peur devant la destruction – déstructuration permanente qu'induit le capitalisme financier, la conscience critique ne peut que redoubler cette peur première par la peur seconde devant l'aveuglement des forces dominantes qui prétendent le combattre. Et le désespoir est l'aboutissement logique de ces peurs entremêlées. Car que faire si toutes les voies semblent bouchées ? Comment éviter le pessimisme radical ?

Le tableau s'assombrit encore quand il apparaît que la force aveugle de la finance et celle du fanatisme qui prétend la combattre peuvent... être de mèche. Soupçon aujourd'hui sur le double jeu un peu plus qu'éventuel d'une puissance telle l'Arabie Saoudite (ou le Qatar ou d'autres...) qui ont deux fers au feu : l'un dans la modernité des affaires mondialisées, l'autre dans l'archaïsme théocratique qui veut sonder et régenter les reins et les cœurs. Mais soupçon hier (et aujourd'hui encore) sur des connivences ou franches compromissions entre l'Église catholique et la Mafia. Étranges et diaboliques alliances qui ont au moins la vertu d'aiguillonner la conscience critique et de l'appeler à sortir de la plainte sur son impuissance pour se faire analyste et historienne. Car il est logique que des forces même hétérogènes en viennent un jour ou l'autre à collaborer lorsqu'elles ont le même ennemi : non contentes de converger par nature dans l'interdit jeté sur l'examen critique elles doivent un jour ou l'autre s'allier : c'est ce paradoxe qui en même temps qu'il accable davantage encore la conscience soucieuse de liberté, la rend plus active et peut la disposer à chercher une issue à son enfermement redoublé.

II

D'abord un peu d'histoire. Après l'effondrement du bloc soviétique

L'alliance du sabre et du goupillon est vieille comme le monde. Et le sabre, c'est bien sûr l'arme physique et tranchante ; mais c'est aussi l'arme – puissance, le pouvoir économique. Et les équivoques actuelles des « puissances arabo-musulmanes » ne sont pas on ne sait quelle spécificité ou on ne sait quel diabolisme arabe ou musulman. Nous autres « occidentaux » savons - ou plutôt devons ne pas oublier – que les systèmes de pouvoir quels qu'ils soient sont toujours prêts à tout pour sauvegarder ou renforcer leur domination. Toutes les combinaisons sont possibles et elles ont toutes déjà eu lieu : Ford soutenait le mouvement hitlérien naissant par anticommunisme ; Pie XII a eu à l'égard du nazisme l'attitude équivoque que l'on sait... pour les intérêts supérieurs de l'Église contre le communisme. Et Jean-Paul II a rompu avec la Mafia (anticipant l'excommunication récente des mafieux par le Pape François) en 1993, soit... quatre ans après l'effondrement du système soviétique, une fois assurée donc la fin du communisme. « Realpolitik » parfaitement homogène à la Reapolitik classique entre États, celle qui a suscité en son temps le pacte germano-soviétique mais tout aussi bien les alliances complexes de toutes les grandes stratégies.

Hissée de force au niveau de l'analyse historique, la conscience critique cesse de se complaire dans sa fonction de victime : elle comprend que ce qui pèse sur elle et l'incite à la peur désespérée, ce ne sont pas des forces aveugles, mais des stratégies de pouvoir. Qu'il faut commencer par analyser en cernant non des forces terrifiantes mais des rappports de forces situés dans une histoire.

Première observation. Le « monde comme il va » aujourd'hui (pour employer les termes de Hegel) est d'abord caractérisable comme un monde dont la perspective communiste a disparu. Quoi qu'on pense de l'histoire du « bloc soviétique », et même si l'on pense (voir plus bas) qu'il est une forme de ratage de l'entrée des masses dans l'histoire au XXème siècle, il reste que soixante-douze ans durant il a joué un rôle dans les rapports de forces mondiaux, faisant contrepoids durant toute la guerre froide, après 1945, à la puissance impériale des U.S.A. et faisant avant cela contrepoids aussi, jusqu'à l'affrontement final, au nazisme et au fascisme, ces autres formes d'entrée ratées des masses dans l'histoire. Or par-delà l'écrasement du nazisme, les forces à racines identitaires et xénophobes où il trouvait sa base de masse n'ont pas disparu. Il faut même prendre en compte que la phase actuelle de la mondialisation leur redonne une redoutable audience (comme indiqué ci-dessus). Mais les forces internationalistes et « prolétariennes » qui constituaient, elles, la base de masse du bloc soviétique ou de l'Internationale communiste semblent avoir disparu du tableau. L'écroulement du système qui se revendiquait du communisme semble avoir entraîné dans sa chute les idées et les forces qu'il prétendait fédérer. Pourquoi ? Dans quelle mesure ? On reviendra sur ces questions. Il suffit pour l'instant de bien prendre en compte qu'en 1989 on est passé d'un monde à quatre éléments (le capitalisme, dominé – entraîné par l'impérialisme américain / le « bloc soviétique » / les Églises constituées / les forces réactionnaires et xénophobes) à un monde à trois éléments seulement. Et il y a une certaine logique, la nature politique ayant horreur du vide, à ce que le « trou » laissé par le deuxième élément soit rempli par les deux derniers. La fin de l'Union Soviétique devait être logiquement corrélative du regain mondial des religions et de la relance des nationalismes et autres formes de repli identitaire. Avec l'effet angoissant d'enfermement des consciences libres dans une double impuissance : face au capitalisme, désormais financier, qui impose sa loi partout et face aux théocraties et nationalismes ou particularismes qui lui font écho dans l'interdit de penser. Désespérant effet de tenaille.

Mais urgent appel à penser aussi. Car puisque le soviétisme est mort, de deux choses l'une : ou bien on s'en réjouit, mais il faut inventer de toutes pièces de quoi réguler la mondialisation devenue folle ; ou bien on pense que l'expérience soviétique peut malgré son échec et ses crimes rester instructive, mais il faut montrer en quoi. Tâche accablante, certes, dans les deux hypothèses, mais qui a au moins l'avantage de déplacer l'accablement. Car être accablé par la lourdeur d'une tâche à accomplir est moins désespérant que d'être accablé par un sentiment d'impuissance

III

Premiers rebonds

Peut-on desserrer les mâchoires de l'étau ?

Repoussée dans ses derniers retranchements, la conscience est en tout cas contrainte de repérer les lieux de choix sans lesquels la liberté n'est que consentement passif à la nécessité. Or il y a deux choix ultimes. Difficiles sans doute mais réels, donc principes possibles d'espoir.

A/ Le capitalisme est-il le dernier mot de l'histoire ?

Le capitalisme financier s'auto-désigne comme néolibéralisme. Qualification que même ses adversaires les plus résolus ont la faiblesse d'accepter, s'enfermant d'avance eux-mêmes dans un piège : combattre le capitalisme en général et le capitalisme financier en particulier serait liberticide !

Mais, d'abord, ce que revendique le capitalisme financier, c'est la dérégulation qu'il identifie à la liberté. Or il n'y a pas de liberté sans règle. En tous domaines ; car sans règle la liberté n'est que loi du plus fort.

De sorte qu'au sein même des classes ou couches capitalistes s'effectue le clivage entre ceux pour qui les normes sociales ou environnementales sont intégrables (et parfois intégrées) à la recherche du profit et ceux qui dénoncent ces normes comme liberticides.

Bien sûr ce clivage ne donne guère de marges de manœuvre ni aux capitalistes industriels eux-mêmes ni, encore moins, à leurs salariés. Car la loi du plus fort est du côté de celui qui détient les capitaux, clés de l'investissement ; et comme ceux-ci sont dans les mains des financiers...

Mais les choses sont en réalité plus complexes, plus accablantes encore, mais en définitive moins fatales. Car le capitalisme financier dispose, outre sa force de contrainte, de cette force indirecte et en réalité plus puissante qu'est sa capacité d'entraînement : les placements financiers peuvent être effectués (et le sont souvent réellement) par le capitalisme industriel lui-même pour accroître ses marges. Et, effet bien plus déterminant encore, le capitalisme financier a une base de masse qu'incarne, entre autres, la figure sinistre des fonds de pension, dont le principe est la recherche du taux de rendement bancaire maximal indépendamment du taux de productivité. Si le P.N.B. d'un pays croît de x et qu'un placement rapporte un taux supérieur à x , il y a forcément quelque part quelqu'un (loin, sur un autre continent, mais aussi bien dans l'usine d'à côté ou... dans celle-ci) qui est lésé ou, plus crûment, licencié.

Or en cette matière (fort aisée à comprendre) comme en toute autre on ne peut dire durablement « je ne savais pas ». Retour au réel... du choix de chacun.

Ce qui conduit en définitive à l'essentiel, tout simple, de la critique du capitalisme lui-même. Lui qui, déjà, s'autoproclame libéralisme au nom de la liberté d'entreprendre, accapare et la notion et la réalité de la liberté. Car la liberté du détenteur de capital et celle du travailleur libre sont

faussement homogènes : le premier a la liberté – réelle – d’investir ou non son capital pour le faire fructifier tandis que le second n’a, le plus souvent, pas le choix de faire autrement que de chercher l’embauche. Et une fois le contrat de travail passé, le détenteur du capital a seul la libre gestion de la valeur ajoutée (pour la répartir entre salaires, réinvestissement et dividendes). Le capitalisme par actions, que celles-ci soient aux mains de gros ou de petits porteurs, fût-ce des salariés eux-mêmes, repose sur le principe de la gestion privée de la valeur ajoutée. On peut voir des avantages dans ce mode d’organisation ; mais on peut aussi le contester au nom du droit au libre examen par tous du meilleur usage de la valeur ajoutée. De sorte qu’il faut une bonne fois distinguer le capitalisme, mode particulier d’organisation de la production, et la liberté ou le libéralisme qui peuvent consentir ou non au bien-fondé du capitalisme. Que celui-ci soit aujourd’hui plus que jamais le maître du monde jusqu’à désespérer les consciences libres n’autorise en rien à le considérer comme maître légitime : le fait, ici comme ailleurs, ne crée pas le droit. Ou ce qui revient au même, la social-démocratie (dont le principe est que le capitalisme ne peut ni ne doit être remis en cause) n’est ni la seule ni forcément la meilleure voie pour concilier liberté et production économique.

B/ Faut-il réformer la laïcité ?

Les forces laïques sont aujourd’hui sur la défensive. Elles ont constamment à se justifier devant le tribunal des monothéismes (les trois monothéismes), à montrer qu’elles ne sont pas un dogmatisme caché. Et elles sont sommées de mettre à jour ou de reformuler leurs principes, en particulier la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l’État.

Trois types de causes peuvent sans doute expliquer cet étrange et désespérant ébranlement de l’acquis laïc. Bien sûr peut jouer, d’abord, la mauvaise conscience postcoloniale qui se reproche d’avoir imposé aux anciennes colonies des valeurs (parmi lesquelles la laïcité) qui n’étaient pas les leurs. Forme voisine de quasi-autocritique rétrospective : la mauvaise conscience transférée de la politique d’athéisme forcé dans l’ex U.R.S.S. ou de « religion patriotique » en Chine.

Mais cette composante de mauvaise conscience est sans doute moins importante que la ou les stratégie(s) offensive(s) suivie(s) par les monothéismes eux-mêmes. On pense d’abord, et c’est logique aujourd’hui, à cause du terrorisme islamiste, à la revendication théocratique référée à l’Islam. Mais la laïcité, dans son principe ultime de libre examen rationnel, a-t-elle jamais été acceptée par les théocraties chrétiennes ? La question se pose en tout cas pour la théocratie catholique. On croit celle-ci définitivement disparue après un siècle de laïcité à peu près apaisée en France ; mais cette paix n’a jamais été qu’imposée à ceux qui, tels J.-M. Lustiger, Jean-Paul II et Benoît XVI pensent que les Lumières sont une déviation de l’esprit en tant qu’elles contestent le principe d’obéissance de la raison par rapport à la foi. C’est à cette « déviance », qu’est attribuée le communisme soviétique mais aussi bien le nazisme lui-même, point extrême de l’orgueil humain qui oublie Dieu : ne cherchez pas la cause des camps de la mort ; elle est dans Descartes. Véritable haine maintenue des Lumières : il est sans doute de l’essence des pensées théocratiques de ne jamais accepter de tourner la page. Et elles reprennent le dessus à la première occasion (comme en 1989).

Troisième élément de la mauvaise conscience laïque : on trouve aussi une sorte de fascination active ou passive à l’égard de la théocratie musulmane. Tantôt on prête à la violence religieuse une fonction certes confuse, mais non moins effective, d’expression de révolte contre l’exclusion sociale ou la marginalisation dans les banlieues. Et du souci – légitime – de compréhension des sources de cette révolte, on glisse au refus de la condamnation de ses moyens d’expression. Tantôt, convaincu de la lenteur de l’entrée des pays arabo-musulmans dans « la modernité », on prend son mal en patience en se préparant à une longue attente.

Mais comme le dit Platon le courage consiste à tenir bon, dans les turbulences ou conditions défavorables, sur ce qu’on a estimé juste dans la réflexion au calme.

Or certes la laïcité est une conquête récente et d'extension géographique limitée. Mais cela n'invalide pas dans le principe sa capacité à valoir dans l'universel. La liberté de conscience a d'abord été inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen comme une conquête des Protestants contre le catholicisme dominant et royal. Mais ces circonstances particulières (rapports entre deux familles de pensée toutes deux chrétiennes) n'a pas empêché la portée universelle du principe (pour toute conscience, chrétienne ou non, religieuse ou non). Et de nos jours le principe de liberté de conscience n'a été qu'il y a peu inscrit dans la nouvelle Constitution tunisienne : îlot précaire (la Tunisie est un petit pays) dans la masse immense des pays arabo-musulmans. Mais cette petite lumière n'a pas à être relativisée par sa précarité : elle a à être marquée (elle ne l'est pas assez par les commentateurs) comme une date de portée historique.

Car si l'on sort enfin des relativismes plus ou moins craintifs, de quoi s'agit-il ?

La laïcité n'est pas principe de coexistence entre des consciences qui resteraient comme en rapports de paix armée. Elle est principe d'affirmation et de développement de contenus de pensée (concepts, connaissances, méthodes) communs parce qu'universels (depuis les vérités scientifiques jusqu'aux formes du droit dûment élaborées et choisies par consentement raisonné). Au-delà de la langue qui est le premier bien commun d'un peuple, la raison est le bien commun de tous les peuples malgré, et au travers de, la particularité de leurs langues. Les mathématiques grecques, leur cas suffit à valider notre propos, ont traversé le temps grâce à la pensée arabe et des penseurs européens (italiens et français en particulier) ont pris le relais au moment de la Renaissance. Libérons-nous une bonne fois de l'injonction d'allégeance à la « civilisation judéo-chrétienne ». Là est le socle aussi ferme et intangible que serein non du seul « vivre ensemble » à la mode aujourd'hui (vivre ensemble en se supportant les uns les autres) mais d'une communauté de pensées parce que tout homme pense et qu'il peut, parce qu'il pense et qu'autrui pense lui aussi, se faire comprendre, faire comprendre ses raisons par autrui et réciproquement.

Fermeté intangible qui fait barrage quoi qu'il en coûte à tous les interdits, mais qui, tout autant, fait sa place à chacun, quels que soient ses modes vestimentaires, ses traditions locales... ou ses croyances ultimes.

IV

Impuissance, résistance, combat offensif

On peut maintenant, avant d'aller plus loin, faire un premier bilan de l'analyse engagée. Au commencement il y avait pour la conscience libre une situation d'impuissance terrorisée. Le premier sursaut a permis, déjà, de sortir de l'immédiateté de cet accablement pour commencer à le situer dans le jeu des grands rapports de forces idéologiques et politiques à échelle de plusieurs décennies. La deuxième étape a permis, elle, à la fois d'élargir encore le champ historique d'examen et de clarifier et simplifier le repérage des grands enjeux de vie et de pensée.

Car à l'occasion de l'affrontement actuel, d'une brutalité inouïe, entre deux forces aussi destructrices l'une que l'autre : le terrorisme financier – Cf. Mineraud qualifie le capitalisme financier de terrorisme planétaire (dans *Un terrorisme planétaire, le capitalisme financier*, Éd. De la Différence) ; il a raison – et le terrorisme fanatique, nous prenons conscience d'un enjeu à échelle non plus de décennies mais de siècles, et objet de conflits tantôt violents à l'extrême, tantôt d'apparence pacifique. Cet enjeu est celui d'un esprit public et de l'espace – matériel ou effectif, consistant – dans lequel il peut se déployer. Le capitalisme revendique la gestion privée du capital et de son accroissement. La religion, les religions, revendiquent, elles, de régir d'une manière ou d'une autre la sphère publique, ou plus précisément de régir publiquement les modalités de la vie

publique et privée, refusant d'être cantonnées à la sphère de l'intimité de la conscience ; et même lorsqu'elles consentent à « rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », elles veulent être maîtresses de la frontière entre le domaine de César et le domaine de Dieu. Là réside le ciment fondamental du lien entre le capitalisme et la religion : dans les deux cas le privé prime sur le public en ce sens que c'est à la conscience ou à l'autorité privées de tracer la frontière entre le privé et le publique.

En face de ces deux forces distinctes, parfois amies, parfois ennemies, mais homogènes dans leur fondement, la pensée libre a comme condition et comme effet un espace public, celui de l'échange des raisons ou ce qui revient au même de l'échange des pensées sous le seul arbitrage de la raison (clarté et distinction des concepts, argumentation, raisonnements ou déductions). C'est à partir de cet espace public et de lui seul que peuvent être définis, délimités et protégés les droits et devoirs de chacun.

Personne, sous peine d'angélisme ou d'esprit tyrannique, ne peut imaginer que cet espace public est irénique ; il est au contraire traversé de contradictions (d'intérêts, d'opinions, de croyances, ...). Mais il a ceci d'absolu qu'il n'attend de secours et n'accepte d'interdits ou d'évidences d'aucune instance extérieure.

Cette conception de la publicité (des débats, des arguments, ...) est bien l'enjeu ultime aujourd'hui comme hier. C'est l'esprit des Lumières. Et c'est lui qu'il s'agit d'entretenir ou de réactiver s'il est en sommeil (celui de la défaite imposée ou consentie).

Mais dès lors ce sont tous les héritiers des Lumières qui sont sollicités pour une sorte de vaste examen de conscience, ce mouvement par lequel on revient sur soi avec un œil critique pour évaluer son passé et tenter de mieux s'armer pour l'avenir. Tous les héritiers sans exclusive ; car ici comme ailleurs la division ne fait que le jeu des adversaires de la raison. Tous les héritiers c'est-à-dire aussi bien les tenants de Rousseau et ceux de Hegel (les frères ennemis, en tout cas vus du point de vue de Hegel), les tenants de Robespierre et ceux de Condorcet, les tenants des Bolcheviks et ceux des Mencheviks, les frères ennemis du Congrès de Tours, les tenants du oui et les tenants du non au référendum de 2005.

Énumérer tant de clivages et prétendre les traiter en raison semble relever de l'utopie ou de la démesure. Mais nous n'avons pas, nous n'avons plus le choix car le monde comme il va tend à nous effacer tous de son tableau. Et ceux qui croiraient pouvoir s'exempter de l'engagement commettraient la même erreur (et seraient coupables de la même lâcheté) que ceux qui dans les années 30 croyaient pouvoir être protégés de la montée des périls. De sorte que l'alternative nous est imposée : ou consentir à la défaite de la raison ou prendre les moyens de retrouver et redonner espoir, aussi lourds voire accablants que soient ces moyens.

On dira peut-être que la menace de défaite de la raison qu'on vient d'évoquer est une hyperbole dramatisante. Et que, raison pour raison, il vaut mieux scruter plus attentivement le monde et y découvrir non l'opposition simplificatrice de la lumière (de la raison) et des ténèbres (des intérêts nus ou des dogmes) mais des situations complexes à la fois beaucoup plus ambivalentes et un peu moins désespérantes parce que comportant des points d'appui ou des forces novatrices.

Voyons donc d'un peu plus près ce monde comme il va. Nous allons y voir sans doute un plus grand nombre de nuances dans le gris ; ici ou là, même, des voies ou amorces d'espoir ; mais aussi bien de larges zones plus noires que le noir. Dans tous les cas apparaîtra le besoin impérieux et renforcé du vaste examen de conscience qu'on vient d'évoquer. Restera alors à essayer d'en cerner les moyens et modalités.

DEUXIÈME MOUVEMENT

EXAMINER LE MONDE COMME IL VA

V

Tirer parti du monde multipolaire ?
(Pessimisme 1)

Longtemps durant la guerre froide, le « tiers-mondisme » a constitué un espoir de liberté : résistant à la double pression des deux « Grands » et jouant au mieux de leur rivalité, les pays du « Tiers-monde » pouvaient espérer desserrer les contraintes coloniales ou impérialistes, ce que faisant, ils donnaient en même temps aux classes populaires des pays dominants l'espoir d'un renfort pour leurs propres luttes.

Aujourd'hui l'affrontement des deux « Grands » a disparu et se met en place un monde « multipolaire » sous l'effet du gain de puissance des « Pays émergents ». Dans l'immédiat et à moyen terme ce bond en avant du développement mondial, lié à la mondialisation des marchés a comme effet principal... les délocalisations et la pression renforcée sur les travailleurs des pays anciennement ou encore dominants. Lent et très douloureux rééquilibrage général des puissances économiques. A terme sans doute l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents permettra aux salariés des pays anciennement dominants de retrouver plus de marge de succès pour leurs luttes. Mais l'immédiat et le moyen terme restent marqués par les menaces sur les acquis (droit du travail, droits sociaux) et la précarisation. Encore cette précarisation et ces reculs seraient-ils plus aisés à amortir si la mondialisation ne faisait apparaître deux aspects qui obscurcissent les perspectives au lieu de les ouvrir. D'une part se constituent des stratégies ou des impérialismes nouveaux en concurrence avec l'impérialisme américain et dont les spécificités, à analyser cas par cas, interdisent toute confiance irénique. D'un côté la puissance américaine, même entamée, trouve un nouveau souffle en complétant ses moyens traditionnels (économiques, financiers, militaires) de domination par sa maîtrise en quasi-monopole du monde numérique. En face, la Chine se constitue à marche forcée une puissance manufacturière et industrielle à visée exportatrice qui lui permet, grâce à des salaires encore extrêmement bas, d'accumuler des capitaux et d'exercer, déjà, un impérialisme du type de ceux du XIXème siècle (zones d'influence pour avoir accès aux matières premières, investissements « clés en main » à l'étranger, position de « banquier » mondial). La Russie, elle, utilise sa position dominante sur le marché du gaz pour reconquérir rapidement, un peu sur le modèle des monarchies arabes pétrolières, un statut de puissance influente,

L'internationalisme ouvrier semble donc bien loin pour l'instant.

En même temps les pays renaissants ou émergents connaissent un creusement des inégalités sans précédent et homogène au creusement corrélatif dans les pays anciennement dominants. Et il n'y a là rien d'étonnant : c'est la logique du capitalisme, et du capitalisme financier avec lui qui s'impose partout. Avec partout ce postulat inhérent à « l'optimisme » capitaliste : quelque jugement moral qu'on porte sur l'inégalité, celle-ci est le prix à payer pour libérer les forces productives à échelle mondiale comme à échelle nationale.

VI

Neuf piliers de la sagesse militante
(Pessimisme 2 ? En tout cas prudence)

1. *« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »* disaient Marx et Engels à la fin du *Manifeste du Parti Communiste*.

L'impératif valait en même temps espoir. Car les prolétaires étant, par définition, ceux qui n'ont rien ou n'ont plus rien, ils n'ont rien à perdre et peuvent donc prendre les risques maximaux dans leurs luttes ; n'ayant, en outre, tous rien à perdre, ils sont tous parfaitement égaux entre eux (0=0), plus aisément solidaires entre eux et plus aptes à penser directement l'universel.

Cet optimisme de principe a toujours déjà été tempéré par les fragmentations de cette « classe universelle » : fragmentation géographique bien sûr (la Deuxième Internationale a déjà été fracassée par les nationalismes – impérialismes en concurrence puis en guerre entre eux). Mais à l'intérieur des nations ont toujours existé les différences – voire concurrences – entre secteurs professionnels et surtout les hiérarchies de compétences et de salaires (depuis l'aristocratie ouvrière jusqu'au Lumpenproletariat qui est comme le point aveugle de la tradition marxiste).

Encore ces principes de division ouvrière pouvaient-ils tant bien que mal être surmontés. Mais aujourd'hui les difficultés sont redoublées : par le clivage entre ouvriers dotés d'un emploi et chômeurs ; par la précarisation générale qui menace tout le monde (un prolétaire a chaque jour l'angoisse de perdre quelque chose : son emploi) ; par la fragmentation des statuts (C.D.I. / C.D.D.) ; par la hausse lente du niveau de vie moyen (un ouvrier peut avoir quelque chose à perdre) ; par l'extension de l'actionariat ouvrier. Etc.. Ainsi s'explique sans doute pour une bonne part la faible proportion d'ouvriers syndiqués. Mais l'élément le plus déterminant est peut-être l'absence de perspectives et les difficultés pour en trouver. Car la « crise » du capitalisme étant ce qu'elle est, à savoir une restructuration quasi permanente, les luttes sont aujourd'hui presque toutes seulement défensives (sauver le maximum d'emplois, obtenir une indemnité plus correcte pour le licenciement). Et cela au moment même où, malgré les doctes considérations sur la disparition de la classe ouvrière, il y a sans doute aujourd'hui un nombre croissant de travailleurs (euses) réduit(e)s à des tâches subalternes et mal payées.

De toute façon, hier comme aujourd'hui, il n'a jamais existé et il n'existe pas de classe universelle. Comme c'est logique dès lors que, par définition une classe a une situation particulière qui peut seulement la prédisposer plus ou moins à l'ouverture universelle. La bourgeoisie est porteuse d'universalité (par son ouverture au marché et aux échanges, par sa capacité d'innovation...), ce qui ne l'empêche pas de poursuivre ses intérêts particuliers. La classe ouvrière est elle aussi porteuse d'universel (par sa pratique de l'efficacité raisonnée, par la dureté de ses conditions qui l'arme pour une part contre les illusions irréalistes, ...), ce qui ne l'exempte pas de se déchirer sur les perspectives et les moyens de ses luttes ; ce qui ne l'empêche pas non plus de céder aux sirènes de porteurs de messages en forme de « yaka » : en France c'est aujourd'hui le Front National qui est le premier parti ouvrier. D'être les victimes principales du système capitaliste ne donne pas, par là même, les moyens adéquats pour faire les meilleurs choix politiques.

C'est une vieille tradition « marxiste » (ou simplement de bon sens ?) que de distinguer « situation de classe » et « position de classe ». Certaines périodes historiques sont plus favorables que d'autres à la réduction de cet écart (celles, en particulier, où se conjuguent grandes unités de production et plein emploi : la « solidarité de classe » est alors relativement aisée, quasi palpable ou directement visible). Mais la période actuelle (chômage et précarisation de masse, fragmentation des conditions professionnelles,...) élargit jusqu'à l'extrême l'écart entre situation et position. Désarroi pour la « conscience révolutionnaire ». Mais qui a l'insigne avantage de la libérer une bonne fois de

l'idée qu'elle a le sens de l'histoire pour elle. Si « Billancourt » est comme le paradigme du prolétariat, ou des classes populaires, dont les conditions de vie et de travail sont les plus dures, il faut dire à la fois que Billancourt existe plus et plus largement que jamais et que Billancourt est tellement désespéré qu'est terminé, ou du moins remis pour longtemps à plus tard, le temps où la conscience soucieuse d'universel pouvait se rallier, confiante, à son plus sûr point d'appui.

2. *Orphelins et nostalgiques de la classe prophétique*, bien des citoyens et des intellectuels cherchent un peu à tâtons des prophétismes de substitution pour y faire allégeance ou pour, variante plus subtile, se faire conseiller ou éveilleur de conscience auprès du prophète potentiel, comme Jeanne d'Arc cherchant à hisser Charles VII au niveau de sa mission salvatrice contre l'Anglais. Deux figures principales à retenir ici, avec la seule ambition non d'en épuiser l'analyse mais d'indiquer que ni l'une ni l'autre ne sont adéquates à la fonction de libération universelle que certains sont tentés de leur prêter.

2a- *La « cause palestinienne »*. L'urgence de desserrer l'étau économique et militaire autour des territoires palestiniens est évidente ; la critique du primat absolu de la sécurité dans laquelle s'enferme la Droite (et l'extrême Droite) israélienne s'impose tout autant. Peut-on pour autant voir dans la cause palestinienne l'équivalent de ce que furent longtemps les luttes anticolonialistes (au Maghreb, au Vietnam) ou dans leur suite les luttes anti-impérialistes (au Vietnam à nouveau...) ? Rien n'est moins sûr si l'on examine ou plutôt si l'on commence à examiner la complexité et la spécificité, voire la singularité du conflit israélo-palestinien.

- On a affaire au cas (radicalement singulier en effet mais lié à la singularité elle-même radicale de la Shoah) d'une double légitimité sur un même sol, validée au lendemain de la seconde guerre mondiale par toutes les puissances représentées à l'O.N.U..

- Le conflit « sans solution » a été à plusieurs reprises à deux doigts d'en trouver une, soutenue par les forces les plus clairvoyantes et raisonnées des deux camps. Et dans tous les cas la solution à portée de main a été sabotée par des relances religieuses des deux côtés. Cet irrédentisme religieux est-il le vrai maître du jeu ? Ou au contraire utilisé par des forces politiques qui n'ont pas intérêt à la paix ? Dans les deux hypothèses la voie de la paix passe par une laïcisation du conflit et des négociations. Et si l'on suit la seconde hypothèse, il faut discerner quelles sont les forces politiques qui préfèrent la guerre à la paix.

- En tout cas la « cause palestinienne » est pour les régimes arabes autoritaires un très efficace dérivatif aux critiques démocratiques qu'ils étouffent dans leurs propres pays ; en même temps qu'un très commode paravent pour cacher le peu de sollicitude effective qu'ils manifestent à l'égard des Palestiniens.

- La confusion constamment entretenue entre la critique de la politique israélienne (politique liée à telle majorité ou coalition au pouvoir à tel moment) et la contestation de l'existence d'Israël entretient des rapports complexes (et nauséux) avec la confusion entre critique d'Israël et anti-sémitisme.

Ces quatre premiers éléments en appellent d'autres, cela va de soi, si l'on est vraiment soucieux de concourir à la sortie du conflit. Mais ils suffisent à récuser ou à soupçonner le transfert sur la « cause palestinienne » de l'espoir déçu, naguère investi dans la mission universelle du prolétariat.

2b- *L'horizon de la transition énergétique*. Qu'il soit crucial de réduire l'usage des énergies carbonées ; qu'il faille se méfier, en tout cas se prémunir avec sérieux des dangers et des déchets de l'énergie nucléaire et en même temps réduire son importance dans le bouquet énergétique ; qu'il faille gagner ou regagner en sobriété dans la consommation énergétique quelle qu'en soit la matière première ; qu'il faille développer les énergies renouvelables (parfois prometteuses et longtemps étouffées par les lobbies dominants)... Tout cela est juste ; toutes ces idées gagnent en influence et

tant mieux. Mais ces éléments de consensus ne peuvent cacher les questions qui restent en suspens. À commencer par les distinctions à faire entre les énergies renouvelables ; par les « effets pervers » multiples d'enthousiasmes trop vite acquis (voir les contradictions des carburants végétaux), par la distinction non faite entre énergies renouvelables et énergies nouvelles... . De sorte qu'il y a quelque chose de déroutant à voir, en France en tout cas, la transition énergétique instaurée en horizon fondateur de toute politique. Nouveau modèle de développement ? Solution universelle pour tout aussi bien permettre une relance industrielle féconde en emplois et une plus grande égalité ? L'argument de l'emploi est aujourd'hui, comme c'est logique en période de chômage de masse, systématiquement avancé par les promoteurs de toutes activités : les industries vertes, certes, mais aussi le nucléaire, la production et la vente du tabac ou de l'alcool, et celle des armes. Mais pour aucun de ces secteurs ne peut être esquivée la question des besoins qu'il satisfait ou des fins qu'il poursuit. Quant à l'égalité, par quel miracle serait-elle assurée par un faisceau aussi intéressant soit-il, de techniques nouvelles ? L'imprimerie et la machine à vapeur ont chacune à sa place joué un rôle social et économique déterminant. Mais ni l'une ni l'autre n'ont pu jamais être autre chose qu'un moyen technique nouveau pris dans des rapports sociaux qui déterminent son usage effectif : ainsi de la machine à vapeur et du capitalisme manufacturier puis industriel.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, de classe universelle ou prophétique. Il n'y a pas non plus de peuple universel ou prophétique. Il n'y a pas davantage et il ne peut pas davantage y avoir de techniques universelles ou prophétiques. Sauf par transfert du désir d'un monde enchanté venu du Ciel. Il n'y a, nulle part, de Ciel ou de dieux qui puissent nous guider, ni encore moins choisir ou agir à notre place.

C'est à une conclusion analogue, contraignante par sa répétition insistante, que vont plusieurs fois nous conduire les analyses complémentaires qui suivent.

3. *Internet*, quasi tout le monde le sait maintenant, est capable des effets les meilleurs comme des pires. Les meilleurs : l'ébranlement il y a quelques années des dictatures arabes (mais la suite prouve que cet effet bénéfique ne suffit pas) ; les meilleures aussi : un certain accès démocratisé à des informations naguère réservées à une élite cultivée. Mais les effets les pires aussi : comme la surveillance policière généralisable et, hors contrôle policier, le flicage ou quadrillage de chacun par les « cookies » qui mettent chaque utilisateur en fiches dans l'ancre des Big Data ; sans oublier le risque massif de réduction voire suppression de la pensée et du jugement critiques dans le champ du « savoir » tout prêt où n'existent que des réponses toutes prêtes obtenues par presse bouton. Et autant on comprend l'enthousiasme (marchand) de ceux qui exaltent le champ immense de bonnes affaires ou de bons créneaux que constitue Internet, autant il y a quelque chose de triste à voir de bons esprits imaginer que se joue là une « révolution culturelle ». Comme tous les moyens de communication, la communication numérique est un moyen qui au mieux peut suggérer des fins mais sans jamais les fixer ni jamais exclure que des inégalités et des rapports de domination puissent s'en trouver décuplés. Aujourd'hui, comme déjà évoqué plus haut, le monde entier est assujéti aux formes multiples de l'empire numérique américain.

4. *La montée du droit international depuis 1945* est trois fois positive bien que chargée de contradictions et ambivalences. Déjà au temps de la guerre froide l'O.N.U. cachait mal l'affrontement Est-Ouest. Mais cela ne l'empêchait pas de réduire cet affrontement en le soumettant à des procédures pour une part régulatrice. Dans une deuxième phase, les organisations comme l'O.M.C., qui ont été corrélatives de la montée en puissance des « Pays Émergents », ont concouru à réguler, pour une part en tout cas, les rapports internationaux en amont ou en dehors des rapports de forces militaires : réguler les échanges (de biens, de capitaux) concourt à faire progresser le droit international en tant que droit : l'O.M.C. devient en effet non seulement un lieu de consultation

réciroque mais aussi un lieu d'arbitrage, rapprochant en cela le droit international du droit tout court, c'est-à-dire du droit qui, dans un État, fixe à la fois la règle et l'autorité investie du pouvoir de la faire respecter.

Et aujourd'hui les recherches de traités internationaux sur les normes à respecter peuvent conduire, au milieu de subterfuges inouïs développés par les lobbies internationaux à cette innovation radicale : la norme de l'échange n'est plus déduite des partenaires de l'échange mais des destinataires terminaux de ces échanges que sont les consommateurs. Bien sûr les puissances économiques de ce monde n'ont de cesse de démontrer que leurs produits sont soit bénéfiques soit sans danger. Et ils disposent de nombreux moyens (rhétoriques, mensongers, financiers) pour fausser le jeu ; mais ils sont aussi de fait obligés d'y entrer. Aux forces réellement soucieuses d'échanges équitables et bénéfiques de saisir la balle au bond. Mais comment ? Là est la question.

5. L'économie sociale et solidaire (associations à but non lucratif, coopératives de production) constitue un utile contrepoids au capitalisme financier et au capitalisme industriel lui-même. En France elle gagne peu à peu du terrain et on ne peut que s'en réjouir. Sans trop d'illusions. Car ce tiers secteur (entre l'économie de droit privé et l'économie de droit public) ne fixe ni ne peut fixer les règles générales du jeu économique. Même assumé collectivement, l'intérêt d'une entreprise reste l'intérêt de cette entreprise et ne peut par miracle être homogène à l'intérêt général. L'expérience l'a confirmé par les difficultés et l'échec du modèle titiste en son temps. Des exemples plus récents conduisent à la même prudence : l'essor spectaculaire de la coopérative basque Fagor l'a conduit ... à racheter Brandt et à gérer cette acquisition selon les règles du marché c'est-à-dire à ... licencier du personnel : des ouvriers coopérateurs licenciant d'autres ouvriers (déjà exclus, avant d'être licenciés, du droit de devenir eux aussi coopérateurs) : pénible contradiction.

On aboutirait sans doute au même type de conclusion favorable mais très prudente en examinant d'une part les expériences en nombre croissant de circuits courts (de production – consommation agricole ou énergétique), d'autre part les initiatives du genre « bonnes pratiques » que tente de fédérer Alexandre Jardin. Les circuits courts constituent des innovations raisonnées intéressantes (réduire ou supprimer les intermédiaires inutiles, raccourcir et alléger les réseaux d'alimentation électrique). On ne peut pour autant éviter la question de la juste extension et des degrés d'autonomie de ces réseaux de petite dimension : l'autarcie en tout domaine a ses limites ; et se pose toujours la question de la juste délimitation entre le marché sans âme (et trop coûteux) et le localisme (fermé sur soi et fragilisé jusqu'à la précarité) : problème de la hiérarchie des niveaux sociaux et politiques sur lequel nous reviendrons plus bas. Les « bonnes idées » ou « bonnes pratiques » appellent la même bienveillance critique : sorte de Concours Lépine permanent de l'innovation sociale (entraide pour la révision des leçons à la maison, échanges de services, ...) elles ne peuvent être fécondes que si, en cas de réussite, elles trouvent des relais de généralisation : et si celle-ci n'est pas assurée dans un esprit de type public, elle risque un jour ou l'autre d'être récupérée par... des récupérateurs mercantiles de bonnes idées. Voir les mésaventures complexes du co-voiturage investi... par l'esprit de business.

6. Au registre des bonnes intentions, l'ampleur non démentie des actions caritatives (Restos du cœur, Téléthon, Journées S.I.D.A.) appelle réflexion. Il y a quelque chose de rassurant en même temps que d'étrange dans ces puissants et durables élans du cœur. Et de la part souvent de gens qui donnent généreusement tout en critiquant soit l'excès d'impôts, soit la paresse et l'incapacité des agents des services publics.

On dira que ces dons ont pour eux d'être « dédiés » et qu'ainsi les donateurs contrôlent la destination de leur don, ce qui ne serait pas le cas s'ils versaient la même chose sous forme d'impôt.

Mais on peut aussi voir dans ce « caritativisme » une forme de générosité certes noble et encourageante en tant que telle, mais restée en deçà de l'esprit civique qui préfère la justice (de tous sur tous) à la charité (de l'un à l'autre). On y reviendra.

Mais il faut dès maintenant faire observer à l'esprit caritatif, quitte à le troubler quelque peu, que les racines ou principes de sa générosité, en deçà du civisme, sont les mêmes que celles d'un certain mécénat dont la puissance parfois planétaire a des sources de financement pour le moins incertaines. C'est le même Bill Gates qui œuvre généreusement à une O.M.S. bis (bientôt plus puissante que son modèle?) et qui, par des techniques souvent retorses de monopolisation commerciale, a constitué un empire numérique mondial maître omnipotent de nos plus modestes transmissions de courrier.

7. *Les expériences respectives de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne* peuvent évidemment être déterminantes et appellent à être soutenues, pour concourir avec elles à modifier les règles du jeu (européen et mondial) qu'elles ne peuvent changer à elles seules. Mais sans croire pour autant qu'un contre-modèle s'impose en face du modèle actuel : ainsi la belle défense des droits sociaux à Barcelone et à Madrid, aussi nécessaire et généreuse soit-elle, rencontrera sans doute très vite la question des moyens économiques et politiques qui lui permettront ou permettraient de durer. Sans oublier que la vigueur critique d'un pays (la Grèce, l'Espagne) à l'égard de l'Europe n'exempte pas ce pays de l'examen critique de sa propre politique économique. En Grèce ni les armateurs ni le clergé ne payent d'impôts ; et on peut observer que la bienveillance maintenue à l'égard du clergé orthodoxe est un catalyseur favorable pour disposer de l'oreille du pouvoir russe lui-même engagé dans une alliance structurelle avec l'Eglise orthodoxe russe. On peut observer aussi que ce pouvoir russe est détenteur d'une rente gazière dont il est tentant pour la Grèce de bénéficier en recevant sur son sol un gazoduc stratégique. Où l'on retrouve l'alliance du sabre (économique) et du goupillon. En Espagne bien des difficultés récentes sont dues à la politique qui – il y a encore peu – misait tout sur le boom immobilier et touristique, sans certitude que jamais les responsables et bénéficiaires de ces « bulles » économiques aient jamais à rendre des comptes... et les capitaux détournés.

8. *Les Économistes Atterrés* dont nous traitons maintenant ne sont pas les seuls à secouer le joug de la pensée unique économique. On évoquera plus loin la vigueur de la critique économique de J.E. Stiglitz. On pourrait aussi évoquer la très intéressante initiative de P. Larrourou et du jeune parti Nouvelle Donne dont il est l'inspirateur (et aujourd'hui le leader contesté dans une contestation elle-même sans doute très instructive). Nous réservons cependant nos réflexions aux *Économistes Atterrés* par ce qu'ils constituent par la pérennité de leur groupe une composante significative de l'« état des lieux » de la pensée.

Leur sursaut est trois fois une source d'espoir et d'inspiration. En contestant, d'abord, point par point les prétendues évidences qui inspirent les politiques d'austérité et la conception à courte vue de la rigueur budgétaire, ils ébranlent ou donnent espoir d'ébranler la « pensée unique » en matière économique. Du même coup ils permettent à la conscience critique de se déployer au-delà de la protestation ou de l'indignation morale impuissante, ré-ouvrant le champ possible d'une action politique. En leur propre sein, ensuite, les *Économistes Atterrés* se refusent à reproduire le schéma d'une orthodoxie (fût-elle une contre-orthodoxie) ; ils ne cachent ni ne se cachent leurs divergences mais s'efforcent au contraire d'en traiter en raison : ainsi de leur double divergence au sujet de l'Europe sur le degré de fédéralisme à instaurer pour permettre une politique commune, et sur le maintien ou non de la zone euro dans son périmètre actuel. Pluralisme interne à un mouvement qui lutte pour le pluralisme dans l'analyse économique. C'est sans doute cette vertu pluraliste redoublée qui a rendu possible une très rapide extension du mouvement puisque celui-ci, d'abord dû à l'impulsion d'un petit groupe, a très vite eu le soutien de centaines de personnes (630 dès la

première publication du *Manifeste* en septembre 2010) : ce succès en « traînée de poudre » indique que, malgré la peur et le désespoir dominants, des forces sont disponibles pour se prêter mutuellement main forte.

Le présent manifeste peut être appréhendé comme en libre écho avec celui des Économistes Atterrés. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux. Mais il se peut que la réciproque soit vraie aussi. Comme c'est après tout logique : une des marques du succès d'un sursaut démocratique est que ses initiateurs peuvent être pour une part dépassés par ce succès.

On se contentera ici de cinq remarques ; suffisantes, nous semble-t-il, pour espérer voire s'enclencher des suites fécondes.

a- Les débats évoqués plus haut à propos de l'Europe (degré de fédéralisme ; extension de la zone euro) ne peuvent être ni évités ni renvoyés passivement à l'« extérieur » politique (des campagnes électorales, des débats parlementaires). Quand on connaît le degré d'investissement intellectuel et moral, pour ne pas dire d'affect, que comportent ces deux enjeux il est probable qu'il faut pousser le débat démocratique éclairé plus loin. Éclairé comment ? Par qui ? C'est précisément notre ambition, à nous tenants de Renaissance des Lumières, de concourir, à distance du tumulte (par ailleurs inévitable et indispensable) des réunions politiques, non à « éclairer [doctement] le débat » mais à ce que ses protagonistes (dont nous-mêmes) y introduisent par leur propre travail de réflexion et d'argumentation, le maximum de clarté. Une clarté qui exige du temps et des détours, sans doute beaucoup de détours.

b- Dans leur *Nouveau Manifeste* (2015) les Économistes Atterrés posent l'écologie comme « notre nouvelle frontière ». Or comme nous nous en sommes déjà expliqués plus haut, rien ne garantit que ce présupposé stratégique n'appelle pas examen plus attentif, plus lent, plus critique. Ainsi, par exemple, de l'identification entre innovation énergétique et « énergies renouvelables » dont la liste est censée s'imposer avant un examen scientifique, technique et économique sérieux de l'intérêt de chacun de ses éléments. Il est sans doute conceptuellement plus solide (et plus prometteur) de s'intéresser aux énergies nouvelles ou aux formes nouvelles d'énergie. Ce qui exige ici aussi, du temps d'examen, des détours.

c- Voulant « placer l'égalité au cœur de l'économie », les Économistes Atterrés proposent un traitement progressiste, égalitaire, des inégalités, mais sans cibler la source des inégalités dans les sociétés industrielles, à savoir l'inégalité entre détenteurs du capital et salariés. On dira, ce qui est vrai, qu'ils traitent de cette inégalité deux chapitres plus loin et qu'ils contestent alors la « valeur actionnariale ». Mais il ne s'agit alors que de refonder la gestion de l'entreprise en cherchant à tempérer ou même à contrecarrer la tendance actuelle qui dans le partage de la valeur ajoutée entre le capital et les salariés favorise le premier aux dépens des seconds : recherche d'une gestion plus juste de la plus-value. Sans que soit posée la question de la propriété ou plutôt de la maîtrise du capital et de la valeur ajoutée, autrement dit la question du bien-fondé et non de la gestion du capitalisme. Question qui appelle réflexion, détours encore.

d- Dans le même chapitre sur l'égalité, les inégalités scolaires sont évoquées... sur le mode d'une proclamation de bonnes intentions. Bonnes intentions qui, nous le préciserons plus loin, volent en éclats dès qu'on les confronte à l'analyse des causes de l'« échec scolaire » : la faute au latin-grec ? la faute à l'effacement du latin-grec ? Impossible de se satisfaire de ces images sans analyse et... sources d'affrontements fratricides entre esprits progressistes. Le diable, ici comme ailleurs, gît dans les détails. Et pour analyser ceux-ci, il faut... du temps et des détours.

e- A propos des échanges internationaux les Économistes Atterrés proposent à la fois (page 150) de « mettre fin à la négociation sur le Traité transatlantique » (voir plus haut les raisons en effet très lourdes qu'il y a de s'en méfier) et (page 155) d'« instaurer un ensemble de clauses sociales et environnementales dans les traités commerciaux ». Toute la difficulté est que la négociation sur le « Traité transatlantique » se fait au nom de la recherche de normes ou de la contestation de normes actuellement en vigueur, ce qui implique que les mêmes qui ici contestent une norme qui les dérange

(l'idée d'un S.M.I.C. égyptien dérange « les investisseurs ») défendent là une norme qui les arrange (la protection du bien-être animal contre le foie gras français par exemple, ou les bonnes mœurs made in U.S.A. pour légitimer la censure façon Facebook). De sorte que le grand lobbying des prédateurs multinationaux se situe sur un terrain où ils ne peuvent plus seulement se comporter en prédateurs (puisqu'ils sont astreints à « argumenter »). Où donc, dans ces tractations secrètes (et qui devraient d'abord être mises au grand jour) se trouve l'enfant (l'avancée de normes internationales) et l'eau du bain (les manœuvres et pressions prédatrices) ? Il faut, là encore, examiner en prenant son temps. Détours indispensables malgré l'urgence. En réalité à cause de l'urgence.

9. Quelques mots, pour terminer notre parcours cavalier du monde comme il va, sur les associations de consommateurs.

On pourrait s'étonner que nous terminions par ces associations qui ne font que protéger les intérêts des consommateurs, prudence ou précaution de bon sens dans une société de consommation qui se rationalise mais d'assez peu d'intérêt politique, pourrait-on croire, s'il est vrai que le consommateur n'est qu'en bout de chaîne de l'activité économique et qu'il calcule « égoïstement » à servir au mieux ses intérêts : calcul privé par excellence.

Mais ces associations ont en réalité deux vertus majeures. La première, qui pourrait suffire, est une vertu protectrice contre les puissances industrielles et commerciales qui tendent à imposer et leurs produits et leurs prix. S'ouvre déjà là une rationalisation de l'acte de consommation qui, même enracinée d'abord dans le « calcul égoïste » va très vite bien au-delà : ne pas acheter n'importe quoi, ni à n'importe quel prix, ni produit n'importe comment ; être astreint à distinguer les étapes antérieures à la consommation et leurs agents respectifs – qui peuvent fort bien avoir des intérêts divergents (comme le montrent les conflits entre producteurs agricoles artisanaux, ou même de plus grande ampleur, et les grandes surfaces).

On en a dit assez pour suggérer la seconde vertu annoncée : dans la logique propre de leur développement rationnel les associations de consommateurs sont porteuses de LA question qui conteste le productivisme (et le consumérisme qui lui est associable) : à quoi bon une telle consommation ? Ou pourquoi est-elle bonne ? Retour à la question de l'usage en « amont » des opérations de production et d'échange. Un amont toujours repoussé sans doute par l'accumulation des « nouveaux besoins » constamment surgis : il faut presque du courage ascétique aujourd'hui pour « se passer de son téléphone mobile ». Mais cet amont ou cette origine « perdue » est en réalité ce qui toujours « travaille », questionne l'acte de consommer. « A quoi ça sert ? ». Personne ne peut éviter la question, et pour cause : l'économie a d'abord pour fonction de « satisfaire les besoins ». Et seule une économie folle invalide cette question comme illusoire. De sorte que la vertu potentielle (c'est-à-dire pour une bonne part déjà réelle) des associations de consommateurs est de remettre l'économie sur ses pieds, ce qui est une tâche politique éminente.

Ici se termine presque notre deuxième mouvement, en une fin annonciatrice de la fin du troisième que nous engagerons bientôt. Après cependant une dernière réflexion sur le monde désenchanté qui est le nôtre.

VII

Symptôme sans doute privilégié : le désenchantement du système scolaire et universitaire. (Pessimisme 3)

Les sociétés ont toujours les Écoles qu'elles méritent. Et une société qui ne croit plus en sa capacité d'ouverture à l'universel ne peut que faire zigzaguer son École au gré des influences ou des conjonctures particulières.

Moins on a les idées claires sur la mission essentielle de l'École, plus on l'assujettit, d'une manière ou d'une autre, à des injonctions, des diagnostics ou des thérapeutiques qui ont tous en commun de venir de son extérieur sans se préoccuper d'abord de ce qu'elle est, c'est-à-dire de ce qu'elle peut et doit.

Injonctions idéologiques : depuis servir les bonnes mœurs jusqu'à éviter de « stigmatiser » telle ou telle croyance, la liste est aussi longue que variable. Longue aussi la liste des injonctions sociales : apprendre le code de la route, le secourisme.... Sans oublier cette injonction « républicaine » de favoriser le « vivre ensemble » du « tolérons nous les uns les autres ». Diagnostics : si « l'ascenseur social » fonctionne moins bien ou plus du tout c'est que l'École est malade d'avoir des filières ou, au contraire de n'en plus avoir : les Diafoirus de la réforme oublient seulement tous que dans une société où les inégalités se creusent d'une manière vertigineuse, l'École ne peut pas tout. Thérapeutiques : pour guérir l'École de cette maladie qui serait d'être fermée sur elle-même, il faut l'ouvrir à l'extérieur (que sont aussi bien Internet que le parler texto ou plus largement les désirs des jeunes).

Logique corrélat de ces errances dans les demandes – pressions sociales adressées à l'École ou exercées sur elle se répand – ou ne fait peut-être qu'apparaître plus crûment – un usage privé de l'École. Chacun lui demande ou s'arrange pour en obtenir les moyens de sa satisfaction propre : les familles les plus aisées et les mieux informées deviennent expertes – comment le leur reprocher ? – pour jongler avec les filières ou les marges de la carte scolaire afin de sauver le parcours scolaire de leurs enfants. Les familles plus fermées (qui peuvent être parmi les plus démunies mais qui sont aussi – souvent – parmi les plus aisées) soumettent l'École aux injonctions de leurs évidences morales ou sociales.

Peut-on sortir de ces méandres et de ses entrecroisements de particularismes ? Autrement dit y a-t-il une « essence de l'École » ou une École essentielle qui se chercherait plus ou moins consciemment dans tous les aléas qu'elle ne peut sans doute éviter ?

L'essence d'une chose est souvent sa contradiction la plus interne, celle qui à la fois la fait vivre et la menace de l'intérieur. Et c'est le cas de l'École qui est sans doute toujours à la fois lieu de transmission de la culture ou de la pensée cultivée et lieu de sélection des meilleurs ou des plus adaptés à telle ou telle fonction. Donner à tous le même bagage et les mêmes chances mais finalement choisir les meilleurs. Avec toujours le risque de gâchis des intelligences. Mais une fois cernée cette difficulté ou tension cruciale, on peut au moins s'émanciper de tout ce qui encombre ou compromet son traitement et parmi ses empêchements à la pensée claire, on trouve au moins la liste suivante, qu'il faudrait compléter.

1. L'idée qu'une École de masse ne peut fonctionner sur le même modèle qu'une École réservée aux privilégiés. Au nom de quoi le changement d'échelle impliquerait-il un changement d'essence ?

2. L'idée que l'École peut tout (qu'elle est à elle seule « libératrice ») ou qu'elle ne peut rien (qu'elle est « reproductrice »). Alors qu'elle est peut-être un élément libérateur tout à la fois essentiel et avec d'autres.

3. L'idée corrélatrice que « l'égalité des chances » est donnée ou devrait être donnée par la scolarisation. Alors que nulle véritable égalité des chances n'est possible qu'adossée à une égalité des conditions.

4. L'idée qu'il faudrait choisir entre les Anciens (les Humanités) et les Modernes (Internet, le texto...). Par définition toute transmission de savoir présuppose et la confiance dans la culture à transmettre et la confiance dans les destinataires de cette transmission. Rien de plus triste qu'un pédagogue qui a peur (ou honte) d'être le dépositaire d'un acquis de pensée. Rien de plus triste qu'un pédagogue qui a peur des fauves que seraient ses auditeurs.

5. L'idée qu'il faudrait choisir entre disciplinarité et interdisciplinarité. Le savoir n'existe et ne progresse que de sa spécialisation selon ses objets : l'arithmétique est autre chose que

la géométrie, la géographie est autre chose que l'histoire.... Mais le savoir n'existe et ne progresse que de traverser sans cesse ses propres frontières : il y a une manière numérique de traiter la géométrie (cela donne la géométrie algébrique), les déterminations géographiques et historiques s'entrecroisent.... Il est difficile de respecter cette double exigence. Mais il faut la respecter et apprendre à la respecter : fonction éminente de l'École.

6. L'idée – serpent de mer séculaire ou fonds de commerce des bavards non praticiens ? – qu'il y aurait à choisir entre savoir et faire savoir, entre « contenus » et méthodes pédagogiques. Qu'on donne aux futurs professeurs une vraie maîtrise de leur discipline et elle inclura par définition la didactique de cette discipline (qui peut prétendre maîtriser un savoir s'il ne sait comment varier et les formes et les degrés de précision dans la manière de le dérouler ?).

7. L'idée qu'il y aurait à choisir entre les voies d'excellence et les voies de moindre rang. S'il y a des vertus (et il y en a) dans la pratique des langues anciennes, tous devraient également pouvoir y prétendre ; s'il y a des vertus (et il y en a) dans le développement de l'intelligence technique (et de sa maîtrise des complexités) tous devraient pouvoir également y prétendre ou y être confrontés. Les véritables Humanités ne sont pas d'hier ; elles sont d'hier et de demain.

8. À suivre.

Aussi incomplète qu'elle soit, l'amorce d'argumentation ci-dessus suffit à fonder au moins une conviction raisonnée : la condition première d'une École un peu plus efficiente (et démocratique, ce qui est presque redondant) est que les meilleurs étudiants soient attirés vers l'enseignement au lieu d'être – comme aujourd'hui – aspirés ailleurs par des carrières plus lucratives et mieux considérées.

Cette condition n'est certes pas suffisante. Mais elle est nécessaire. Et elle dénonce comme hypocrites toutes les politiques qui prétendent « sauver l'École », la réformer voire la « refonder » sans commencer par le B. A. Ba de toute réforme sérieuse.

Où l'on retrouve notre point de départ : les sociétés ont toujours les Écoles qu'elles méritent. Nous savons ce qu'est la vocation ou l'essence de l'École (qui fait d'elle un bien commun par excellence) : transmettre le patrimoine (l'immense patrimoine) de la pensée cultivée et permettre à chaque individu humain d'y trouver le lieu de son propre accomplissement en même temps si possible que sa meilleure ou sa moins mauvaise insertion sociale. Et ces clartés sur l'École essentielle sont utiles pour évaluer la société en général. Dis-moi ce que transmet ton École et à qui, et je te dirai quel genre de société tu es.

« Ne jamais désespérer Billancourt » dit l'adage révolutionnaire. « Ne jamais pousser les clercs à la démission », faudrait-il ajouter. On vient d'évoquer le fait – patent et massif – que les meilleurs étudiants sont aspirés hors de l'enseignement. Il faut ajouter maintenant que la désespérance de l'ensemble du corps social a son corrélat dans sinon l'apparition du moins le renforcement du mode moyen de déroulement des carrières universitaires : « googlisation » générale, c'est-à-dire inversion du rapport entre notoriété et qualité (c'est la première qui devient critère de la seconde au lieu de l'inverse) ; recherche anxieuse soit de l'affichage médiatique permanent, soit, au moins, du quart d'heure de célébrité indispensable qu'Andy Warhol pronostiquait pour chacun ; à l'inverse repli prudent, déçu ou ardent, sur des recherches « pointues » à distance des tumultes du monde ; pieuses tâches de conservation d'un héritage culturel ou militant qu'on a renoncé à transmettre largement ; recherche du créneau porteur qui permettra la reconnaissance sociale ou marchande, voire la création d'une start-up monnayable un jour à bon prix ; poursuite, au contraire, contre vents et marées, du dévouement pédagogique, de ses initiatives et de ses ténacités, mais avec le sentiment désespéré d'une résistance baroud-d'honneur à l'esprit du temps. Bien sûr toutes ces figures universitaires sont le plus souvent, mais non toujours, loin de là,

moins accablées de désespoir ou d'angoisse qu'un chômeur en fin de droits. Mais qui peut penser que ces mesures de souffrances ou de désespoirs ne sont pas le symptôme d'une société qui a perdu son âme, ce lieu ou ce principe qui permet aux fonctions sociales diverses de composer leurs forces (au lieu de scruter leurs impuissances) ? Dis-moi quelle place et quelles tâches tu assignes à tes clercs, et je te dirai quel genre de société tu es.

TROISIÈME MOUVEMENT

DÉGAGER LE SOCLE COMMUN DE NOS RAISONS

Dans l'océan d'incertitudes où nous nous trouvons, trois idées, ou plutôt trois groupes d'idées peuvent nous servir de point d'appui : non pour trouver trop vite des « repères » comme on dit aujourd'hui, mais pour – et c'est déjà beaucoup – apprendre à nous repérer : non encore un itinéraire mais comme une boussole. Dans les trois cas le groupe d'idées considéré se dégage comme un acquis minimal, ou comme une sorte d'invariant dans les variations où se trouve entraînée la pensée.

VIII

Premier acquis minimal : sur le capitalisme

A/ Marx est-il mort ? Et s'il vit encore qu'en faire ?

Impossible de critiquer le capitalisme sans rencontrer Marx, critique éminent ou emblématique du capitalisme. Mais nécessité absolue, si l'on veut parler de Marx librement et à des esprits libres, de prendre en compte un bon nombre de difficultés ... qu'un esprit libre peut traiter librement. Parler de Marx alourdit souvent l'atmosphère en faisant craindre clivages ou heurts dogmatiques. Essayons, tâche difficile mais non impossible, d'en parler librement.

1. Marx, d'abord, n'a ni au XIX^e siècle ni avant ni après le monopole de la critique du capitalisme. Et un esprit libre ne peut être que distant à l'égard de la dichotomie engelsienne entre socialisme utopique et socialisme scientifique. S'il y a un effet théorique et pratique de Marx, il s'agit de cerner en raison lequel. Libérons-nous donc d'abord de toute lecture « marxiste ». Marx n'était d'ailleurs pas plus marxiste que Platon n'était platonicien ou Descartes cartésien. L'important est toujours le mouvement de la pensée d'un auteur.

2. Mais, à dogmatisme dogmatisme et demi, libérons Marx des dogmatismes symétriques du dogmatisme marxiste. Marx pâtit, c'est logique, de l'échec du soviétisme qui se revendiquait du « marxisme – léninisme ». En d'autres termes il pâtit de l'échec de l'« économie administrée ». Celle-ci ayant échoué, on peut voir dans cet échec l'invalidation de la théorie censée l'avoir inspirée. Bonne logique expérimentale en apparence, mais qui se tempère assez vite quand on prend en compte que bien des penseurs et surtout bien des dirigeants politiques étrangers à tout marxisme ont prôné ou prônent encore une intervention parfois large de l'État dans la gestion des affaires économiques : le spectre est vaste depuis le gaullisme (dans l'après-guerre et à partir de 1958) jusqu'à l'intervention massive du gouvernement américain ... pour sauver les banques ou l'industrie automobile après 2008. Et de Keynes à Stiglitz en passant par Schumpeter, de grandes figures de

théoriciens non marxistes cherchent à trouver la bonne place du curseur pour l'intervention de l'État, sans forcément – et de loin – souscrire au credo actuel du « néo-libéralisme » et à son État croupion. Si l'on tient compte en retour du fait que, par exemple, le soviétisme distinguait entre kolkhoze (ferme collective, coopérative) et sovkhoze (ferme d'État) on voit que du côté soviétique aussi se posait la question de la bonne place du curseur. À distance donc du repoussoir de l'économie administrée, il y a place pour un examen libre.

3. Marx a peu la cote universitaire. À première vue comme à examen plus poussé. À première vue : les économistes de métier se réfèrent plus volontiers à ce qu'ils estiment sérieux, la tradition classique ou néo-classique, socle à leurs yeux sans doute critiquable ou à compléter, mais seul légitime héritage théorique. Dans cette perspective Marx est au mieux un théoricien dépassé ou surtout inutile, au pire un idéologue des luttes de classe. À seconde vue il faut sensiblement nuancer. Car il existe une contre-culture économique souvent revendiquée comme « marxiste » qui dénonce les présupposés des doctrines classiques et néo-classiques comme eux-mêmes... idéologiques. Et cette contre-culture, certes, marque des points par sa longue ténacité sans tapage (voir *Actuel Marx* en France, ou *Historical Materialism* dans les pays anglo-saxons). Mais les deux voies classique et marxiste, bien qu'aussi soucieuses l'une que l'autre de sérieux universitaire et théorique, restent pour l'essentiel parallèles ou étrangères l'une à l'autre.

4. Comme souvent c'est aux marges des champs en principe bien balisés que se passent ou peuvent se passer des choses intéressantes. Keynes, naguère, avait pour ambition de montrer qu'une gestion macro-économique avisée (jouant en particulier du taux d'intérêt, d'une politique judicieuse de l'investissement public et de quelques compléments comme une politique raisonnée de l'héritage...) permettrait un retour ou un accès aux conditions de fonctionnement du modèle classique (du libre jeu de l'offre et de la demande avec la régulation de la main invisible). Il s'agissait autrement dit, en 1936, de montrer qu'il n'y avait pas à reconsidérer complètement le principe fondamental de la propriété privée des moyens de production, comme l'avait fait le régime soviétique. Reconsidérer complètement ou partiellement : la civilité du débat est ici étrangère aux exclusives réciproques. Et, aujourd'hui Stiglitz, dans *Le Triomphe de la cupidité* (Actes Sud, 2011) effectue, à l'occasion de la crise financière de 2008, une critique serrée du capitalisme américain où, après le recensement méthodique de tous les domaines où l'intervention de l'État est vitale (en particulier la protection sociale, la recherche universitaire et technologique...), après la distinction entre propriété et pouvoir de décision, il conclut d'abord à l'urgence d'un renforcement considérable du pouvoir démocratique pour appeler ensuite à la fondation d'un « nouveau capitalisme ». Ce qui fait surgir la question du degré de pénétration de la démocratie dans le processus de décision économique : où investir ? Quelle proportion respective de l'accroissement du P.I.B. pour l'investissement et pour les salaires ? Quelle prise en compte du coût (jusqu'à aujourd'hui considéré à tort comme nul) du prélèvement sur les ressources naturelles ? Une fois le libre examen ainsi ouvert, pourquoi laisser en position tabou la question... de la propriété privée du capital autrement dit du capitalisme.

B/ L'atmosphère une fois détendue, suggérons la voie d'un libre examen de l'apport de Marx.

On s'autorise ici des indications schématiques qui, nous l'espérons, conviendront aux connaisseurs et qui, peut-être, donneront aux autres le désir d'aller voir de plus près par eux-mêmes.

Au centre, sans doute, la théorie de la plus-value : dans les sociétés qui comportent accumulation (qui ne sont plus vivrières) la force de travail produit plus que ce qu'elle coûte (ou consomme) ; c'est la définition même de l'accumulation. Sans se hasarder dans une théorie générale

des sociétés et de l'accumulation, ce qui est sûr c'est que cette accumulation s'accélère d'une manière spectaculaire avec l'ère manufacturière et industrielle. Le capitalisme moderne est caractérisable comme le système où cette accumulation est d'une part fonction de la puissance industrielle, d'autre part objet de propriété et de gestion privées. Et cela parce que certains (les salariés) sont contraints de vendre leur force de travail (au lieu de vendre le produit de leur travail s'ils étaient eux-mêmes propriétaires du capital). Ce rapport essentiellement inégal, injuste, toujours potentiellement violent entre travail salarié et capital s'inscrit dans une histoire dont les phases comportent des degrés très variables de violence (on va voir dans un instant pourquoi).

On peut dire schématiquement que l'intérêt du concept de plus-value (ou plutôt de capitalisme défini comme gestion privée de la plus-value) est triple.

1. Il déplace la critique morale du capitalisme de la protestation (contre l'inégalité) à l'analyse critique d'un système qui relève non de la violence pure et aveugle mais d'un marché inégal (entre celui qui vend sa force de travail et celui qui l'achète) : aussi inégal qu'il soit, ce marché est un marché avec ses règles et son droit (sujet certes à luttes, mais droit tout de même).

2. Il permet une périodisation intelligible du système et de ses degrés de violence. Première période, préalable, indispensable : l'« accumulation primitive » qui selon des aléas historiquement et géographiquement variables réunit les conditions de mise en place du système : d'un côté un capital investissable, de l'autre une main-d'œuvre disponible prête – contrainte – à vendre sa force de travail. Puis commence la période interne dont la clé est la distinction entre plus-value absolue et plus-value relative. Figure de la première : le « capitalisme sauvage » qui exerce sa pression sur la quantité de travail (masses travailleuses élargies jusqu'aux enfants si nécessaire, allongement de la journée de travail, intensification du travail). Figure de la plus-value relative : le new deal ou la politique des hauts salaires ; quand la productivité s'accroît, la plus-value s'accroît comme toute seule : les prix baissent, ce qui permet la baisse du prix de la force de travail. Mais la plus-value absolue peut toujours être relancée ; en particulier quand, avec le développement technologique l'investissement devient de plus en plus lourd. Aujourd'hui la mondialisation comporte une relance spectaculaire de la plus-value absolue.

3. Il ébranle l'idée d'une science de l'économie puisqu'au cœur du système il y a lutte (de degré et forme variables mais lutte tout de même), rapport de forces : la politique intervient au cœur du système productif. Réciproquement la politique n'est plus seulement ou plus d'abord conflit d'idéaux ou de doctrines, mais d'abord conflit d'intérêts économiques.

Quadruple contrecoup donc de l'analyse de Marx : en morale, en histoire, en science et en politique. On conçoit que certains aient pu voir là une innovation radicale (là où d'autres récusaient, en particulier sur le terrain économique, une confusion des genres).

Mais il y a dans la théorie ou construction déductive de Marx un amont et un aval de cette doctrine de la plus-value. En amont la théorie de la valeur-travail ; en aval la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit. La première a été un véritable casse-tête pour Marx ; et ses adversaires (eux-mêmes pris dans des difficultés redoutables sur ce terrain) ne se sont pas fait faute de souligner les difficultés (une allusion suffira : le pont aux ânes de la mesure quantitative de la qualité d'un travail, mesure pourtant indispensable si la valeur est définie par le travail). En aval la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit n'est, aujourd'hui, contestée par personne : en ce monde mondialisé toute entreprise est hantée par la « baisse de ses marges » et par l'impérieuse nécessité de faire baisser les salaires sur place ou en délocalisant. Évidence où Marx aurait pu voir une confirmation éclatante de sa théorie, mais évidence tellement directe que beaucoup peuvent se demander si une théorie est nécessaire pour « expliquer » ce fait massif : le bas coût salarial attire toujours, de bon sens, le capital soucieux de profit.

Marx peut assez aisément se défendre dans cet éventuel procès en inutilité ou vacuité, mais sa réponse ouvre aussi à deux de ses difficultés ou limites fondamentales. C'est là que les choses

deviennent intéressantes (et c'est pourquoi il fallait ce détour au moins indicatif par l'examen des concepts économiques de Marx).

La réponse d'abord. Par différence avec tous les « constateurs » du fait massif de la concurrence entre salariés à échelle mondiale, Marx peut prétendre expliquer ce fait. La mondialisation n'est pas une donnée ou élément extérieur qui tomberait sur Terre comme un météorite ; elle n'est pas non plus inscrite dans la nature des choses (sous quelle poussée de quelle force naturelle universalisante ?). Elle est une étape qui prolonge logiquement l'impérialisme colonisateur tout comme celui-ci prolongeait le capitalisme d'extension géographique restreinte aux grands pays industriels. Dans les deux étapes décisives que sont l'impérialisme et la mondialisation, le moteur est le même : l'accroissement de la mécanisation et les investissements toujours plus lourds qu'il exige ont comme effet tendanciel que dans un capital donné la part consacrée à l'investissement s'accroissant, il y a moins de capital « investissable » dans les salaires. Or seul le travail (salarié ou non, ici salarié) produit une valeur additive. Effet tendanciel seulement parce que la hausse générale de la productivité tempère la hausse du prix des machines. Et tendanciel... parce qu'il reste la voie de la relance de la plus-value absolue sur place (accroissement drastique de l'intensité du travail, pression sur les salaires...)... ou à l'extérieur : colonisation puis aujourd'hui main-d'œuvre bon marché dans les pays émergents. Et la furie du capitalisme financier n'est furie qu'en apparence ; la mobilité dérégulée des capitaux n'est d'une certaine manière que la tête chercheuse de « chair fraîche », c'est-à-dire de main-d'œuvre à bas coût.

Ici apparaissent trois choses. 1- Le cœur de l'analyse de Marx est bien dans son concept de plus-value. 2- Il nous aide à revenir à l'essentiel : non le triomphe aberrant ou monstrueux de la cupidité, mais le système capitaliste, financier ou non, et la question posée à chaque conscience soucieuse de liberté : qui décide de l'accumulation, de son ampleur et de ses formes ? 3- S'ouvrent deux difficultés où Marx et Engels trouvent leurs limites, ou en tout cas, manifestent en creux que leur ouverture décisive à une politique économique doit être conduite jusqu'au bout, fût-ce dans une bonne mesure contre eux, en tout cas sans eux.

Difficulté 1 - Dans la logique d'une périodisation raisonnée il y a matière à tempérer le pessimisme radical que suscite le terrorisme financier. En effet le progressif nivellement par le haut des salaires à échelle mondiale est tendanciellement probable ; il est même amorcé : on a vu le phénomène en Corée du Sud, on le voit timidement en Chine ; timidement parce que contenu par le pouvoir chinois qui privilégie encore – mais déjà un peu moins – l'exportation et l'accumulation par rapport à la consommation intérieure. Timidement donc, mais réellement. De sorte qu'à terme la dureté du rééquilibrage mondial est appelée à se modérer. Toute la question tenant dans ce « à terme ». Car d'abord quelle garantie y a-t-il que les nouveaux conflits d'impérialisme qu'on a déjà évoqués ne vont pas conduire à une nouvelle explosion mondiale ? Même, ensuite, sans prendre en compte ces risques les plus lourds, on retrouve ici la difficulté de Marx et Engels oscillant entre a) l'appel « scientifique » à attendre la survenue du socialisme encore « prématuré » ; b) l'appel aux prolétaires de tous les pays à s'unir (*Manifeste* de 1848) ou plus tard – et sur le mode d'un ralliement – l'appel à soutenir la Commune de Paris. Attendre ou lutter tout de suite ? Encore la contradiction de Marx et Engels avait-elle comme recours cet appel à prendre le pouvoir en un lieu déterminé. Mais que faire aujourd'hui face à des puissances sans foi ni loi de taille mondiale ?

Imbriquée dans cette première difficulté en voici une seconde. Marx et Engels avouent, sans s'en cacher, une véritable fascination par la puissance novatrice et productrice du capitalisme. Et ils n'ont pas été et ne sont pas les seuls. Figure emblématique : le grand virage effectué par le Parti Communiste chinois, dans les retombées de la Révolution culturelle et de son échec, vers un capitalisme d'État – en tout cas régi par un État autoritaire – avec le pari, formulé comme tel, que malgré son inégalité intrinsèque le capitalisme reste un moteur économique sans égal possible. Convergence Marx-Deng Xiaoping qui retrouve toutes les « politiques de l'offre » dans l'affirmation

qu'on ne peut partager la pénurie ou que pour distribuer il faut qu'il y ait, d'abord, quelque chose à distribuer. Avec deux postulats associés : l'abondance est (seulement) pour demain et nulle égalité n'a de sens tant qu'il n'y aura pas abondance.

C'est ici que peuvent avoir lieu deux rebonds, eux aussi solidaires l'un de l'autre bien que parfaitement distincts. L'un prend appui sur Rousseau, l'autre sur Aristote.

Il est courant – jusqu'à la raideur catéchétique – de trouver chez des marxistes l'idée qu'en matière de pensée l'après est toujours supérieur à l'avant. Ce qui est peut-être exact (mais il faut vérifier) pour les sciences physico-mathématiques, mais ne s'impose en rien pour la science économique surtout quand on s'est convaincu, grâce à Marx et Engels (mais ici apparaît le moment de penser contre eux grâce à eux) que l'économie n'est pas une science comme les autres, voire n'est pas une science du tout.

Dans cette chronique catéchétique Rousseau, avec son analyse de l'inégalité, n'est qu'un précurseur encore maladroit ou encore enfermé dans un monde ancien. Précurseur... de la clarification marxienne. Mais les choses sont sensiblement plus complexes.

Que nous dit Rousseau dans son deuxième *Discours* ? Que la vie sociale tend par nature à l'inégalité parce qu'il n'y a pas de vie sociale sans échange (et division du travail) et que l'échange, même supposé parfaitement égal à un instant t , tend à devenir inégal à l'instant $t+1$: car il est improbable que les conditions initiales de l'échange perdurent ; et dès lors la moindre supériorité (de force, d'astuce, de chance) enclenche une spirale dans laquelle l'échange devenu inégal est désormais facteur d'accroissement et de consolidation des inégalités : le contrat est toujours – déjà – potentiellement porté à devenir un contrat de dupes.

La force de Marx par rapport à Rousseau est, on l'a compris, de considérer non seulement l'échange inégal en général mais ce contrat inégal très spécifique qu'est l'échange sur le marché du travail. Soit. Mais on peut déjà observer que la doctrine générale de l'échange inégal chez Rousseau est remarquablement en adéquation avec, entre autres, la pratique des échanges inégaux qui ont marqué l'ère coloniale et marque encore le commerce mondial postcolonial.

Mais l'essentiel est ailleurs. Dans le questionnement du schéma marxien mais aussi capitaliste selon lequel l'abondance, condition de l'égalité, est pour plus tard.

Qu'entend-on en effet par prospérité, opulence ou abondance ? Est-ce ce moment mythique où à force d'accumulation (dans la violence de l'inégalité) l'humanité retrouverait le paradis perdu d'une société de cueillette (où la nature protectrice permet aux humains de se servir sans travailler) ? Ou est-ce le moment actuel où l'accumulation est déjà telle que, partagée également entre tous, elle empêcherait que quiconque soit dans le besoin ? L'égalité (ou la justice) horizon inaccessible de l'histoire ? Ou perspective voire programme de court terme ?

Il faut et nous pouvons entendre cette question de Rousseau qui est tout sauf naïve. Il ne s'agit pas de regretter la frugalité perdue (elle-même mythique aussi peut-être) ; il ne s'agit pas non plus de la doctrine économique de la « décroissance » (pourquoi privilégier la décroissance plutôt que la croissance ?). Il s'agit d'une critique aussi simple et aussi solide que celle qui est contenue dans le principe marxien de plus-value. Marx constate que l'accumulation et sa gestion sont accaparées par certains et il conteste le bien-fondé de ce socle des sociétés capitalistes. Rousseau constate qu'on (et dans ce « on » Marx est inclus, avec d'autres) repousse toujours à plus tard l'établissement de l'égalité (« parce qu'on ne peut pas partager la pénurie ») et il conteste, par avance, la fuite en avant qu'on appelle aujourd'hui productivisme. Augmenter, ralentir, supprimer la croissance ? On verra. Établissons d'abord l'égalité et nous verrons alors sans doute que nous sommes soit beaucoup plus riches que nous ne le pensions, soit susceptibles de le devenir beaucoup plus vite et plus aisément que nous ne le pensions. Nous pourrions en tout cas nous efforcer de remettre l'économie sur ses pieds en examinant ce dont nous avons besoin.

Difficulté 2 - Voici maintenant Aristote, un autre « précurseur » de Marx qui, à la réflexion, nous aide à aller plus loin que Marx, fût-ce contre Marx.

Aucune société, explique Aristote, ne peut durablement se passer de monnaie ; et un jour ou l'autre cette monnaie change de statut : de moyen universel dans les échanges elle devient moyen d'accumulation parce qu'il est plus facile d'accumuler des pièces d'or que des chevaux ou des territoires. C'est ce qu'Aristote appelle la « chrématistique » ou activité économique en vue de l'accumulation indéfinie de richesses. C'est ce que Marx reprend dans sa célèbre figure :

$$M - A - M' \quad / \quad A - M - A' \quad (M : \text{marchandise} \quad A : \text{argent}),$$

où le deuxième schéma définit la forme moderne de la chrématistique qu'est le capitalisme.

Vu du point de vue de Marx, le grand ancêtre mérite reconnaissance pour avoir cerné comme par avance l'essence du capitalisme, lui qui n'avait à voir qu'une société où les seules sources de creusement de l'inégalité étaient l'accumulation par la rapine, la guerre et les échanges. On ne peut certes pas reprocher à Aristote de n'avoir pas eu à voir et à comprendre le moteur puissant qu'est le rapport entre capital et salariat, lui qui ne connaissait que des différences de fortune entre citoyens et cette différence particulière qu'est l'esclavage (où l'on se vend soi-même en continu à l'autre) ; cet esclavage dont Aristote rêve le remplacement par ... des machines.

La figure de l'Aristote « précurseur » se complète par le fait qu'il cherche le fondement de la valeur (qui rend un bien échangeable) dans l'utilité ou valeur d'usage. Cette valeur d'usage que reprendront plus tard la théorie classique (à savoir l'adversaire direct de Marx) et, au-delà, le marginalisme. S'ouvrent ici chez Marx comme chez ses adversaires des nœuds de difficulté déjà évoqués ci-dessus, qui ont au moins la vertu critique d'ébranler l'évidence de la linéarité catéchétique évoquée.

On peut dès lors regarder de plus près la pensée d'Aristote et y voir un appel à s'écarter le moins possible de la figure naturelle de l'échange $M - A - M'$, qui vise à la satisfaction des besoins : dans l'échange je me débarrasse de ce qui m'est inutile et j'acquiesce ce qui m'est utile. Appel qui, chez Marx, devient inaudible lui qui montre (fort bien) que dans l'économie en général et dans l'économie capitaliste en particulier, la production produit la consommation (directement par l'offre et le désir, indirectement par les modifications des conditions de vie des agents économiques). De sorte que le retour à une société fondée sur l'examen et la satisfaction des besoins est rejetée... à la fin de l'histoire, dans l'hypothétique abondance régie par le principe « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Quelles que soient les difficultés inextricables de cette représentation aussi utopique que célèbre, l'important est ici que dans l'immense parenthèse entre une société encore aux balbutiements de l'accumulation et la société d'abondance communiste, les besoins sont comme à la traîne de la production. Ce qui est sans doute une description assez juste du mouvement du « monde comme il va ».

Mais la question est de savoir si, politique pour politique, il ne faut pas examiner ce qui permettrait de sortir de la spirale de la production motrice – ou productivisme – pour examiner, aussi difficile que ce soit, les besoins à privilégier, fût-ce en se donnant au moins les moyens de choisir entre les possibilités qu'offre « l'état des forces productives ». Question évidemment cousine de celle posée plus haut à propos de l'égalité. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de sortir de cette sorte de cécité ou d'aveuglement par lesquels on ne voit pas, ou on refuse de voir, ce qu'il y aurait pourtant à considérer, examiner, voir en premier.

De sorte que Marx par sa théorie de la plus-value, ouvre à la politique une voie qu'elle ne doit pas craindre de suivre ... en s'émancipant de Marx ; ou en étant encore moins « marxiste » que ne l'était Marx lui-même. Et cette voie qui s'ouvre est certes définie d'abord par ce que nous refusons et critiquons. Ce qui est encore peu ; mais déjà un acquis.

IX

Deuxième acquis minimal : sur l'anthropologie

Les combats commencent souvent par des refus, des luttes contre. Ici le combat contre le capitalisme. Mais aucun combat ne peut sans doute triompher s'il n'accède pas à la conscience de ce pour quoi, de ce au nom de quoi il est mené. Combattre le capitalisme : au nom de la liberté ? De l'égalité ? De la justice ? Du prolétariat ? De l'humanité ? Ou comme souvent dit de « l'humain d'abord » ? Des Droits de l'Homme ? Des Droits de l'Homme et du Citoyen ? Les idées flottent quelque peu. Et il faut préciser.

Y a-t-il, voilà la question, une essence de l'homme ? Un ensemble de propriétés qui appartiennent nécessairement à tout être humain ? À l'exploité et à l'exploiteur ? Au tortionnaire et à sa victime ? Au Grec ancien et à l'Européen actuel ? Au Mexicain d'hier ou d'aujourd'hui ?

Il y a sans doute autant de raisons de se méfier de l'idée d'essence de l'homme qu'il y a de raisons d'y faire référence. Et on ne fait sans doute bon usage des secondes qu'à la condition d'entendre les premières.

Le premier risque, que le bon sens appréhende aisément, tient au fait que seules sont perceptibles des propriétés humaines historiquement et socialement déterminées. Comment prétendre départager à coup sûr l'historique et le naturel ?

Le deuxième risque est, plus encore dans ce domaine que dans d'autres, de « prendre ses désirs pour des réalités » ou de projeter en homme réel, naturel, l'homme tel que l'on voudrait qu'il soit. Et nous avons sous les yeux dans les développements qui précèdent deux exemples privilégiés de ce type de projection. L'« homo economicus » des économistes classiques (ou néo-classiques) est un être sensible et rationnel apte à calculer ses intérêts, ou ce qui revient au même ce qui lui est le plus utile. C'est cette recherche de l'utile qui le fait travailler, estimer la valeur de sa force de travail, épargner, souscrire à un fonds de pension etc.. Dans une telle conception l'échec de l'utopie communiste s'explique : par l'ajout sans fondement du désir de communauté on a fait violence à la nature humaine avant de faire violence tout court (dans la répression, dans les camps...) aux êtres humains. En face de cette conception utilitariste de l'homme nous trouvons la conception religieuse de l'homme pour qui « l'homme ne se nourrit pas que de pain mais de la parole de Dieu » : ici l'humain aspire naturellement au divin ; et qui prétend dénier cette nature et affirmer la primauté du rationnel sur le divin, s'engage et engage ceux qui le suivent dans la voie diabolique. On notera que l'utilitarisme économique comme la conception religieuse s'opposent radicalement mais... convergent dans la dénonciation de l'utopie ou de la déviance communiste ou simplement républicaine laïque.

On conçoit dès lors que l'histoire de la pensée soit ponctuée par des critiques toutes pertinentes de l'affirmation hâtive de l'homme essentiel. Althusser, c'est bien connu, revendiquait un « anti-humanisme théorique » en quoi on a vu (voulu voir) la marque d'une sorte de monstruosité cynique quand il s'agissait en réalité d'une critique de la critique « humaniste » (kroutchevienne) du stalinisme : dire que la dictature stalinienne n'a pas respecté l'homme ou l'humain est une manière commode de faire l'économie à la fois de ses propres responsabilités (Krouchtchev était d'abord, du temps du stalinisme, un commissaire politique de haut rang) et surtout des conflits et des stratégies complexes internes au système et à la société staliniens. Althusser ne faisait donc par son antihumanisme théorique qu'appeler à une analyse théorique et historique du stalinisme, condition en tout cas nécessaire pour s'en émanciper.

Mais la distance critique à l'égard de l'humanisme a bien d'autres figures, à commencer par celle... de Kant pour qui un individu ne mérite le respect qu'à la condition d'exercer (aux deux sens du mot, pratiquer et entraîner) sa raison et en particulier sa raison pratique : l'appartenance passive à l'espèce animale des humains ne mérite pas, en elle-même, le respect. Et sur un autre terrain les

révolutionnaires radicaux de 1793 disaient quelque chose d'analogue : « qui ne travaille pas ne mange pas ».

On en a dit (en tout cas suggéré) assez pour inciter à la méfiance à l'égard d'un usage hâtif de la notion d'essence de l'homme.

Mais on peut maintenant comprendre pourquoi cette notion reste indispensable. Comme le dit Rousseau (que reprend de nos jours Chomsky par exemple) si l'être de l'homme est seulement social alors toute morale et toute politique sont impossibles. Car la politique implique volonté de changement de l'état des choses. Or une volonté assujettie à son état actuel ne peut ni concevoir ni réaliser autre chose que cet état.

Aux variations de contexte près, on comprend que les philosophes se soient tous d'une manière ou d'une autre souciés de déterminer une anthropologie minimale, ce minimum réduisant les risques d'anachronisme ou de projection idéologique. Il y a une longue et complexe histoire de cette prudence définitionnelle. Contentons-nous de dire – minimum dans le minimalisme – que par des voies différentes, nombre de philosophes tournent autour de l'idée que l'homme est un animal qui pense et que cette pensée qui s'ajoute à l'animalité la restructure complètement, pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur : l'aptitude à la mémorisation et à l'anticipation, l'aptitude au langage, au travail, à la moralité, au désir plus large que le besoin... . Le pire : depuis l'angoisse de la mort jusqu'à la capacité de s'en prendre à autrui même sans motif biologique : l'homme partage avec le seul tigre, semble-t-il, cette originalité de pouvoir être agressif sans y être poussé ni par la faim ni par la peur.

Traversant ces potentialités liées à la pensée se trouve la potentialité spécifique à la communauté : car exercer sa propre pensée n'est pas séparable de la rencontre avec autrui qui lui aussi pense. De là l'idée qui court d'Aristote à Descartes, à Hegel et à Marx (et davantage encore à Bakounine) que le « je pense » est toujours quasi en même temps « nous pensons ». Pensée et communauté inséparables, là encore sans doute pour le meilleur comme pour le pire.

L'avantage – considérable – de ces prudences et indécisions anthropologiques classiques est double. Elles libèrent d'abord la pensée des figures simplistes taillées sur mesure pour les besoins de telle ou telle idéologie. L'utilitarisme classique et l'anthropologie religieuse voudraient nous faire croire qu'on ne peut agir que par calcul d'intérêt ou par dévouement, et ils aiment bien, ainsi, se partager l'empire de l'humain, dans une espèce de Yalta anthropologique ; mais ce ne sont que deux hypothèses parmi d'autres. Déjà aux marges de l'utilitarisme on trouve la fierté ou l'honneur professionnels (le goût du travail bien fait : thème commun à la figure de l'artiste, à celle de l'artisan et à celle de l'aristocratie ouvrière ; on en trouve trace chez Hegel entre autres ; Keynes imagine des dirigeants qui accepteraient des salaires modérés associés à des tâches satisfaisantes pour des esprits organisateurs). Et, à distance cette fois de l'utilitarisme tout comme de l'ascétisme du dévouement, existe cette figure chère aux Montagnards de 1793, entre autres : la nature n'est pas nourricière et le travail est en conséquence inévitable ; il serait injuste de ne pas prendre sa part de cette servitude inévitable, tout comme il serait injuste que certains bénéficient plus que d'autres des résultats de ce travail. Anthropologie, soit dit au passage, assez sensiblement différente de celle à laquelle se risque Marx quand il dessine l'ébauche d'une société communiste.

Mais voici un deuxième avantage de cette anthropologie ouverte, ou minimale. Elle nous aide à comprendre à la fois que les potentialités humaines sont comme à portée de main, sous la main, mais que pour les saisir et pour les tenir il faut une pratique qui demande durée et effort, effort maintenu dans la durée. Le possible n'est pas pour autant facile. Et dans cette essentielle difficulté on n'est pas seul, là encore pour le meilleur et pour le pire. Pour le meilleur car si les forces manquent un jour à l'un, l'autre peut prendre le relais ; pour le pire car il est toujours tentant, essentiellement tentant, de se décharger sur autrui de la peine qu'on a à se tenir sur la brèche de l'accomplissement de soi. Il est essentiellement tentant de laisser autrui penser à sa place, de laisser autrui travailler à sa place, de laisser autrui aimer à sa place (c'est-à-dire de revendiquer l'amour au

lieu de le pratiquer). La tentation, c'est d'attendre le salut de l'extérieur. Dans ce lâcher prise, dans ce laisser-aller, il y a peut-être la racine commune de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'appel adressé au divin.

L'important en ces matières est de ne taire ni hypothèses ni difficultés dans la recherche non de l'homme tel qu'il est ou tel qu'il doit être mais dans l'examen de ce qu'il peut être. Ce qui exige observation, réflexion et expérience.

Nous retrouvons ici ce qui dès le départ nous est apparu comme menacé par les forces qui aujourd'hui mènent le monde comme il va : à savoir l'espace public de pensée, le lieu du commerce des pensées que voudraient tellement étouffer ceux que n'intéresse que le marché (le commerce) des capitaux ou qui voudraient tellement accaparer ou régenter les âmes.

Ce retour approfondissant est en même temps une consolidation de nos forces. Car ce au nom de quoi nous nous battons ou pouvons-nous battre, ce n'est pas on ne sait quel homme éternel ou idéal, c'est la réalité toujours déjà présente chez les êtres humains mais plus ou moins bridée, plus ou moins accomplie. Le « monde meilleur » n'est pas un monde étranger à celui-ci : il travaille celui-ci de l'intérieur, il est potentiel. Et les potentialités sociales ou historiques (ce dont une société est porteuse sans l'avoir encore accompli) ont leur écho, leur condition et leur fin dans les potentialités individuelles. Écho à forme complexe : ni le social n'est le décalque de l'individuel ni l'inverse, mais l'un favorise ou freine l'autre ou réciproquement. Là est le lieu de la politique.

X

Troisième acquis minimal : les principes de 1789 suffisent et mènent loin

Nous avons ci-dessus, au moins par deux fois, appris à nous émanciper d'idées sourdement dominantes parce qu'habilement répandues par les forces dominantes : nous savons en effet que le nom de libéralisme est une dénomination usurpée par le capitalisme ; nous savons aussi que l'homo-economicus ou homme régi par l'unique principe d'utilité raisonnée est une fiction réductrice des potentialités humaines. Nous pouvons maintenant nous émanciper de l'opposition elle aussi fictive entre liberté et égalité. L'égalité est non un deuxième réquisit à concilier comme de l'extérieur avec la liberté. Elle est condition de la liberté car dans le rapport inégal c'est toujours la liberté de l'inférieur qui est menacée : le plus fort imposera sa force ou la « force » de ses arguments au plus faible. Et il faut bien préciser ici qu'il s'agit de l'égalité effective, ou de l'égalité des conditions, sans laquelle l'égalité des chances est duperie. En retour la liberté est condition intrinsèque de l'égalité : c'est en tant que libres que les individus égaux sont égaux ; car si l'un des deux n'est pas libre il est privé de ce qui devient alors le privilège de celui qui est libre.

Bien sûr, on l'a dit assez plus haut, la nature des choses tend à l'inégalité. Mais Rousseau, *Du Contrat social* II, 11 : « C'est précisément parce que la nature des choses tend toujours à détruire l'égalité, que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir ». Quels sont les moyens, les mesures à prendre pour contrecarrer efficacement et durablement le déséquilibre toujours renaissant ? Là est la tâche politique. Mais nous ne traitons ici que des principes et de leur solidité.

Or une fois conçue l'intrication réciproque de la liberté et de l'égalité, on comprend que devient possible la fraternité : à la fois sentiment (de bienveillance, de partage) et comportement (d'entraide) elle se distingue tout aussi bien de la bienfaisance caritative que de la fusion communautaire : dans ces deux figures manquent pour la première l'égalité ou la justice et pour la seconde la libre activité individuelle.

Qu'est-ce en définitive que la société sans classes si ce n'est une société où les trois principes de 1789 sont réalisés ou plutôt pratiqués ? Car l'absence de classes n'est jamais acquise.

Et l'angélisme ici dérive inévitablement en violence radicale : si l'histoire est terminée, qui discute ou conteste... cherche des histoires et est ramené dans le droit chemin, principe de la dictature.

Vu l'extraordinaire complexité des sociétés modernes, l'espace public ne peut plus être circonscrit à la place publique effective, à l'agora grecque ou au forum romain. D'où l'inévitable question des institutions que ne peut éviter aucune « bonne intention » (louable ou suspecte) de démocratie participative ou directe. Là aussi est la tâche de la politique. Et là aussi on peut se donner sinon des repères du moins des moyens de repère, des boussoles. Or il y en a deux, le deuxième protégeant des dérives que peut susciter le premier.

1. *Principe de subsidiarité.*

Quel que soit le niveau social ou institutionnel considéré, sa délimitation et sa légitimité tiennent dans l'exercice optimal de sa puissance ou de son pouvoir : compter sur ses propres forces ou ne pas attendre du Ciel (l'échelon supérieur) qu'il apporte l'aide qu'on peut s'apporter soi-même ; et réciproquement ne pas s'accorder (en pensée ou en acte) un pouvoir dont on est en réalité dépourvu. Ce principe a à la fois de grandes vertus clarificatrices et de fortes limites. Sans résoudre par miracle, en particulier, tous les problèmes constitutionnels de délimitation de pouvoir entre les États-Nations et l'Europe il contribue à les clarifier ou à les apaiser en les diversifiant : selon le domaine considéré il y a plus de raisons d'unifier ou au contraire de diversifier. Il faut entrer dans le détail.

C'est le même principe de subsidiarité qui clarifie aussi bien l'organisation raisonnée des marchés que l'organisation raisonnée de la gestion (des entreprises, des administrations). Inutile d'acheter du beurre à 500 km d'ici si je peux en trouver à 3 km. Et réciproquement : absurde de m'interdire le beurre sous prétexte qu'il ne peut venir que de 25 km. Débats nécessaires sur les limites de l'autarcie. Inutile aussi que l'achat des gommes et crayons soit l'apanage d'un bureaucrate situé quatre étages (hiérarchiques) au-dessus de moi. Et réciproquement absurde de croire qu'utilisateur d'une lourde et coûteuse machine je suis apte et seul habilité à en décider l'investissement.

Dans le monde comme il va l'extension des échanges et des innovations technologiques oblige à des débats répétés et salutaires sur le degré de subsidiarité à respecter : déplacements de frontières, nouveaux lieux de puissance ou d'influence, restructurations etc.. Personne ne peut y échapper ; mais avec le risque d'oublier le deuxième principe : celui de l'universalité du droit.

2. *Principe d'universalité du droit*

Dans les échanges les parties en présence sont en principe égales et la conclusion d'un marché est contractuelle. En un sens le modèle peut inspirer utilement les négociations pour établir une hiérarchie de pouvoir ou de gestion ; on négocie puis on conclut : donnant-donnant (gagnant-gagnant comme dit une certaine mode aujourd'hui).

Le principe du droit est lui tout autre. Qu'il s'agisse d'un rapport d'échange ou d'un rapport hiérarchique ce rapport n'est juridique que si 1) il est soumis à la règle qui s'impose à tous ; 2) il existe une instance tierce, une fonction d'arbitre, elle-même soumise à la règle et investie de l'autorité pour la faire respecter ; 3) en démocratie en tout cas les règles ultimes sont les lois dont les citoyens sont à la fois les auteurs et les sujets.

Notre objet n'est pas ici de soutenir ces trois principes : toute la tradition juridique et politique s'y emploie. Il importe en revanche de suggérer combien sont nombreuses les occasions ou les cas de figure dans lesquels cette universalité du droit est d'une manière explicite ou implicite, mais toujours dangereuse, remise en question. On se contentera de deux figures.

- Les équivoques de la décentralisation. Sous prétexte (ou avec la bonne intention) de « rapprocher les décisions de la base » on peut aisément (l'expérience le montre surabondamment) favoriser la constitution de baronnies qui parviennent à s'émanciper des principes généraux de la République : l'élu local devient plus légitime que le représentant de l'État de même rang ou, pis, on en vient à concevoir, par exemple, qu'un Préfet de département qui représente l'État et la Loi est comme inférieur à un Président de région. L'équivoque tient au fait qu'on a considéré que l'État en tant que représentant de tous est plus « abstrait » ou « moins présent » que l'élu local. Mais c'est confondre la nécessaire déconcentration de l'État (qui relève de l'application particulière de l'universel de la loi) et la décentralisation (qui relève de l'organisation marchande ou gestionnaire de la société civile). On confond la distance géographique d'un point du territoire par rapport à la capitale et la distance essentielle entre le point de vue de l'État et le point de vue des particuliers ou des particularités. Aussi loin de la capitale que soit un point du territoire il relève des mêmes règles que la capitale elle-même. Indivisibilité de la République. Et aussi proche que soit dans l'espace social un Président de Conseil Général et un Préfet de département ils n'ont ni la même fonction ni la même source de pouvoir : distinction entre l'État et la société civile. Le récent changement des Présidents de conseils généraux en Présidents de départements est à elle seule un bon symptôme de la confusion des pensées.

- Les incertitudes des projets de construction de la démocratie « par en bas ». Bien sûr il faut lutter contre l'autonomisation des techno-structures tout comme il faut que les députés (qui ne sont que représentants du peuple) rendent compte de leur mandat. Mais construire la République par en bas ne veut pas dire en supprimer le haut, ou la tête qui est... la Loi et le réseau d'autorités chargées de – autorisées à – la faire respecter. Le citoyen n'est citoyen que s'il se hausse à la fonction de législateur. En d'autres termes les débats – féconds – sur le nombre souhaitable de degrés d'autorité sont une chose, la contestation du principe d'autorité (sous la loi et pour le respect de la loi) en est une autre. Et on le dira avec d'autant plus de fermeté que le plus vivant de la pensée anarchiste (visant l'État minimal, voire réduit à zéro) est toujours corrélatif de l'affirmation du pouvoir sur soi-même (comme chez Nietzsche) ou de la primauté de la communauté (figure de l'universel) sur l'individu (comme chez Bakounine).

QUATRIÈME MOUVEMENT

CONFRONTER NOS RAISONS

XI

Un double impérieux besoin de théorie dans les luttes

A/ Besoin d'histoire

Nous avons au moins quatre raisons de faire de l'histoire. Nous tenons la première du bon sens cultivé : il dit à juste titre qu'on ne peut sans doute pas vraiment savoir où l'on va, où l'on peut et veut aller, si l'on ne sait pas d'où l'on vient. Nous n'agissons jamais que dans une histoire, héritiers d'un patrimoine de pensées et d'expériences, et chargés, après nous l'être approprié, de le transmettre à ceux qui nous font suite. Avoir le sens du temps, marque de culture.

Cette exigence générale se fait plus présente pour nous qui, là où nous sommes, savons un peu mieux ce que nous refusons en ce monde et l'horizon vers lequel nous tendons. Car même si

l'horizon est non un idéal céleste mais comme déjà inscrit potentiellement en ce monde, l'écart entre les principes et leur réalisation ne peut être comblé que par des moyens ou médiations déterminés : et même si nous nous interdisions d'élaborer un ou des programmes de mesures, car c'est là la tâche de partis politiques, nous devons comme à mi-chemin entre l'horizon et ces programmes tracer des perspectives, de premiers horizons plus déterminés que l'horizon ultime qui leur donne sens tout en étant progressivement précisé grâce à eux. Ce qui renforce l'exigence d'un bon usage du patrimoine que sont les expériences passées.

Mais il y a aussi une sorte d'urgence politique à faire de l'histoire pour résister à ce que l'accélération dérégulée des destructions – restructurations tend à imposer, à savoir que seul l'avenir compte, en particulier à cause de l'obsolescence de plus en plus rapide des innovations technologiques. Le temps à deux éléments (présent – avenir) est celui du consentement au système, tandis que restaurer un temps à trois éléments (passé, présent et avenir) est celui où l'on peut prendre du recul, en même temps que de l'élan.

Une autre urgence, plus présente encore, de revenir sur le passé tient au fait que la conscience politique des esprits libres est en de multiples points inhibée ou déterminée malgré soi par des clivages ou points aveugles qui sont facteurs de fragmentation et de stérilisation des forces.

Les deux premières raisons de faire de l'histoire relèvent de l'ajout enrichissant à la conscience morale qui s'ouvre au monde et y améliore son repérage ; les deux dernières sont comme conditions de la survie de cette conscience, conditions absolues, premières.

On a déjà plus haut expérimenté cette nécessité absolue d'un retour en arrière à propos de la laïcité. Encore ne s'agissait-il là que de mieux repérer les adversaires (les théocraties). Mais nombreux, très nombreux sont les éléments qui divisent les forces de liberté en leur propre sein. On en suggérera ici trois, tous trois très lourdement porteurs d'effets.

1. Le référendum sur la Constitution européenne, en 2005, a profondément divisé et divise encore la Gauche française. Le vote en un sens ou en l'autre a valeur de test pour repérer amis ou ennemis politiques. Gaspillage de forces (ou gâchis de chances d'union) quand on sait, on l'a dit plus haut, à qui bénéficient les divisions ; mais surtout quand on sait combien ont été à l'époque à deux doigts de voter oui certains qui ont voté non et réciproquement : car dès lors qu'on entrait dans le détail (de la lecture du texte, de ses lourdeurs, de l'inégalité entre ses parties ; des forces qui avaient concouru à sa rédaction ; des forces portées à le soutenir et de celles portées à le combattre) on parvenait à des choix à la marge, solidaires d'estimations stratégiques sur les avantages du texte pour un renforcement de la constitution (réelle, effective) de l'Europe. Le texte (le projet de Constitution, avec C) allait-il « dans le bon sens » ?, pour parler comme la C.G.T. en 1981, c'est-à-dire dans le sens de cette constitution, avec c, réelle ? Là était la question. La complexité de ces débats et hésitations étaient sans doute fort dérangeante mais plus féconde que le clivage simpliste qui reste le plus souvent dans les mémoires. Faire de l'histoire, ici, consiste à remonter du simplisme à la complexité. Avec plus de chance de justesse et d'unité.

2. 1789 – 1917. La Révolution de 1789 est-elle (seulement) une sorte de préparation (bourgeoise) de la vraie révolution (prolétarienne) de 1917 (avec entre les deux, la répétition générale de la Révolution de 1905) ? Ou bien la Révolution de 1917 est-elle (hélas !) une déviation égalitariste et dictatoriale d'une impulsion révolutionnaire dont l'âme en 1789, est la liberté ? Ou bien encore la violence dictatoriale de 1917 est-elle déjà en germes dans la radicalité jacobine ? On aura reconnu dans la première de ces grilles de lecture la vulgate marxiste (dont Mathiez se désolait qu'elle ait conduit à réduire Robespierre au statut de précurseur inaccompli) ; dans la seconde la lecture de la bonne conscience républicaine (qui laisse les places ou avenues Robespierre aux communes ouvrières ou « rouges ») ; et dans la troisième la lecture de Furet, ancien stalinien

(soutien du schéma 1) tellement repentant qu'il en vient à contester et la légitimité et la réalité de la Révolution.

Or il y a place pour une quatrième lecture, sans grille mais solidement ancrée dans le point de vue que permet le socle commun de nos raisons : en 1789 et en 1917 (et réciproquement) les enjeux (aux contextes près, cela va de soi) sont les mêmes : la liberté, l'égalité et la fraternité. Autrement dit la société sans classes. Et parce que les enjeux sont les mêmes, les difficultés et les risques (d'échec, de déviations ou fausses-routes) sont les mêmes. Et des deux cas il importe de faire l'histoire vivante et critique ou, ce qui revient au même, machiavélique. Car il ne s'agit pas de trouver un impossible modèle (la société française de la fin du XVIII^e siècle est une chose, la société russe du début du XX^e en est une autre ; et notre société - notre « monde comme il va » - en est encore une autre). L'histoire ne donne pas de « leçon » ou de « modèle ». Elle offre en revanche des expériences de luttes et d'engagements qu'il faut refaire en pensée pour s'exercer à l'analyse et à la décision politiques. L'histoire est un patrimoine indispensable. Sans elle, la conscience naïve, aussi pures ou louables que soient ses intentions, est menacée du pire : l'échec ou bien plus grave, l'impatience et la violence criminelle.

Une fois cet angle de vue solidement choisi, les questions abondent. Comment sont possibles des moments (1789-93-95, ou 1917-24) où une société semble entrer en incandescence pour une part désordonnée mais pour une part aussi, la principale, d'une surprenante fécondité (législative, mais aussi intellectuelle, artistique, affective et érotique...)? Les périodes fécondes sont-elles toujours suivies par le retour au quotidien ou à l'abandon de l'effervescence rétrospectivement invalidée comme utopique ? Et si cette alternance incandescence / quotidienneté est avérée, quel en est le moteur ? Le retour à (ou l'entrée dans) la quotidienneté, qu'il soit inévitable ou non, peut-il conserver le meilleur des moments d'incandescence ? Et si oui comment ? Question différente : les difficultés révolutionnaires comportent-elles toujours des risques de déviation ? Et si oui les raisons de ces déviations sont-elles inhérentes (et en quoi) au processus révolutionnaire ?

Toutes ces questions (et d'autres) suffisent à suggérer que la conscience critique ne s'accomplit que si elle se cultive. On l'a déjà dit plus haut ; on le retrouve plus fortement ici : nous, esprits libres, ou nous, combattants de la société sans classes, nous savons que nous (ne) sommes (que) des héritiers. Et que cet héritage dont nous sommes les bénéficiaires nous devons aussi en être les garants et le transmettre à ceux qui prendront le relais. Car la société sans classes n'est jamais acquise.

3. De quelques (premières) raisons pour que l'histoire du stalinisme devienne l'affaire de tous (de toutes les consciences critiques).

L'année 1989 a-t-elle marqué la fin de l'histoire comme en lança l'idée, sans être longtemps cru, F. Fukuyama ? Le triomphe pacifié, à ambition définitive, de la liberté et du « libéralisme » sur la dictature et l'économie administrée ne peut plus convaincre grand monde dans « le bruit et la fureur » où nous vivons.

Mais la naïveté sottement triomphante n'est pas la seule manière de penser que la page du communisme est définitivement tournée. Même parmi ceux, fort nombreux, qui ne prennent pas leur parti du monde comme il va, nombreux, presque aussi nombreux sans doute, sont ceux qui, à leur manière, pensent que la page du stalinisme est tournée puisqu'on n'y trouve (ou n'y trouverait) que dictature et échec. À quoi peut servir de revenir sur ce passé suspect ?

Il y a d'abord dans cette bonne conscience sélective (« occupons-nous maintenant du présent et de l'avenir ») une étrange cécité ou plutôt une étrange claudication. Tout le monde pense à juste titre qu'il est essentiel de ne pas oublier la « bête immonde » du nazisme et du fascisme parce qu'elle reste toujours tapie dans l'ombre et prête à se réveiller, comme elle se réveille aujourd'hui. Et tout le monde pense qu'il faut inlassablement revenir à la source de cette monstruosité et de sa répugnante pérennité : nous, esprits libres, nous savons, désormais sans retour, que les forces de haine et de

mort sont là, plus fortement menaçantes peut-être chez les plus fragiles mais aussi - qui sait ? - tapies en chacun.

Or à l'égard du stalinisme cette vigilance et ce retour sur soi semblent absents. Réfléchir sur le stalinisme semble une spécialité des nostalgiques du stalinisme. Ce qui, quand on y songe ne serait-ce qu'un peu, est parfaitement déroutant et illogique.

S'il est vrai qu'il ne faut jamais cesser de comprendre comment on peut devenir fasciste ou nazi, il devrait aller de soi qu'il ne faut jamais non plus cesser de comprendre comment on peut ou on a pu devenir stalinien. Car d'abord le stalinisme a eu comme le nazisme et le fascisme une immense « base de masse », c'est-à-dire une immense adhésion (et en France peut-être plus qu'ailleurs, dans les classes populaires et dans de très larges couches intellectuelles). Mais, ensuite, le moteur de cette adhésion était à la fois aussi puissant que le moteur de l'adhésion aux nazisme et fascisme et de principe radicalement opposé : il s'agissait de l'adhésion, d'essence morale ou universaliste, à un projet de société plus juste, sans classes. On peut bien sûr estimer que le stalinisme a usurpé la référence au communisme. Il n'en reste pas moins que sa base de masse a pour moteur les forces universalistes présentes en chacun tout comme les forces de haine et de mort. De sorte que même si le stalinisme relève seulement d'un procès à charge, il faut instruire ce procès, examiner comment un idéal ou une potentialité tellement élevés ont pu être détournés ou captés. Nécessité d'entrer dans les détails ; de faire de l'histoire donc.

Mais on est amené assez vite à envisager qu'un procès purement à charge relèverait d'un dogmatisme aussi irrecevable que celui qu'on prétend combattre. Car si l'on prend en compte la caractéristique la plus visible du stalinisme, et avant lui du bolchevisme-léninisme, à savoir son pilier institutionnel qu'est le Parti unique, on voit que ce principe dictatorial est ... héritier d'une longue tradition rationnelle et encore bien vivante aujourd'hui. Le Parti unique est l'héritier quasi-direct du despotisme éclairé conçu et pratiqué (entre autres par Catherine de Russie) au XVIIIème siècle : il s'agit de gouverner au nom du peuple et pour le peuple mais (« provisoirement ») sans le peuple. Car le peuple, trop peu maître de sa pensée, ou trop accablé de travail pour avoir le temps de penser et de cultiver sa pensée, le peuple donc ne peut être son propre maître. À terme il faut viser, comme dit Lénine, que la cuisinière puisse devenir chef d'État, mais dans l'immédiat le Parti doit certes longuement se mettre « à l'écoute des masses » mais pour mieux ensuite les « éclairer » sur leurs intérêts véritables et les meilleurs moyens de les satisfaire.

Le despotisme éclairé lui-même n'est qu'une figure tardive et inspirée ... de l'aristocratie telle que la conçoit Platon : non les plus fortunés mais les plus cultivés et les plus sages (grâce à leurs longues années passées à se cultiver). L'aristocratie est ce groupe à la fois restreint mais ouvert dans son principe puisque son seul critère de sélection est l'aptitude à penser par soi-même. L'aristocratie est une avant-garde intellectuelle et morale, garante d'une politique au service réel du peuple et exempte des risques de la démagogie (ou règne de la « liberté » sans règle ni raison).

Les bolcheviks n'ont donc rien inventé. Autrement dit les juger c'est juger une longue tradition de politique rationnelle qui avec le léninisme passe (sans doute pour la première fois) au stade de l'« expérimentation grandeur nature ». Épreuve redoutable donc que son échec puisque c'est une épreuve pour la raison elle-même, pour les Lumières dans les limites d'une minorité aristocratique, c'est-à-dire conçues comme descendantes (éclairant du haut en bas) ou centrifuges (du centre à la périphérie).

Qui, en raison, peut se prétendre exempt de la question (vivante, gênante) du léninisme et du bolchevisme ? Certainement pas ceux qui veulent à la fois l'essor de la raison et le bien des classes populaires dont ils se sentent et se veulent, « constitutionnellement » si l'on peut dire, solidaires. Certainement pas, encore moins, les Partis les plus authentifiés comme antistaliniens, qui distinguent la direction du Parti, les militants, les sympathisants et les électeurs, selon une gradation descendante de clairvoyance et/ou de mérite.

On en a dit assez pour indiquer que surmontant des clivages trop évidents, c'est-à-dire aveugles, les esprits libres peuvent et doivent se rejoindre pour une étude du stalinisme où ils assument le double rôle de juge et de partie (sans mauvais jeu de mots).

Bien sûr il faut aller plus loin. Faire l'histoire détaillée du stalinisme. Faire le bilan de ses succès (car il n'a pas toujours échoué), de ses échecs et de ses crimes (sur le nombre de ses victimes il n'est pas sûr qu'on ait accédé à une estimation sinon moralement du moins conceptuellement apaisée : les chiffres varient de 1 à 20!). Un tel bilan, à charge et à décharge, gagnera sans doute en pondération (ou accédera un peu plus facilement à l'objectivité historique) s'il est accompagné d'une batterie de questions d'histoire vivante d'inspiration machiavélique comme évoqué plus haut. Quand et comment commence la dérive de l'aristocratie de Parti ? Robert Linhart donne de magnifiques débuts de réponses à cette question dans son *Lénine, les paysans, Taylor*. Quel était, au-delà ou en dessous de la simplification politique (aristocratie de Parti / peuple) la composition effective de la société civile russe ? Quelles luttes de classes la traversaient malgré le mythe unitaire trop vite brandi ? Charles Bettelheim apporte, le premier, une longue réponse à cette question dans son *Les Luttes de classes en U.R.S.S.* . La dictature de Parti est-elle la cause de l'échec économique terminal ? Question dont la réponse est moins évidente qu'il peut sembler. Car assez longtemps la politique dictatoriale du Parti unique n'empêche pas la croissance à rythme élevé (et en Chine aujourd'hui cohabitent, selon un modèle certes distinct du soviétisme et de son « économie administrée », mais qui reste son cousin, et le Parti unique et la « prospérité » capitaliste). Peut-on repérer un ou des moments où s'enclenche le déclin annonciateur de l'échec final ? Là se situe l'intérêt de la « question Liberman », que traite Jean-Charles Asselain dans son *Plan et profit en économie socialiste*. Impossible et surtout non souhaitable d'en dire plus ici avant des études historiques à faire. Mais l'essentiel est justement que ces études soient à faire et par toutes les bonnes volontés. Qui se retrouveront dans une réappropriation critique des Lumières. Ces Lumières dont certains veulent la mort et qu'il s'agit de faire renaître transformées donc semblables à ce qu'elles ont de meilleur : le pluriel du mot et la pluralité de la chose, les Lumières. Là est l'enjeu de ce qu'on peut appeler une HISTOIRE VIVE.

B / Besoin de philosophie

L'exigence d'histoire surgit, avons-nous montré, du sein de la pratique politique. L'exigence philosophique surgit de la pratique de la raison au cœur de la pratique politique.

Car l'esprit libre n'a que la raison comme arme contre les dogmatismes (religieux, économiques, politiques) ; raison qui d'emblée se trouve contestée voire soupçonnée de dogmatisme caché ; raison qui, on vient de le dire à propos du stalinisme en vient à se méfier d'elle-même comme risquant le dogmatisme. Il n'y a de pratique non dogmatique de la raison que par l'intériorisation de la question sceptique : « prouve ta preuve ». En d'autres termes nulle pratique de la raison ne peut rester longtemps indemne de la question redoublée qui examine la raison elle-même ; l'intéressant étant que ce redoublement ne supprime pas, ne peut pas supprimer l'usage de premier degré de la raison ... sous peine de laisser le champ libre à ceux qui voient en la raison leur pire ennemi, elle qui empêche les marchés financiers ou les vérités révélées ou l'autorité du Parti d'imposer leur loi. Raisonner, se battre avec les armes de la raison, tout en s'interrogeant sur l'autorité de la raison. Inconfort critique mais seul lieu accompli de la liberté d'esprit.

S'il est vrai maintenant que l'esprit libre en politique se tient à des exigences simples (celles de la liberté, de l'égalité et de la fraternité) dans un monde dont il doit peu à peu maîtriser les complexités, il en va de même pour l'usage critique de la raison : sa simplicité et son inconfort

s'exercent dans un monde et une histoire complexe de la pensée que celle-ci doit peu à peu maîtriser, en trouvant ici de quoi accroître son inconfort et là de quoi renforcer sa détermination au combat.

À s'en tenir, d'abord, aux complexités les plus simples, on les voit vite proliférer. La raison vise à connaître le réel, mais elle veut aussi le transformer, et dans cette deuxième tâche elle rencontre la distinction entre les transformations qu'elle accomplit certes avec ses propres moyens mais pour des fins qui lui sont comme imposées (survivre, se nourrir, ...) et celles dont elle choisit les moyens et les fins. Triple figure de la rationalité, donc : la raison scientifique, la raison technique et la raison pratique (morale et politique). Et traversant cette tripartition le spectre du degré de certitude d'un énoncé rationnel : depuis la certitude « apodictique » (ce dont le contraire est impossible) jusqu'à l'argumentation probante (recevable, convaincante). On a déjà là un déploiement suffisant de la pluralité interne au champ rationnel pour ne pas écraser le débat démocratique et le pluralisme qu'il exige (sous peine de dogmatisme) sous l'autorité d'une raison réduite aux seules sciences ou à la seule logique.

Mais il faut aller plus loin et accéder à une raison cultivée, c'est-à-dire enrichie de l'immense héritage ou patrimoine des sciences et des techniques, prélude et contrepoint aux études historiques dans l'esprit évoqué ci-dessus. Projet encyclopédique dans ses moyens, mais critique dans sa fin. Car il s'agit non d'accumuler ou de juxtaposer des savoirs mais de renforcer et affiner la raison, d'en faire une arme plus efficace. L'objectif est non le savoir pour lui-même mais le jugement à exercer en dehors du savoir ; or un des lieux privilégiés de l'exercice du jugement est sinon le savoir du moins les limites externes et internes du savoir. On ne pense, disait Platon, qu'aux marges du savoir, dans les zones frontières entre chien et loup, où les automatismes de pensée sont bloqués, où la pensée doute d'elle-même pour finalement retrouver ou trouver une nouvelle assise. Mais pour accéder à ce savoir supérieur qu'est le savoir des marges du savoir, il faut d'abord entrer dans le savoir, se faire géomètre (« Que nul n'entre ici s'il n'est géomètre » exigeait l'Académie de Platon), puis physicien, puis biologiste, ... Car chaque science est une conquête de la pensée sur le monde et sur soi-même. Là était l'ambition de *l'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Là est le projet qu'il faut réactiver. Comment, vu l'extraordinaire accumulation du savoir et vu l'accélération de cette accumulation ?

En s'interdisant d'abord des discours trop vite généralisants sur la ou même sur les sciences. Il faut toujours entrer dans l'intérieur d'une discipline pour cerner la spécificité de son objet de ses méthodes, de son histoire et de son mouvement, seule chance d'en appréhender réellement la portée universelle : l'universel n'est pas une pâle abstraction « extraite » des couleurs singulières, il est ce qui rend pensable dans l'unité des différences respectées ou même approfondies dans leur différence. Deux exemples, ou plutôt deux cas, illustreront le propos. Ils sont pris à dessein aux deux « bouts de la chaîne » encyclopédique : de la science la plus simple, du moins souvent considérée comme telle dans ses premiers principes, les mathématiques, à la science la plus complexe, celle précisément que nous avons rencontrée dans la recherche d'un retour critique, condition d'une politique raisonnée, à savoir l'histoire.

Cas des mathématiques. Sait-on de quoi elles sont une science, elles qui se présentent comme la reine des sciences ? De quoi parlent-elles ? D'un monde « idéal » ? Ou de ce monde-ci ? Les philosophes se déchirent sans fin dans l'étau de cette alternative. Parce que jamais personne n'a vu un nombre (qui donc serait « idéal ») ; mais qu'en revanche le nombre n'intervient dans notre pensée qu'en comptant des objets nombrés (qui eux sont réels). Sommes-nous condamnés à ces oscillations et conflits ? Ce n'est pas sûr quand on réalise que la théorie arithmétique « se vérifie » ou contrôle ses résultats non directement en regardant les objets nombrés mais sur l'arithmétique simple, usuelle, que pratiquent le commerçant ou le comptable ou sur l'arithmétique déjà « savante » mais encore seulement scolaire qu'on enseigne à l'école primaire : la théorie s'écarte de l'arithmétique usuelle, en faisant par exemple une doctrine de la récurrence, mais pour ensuite revenir sur son point de départ et vérifier que les règles usuelles sont bien déductibles de la théorie. Démarche en

quelque sorte « verticale » : montée puis descente. Mais il y a largement autant, voire plus de cas où la démarche est « horizontale », comme lorsque la théorie des nombres vient éclairer les difficultés que rencontre la géométrie (on s'achemine alors vers la géométrie algébrique) ou (ce qui intéressa tant Platon) lorsque une opération arithmétique pourtant simple, comme extraire une racine carrée, bute sur des difficultés qu'on traite grâce à la géométrie : la racine carrée de 2 est représentée par la diagonale d'un carré. Dans ces démarches « verticales » ou « horizontales » apparaît comme une vérification ou expérimentation interne rendue possible par le fait que les mathématiques ne parlent ni d'un autre monde ni directement de ce monde-ci, mais en quelque sorte d'elles-mêmes parce qu'elles ont...une extériorité interne ; elles sont mathématiques, au pluriel, sciences, disait Platon, du droit et du courbe (géométrie) et du pair et de l'impair(arithmétique). Par leurs niveaux et leurs secteurs elles sont comme un monde dans lequel on se déplace comme en ce monde-ci. Monde de pensée en rapports complexes avec ce monde-ci, les mathématiques ne sont ni son reflet ni sa clef miraculeuse trouvée toute prête dans le Ciel des idées, mais comme un outil, forgé dans la pratique du monde et qu'on peut utiliser pour commencer à le comprendre.

Voici maintenant le cas de l'histoire, science trois fois étonnante. Elle étudie, d'abord, non seulement les lois éventuelles de fonctionnement d'un système physique (attraction universelle des corps les uns sur les autres) ou social (mode de production capitaliste : gestion privée du capital), mais les conditions de fonctionnement de ce système : la mise en présence ou la rencontre de deux ou plusieurs corps (voir la constitution du système solaire) ou la mise en présence des investisseurs potentiels et des salariés potentiels. Toute histoire, donc, histoire naturelle ou histoire d'une société humaine, est donc toujours science du toujours déjà complexe, non pour dissoudre les déterminations simples dans une complexité inintelligible mais pour tenter de maîtriser les interférences instables ou momentanément stables entre des déterminations hétérogènes.

Si maintenant l'on considère, en tant que telle, l'histoire des sociétés humaines, elle ajoute à la complexité qu'on vient de désigner cette spécificité que les sujets humains qui y sont pris y sont aussi, au moins pour une part, partie prenante : acteurs et non seulement agents-agis. De sorte que l'avenir d'un processus n'est jamais totalement déterminé au sens du déterminisme, mais pour une part aussi l'effet de la détermination des volontés qui y interviennent. Intervention dont on ne peut concevoir la possibilité et l'effectivité qu'à la condition d'analyser la texture fine du temps historique. Enfin l'historien n'est jamais (sauf illusoirement) au-dessus de la mêlée ; et, paradoxe, ce n'est pas en faisant abstraction de son point de vue qu'il gagne en connaissance mais au contraire en approfondissant ce point de vue. Voltaire rénove l'histoire en y introduisant son point de vue « bourgeois » d'esprit libre et d'entrepreneur prospère ; il écrit non « Le Règne de Louis XIV » mais *Le Siècle de Louis XIV* (vu, comme on dirait aujourd'hui, de la société civile). Marx analyse la prise de pouvoir par Napoléon III à partir de son « point de vue de classe » (le camp du prolétariat naissant) etc..Bien sûr l'histoire comme toute visée scientifique exige l'universalité du concept, sans laquelle elle n'est que propagande partisane. Mais en histoire (à moins d'ailleurs que ce soit en toute science, sous des formes certes spécifiques), l'accès au concept n'exige pas l'abandon (impossible) de tout point de vue mais la *variation d'un point de vue à l'autre* durant laquelle, grâce au travail théorique, on peut espérer *dégager l'invariant* que pointe le concept. Comme le dit si bien Machiavel : " pour connaître bien la nature des peuples il faut être prince, et pour connaître bien celle des princes il convient d'être du peuple". Ainsi le savoir historique est toujours savoir d'un sujet (individuel ou collectif) qui parvient à se prendre lui-même comme objet.

On en a dit assez pour cerner la double exigence d'une épistémologie ou d'une encyclopédie critiques : nulle science n'existe qu'en délimitant son objet (l'arithmétique se distingue et doit se distinguer de la géométrie ; l'économie se distingue et doit se distinguer de l'histoire). Mais chaque science n'existe aussi qu'en rapport avec d'autres sciences, voisines ou plus lointaines. Et avoir un usage critique exige de pratiquer une transversalité critique, ligne de crête délicate et féconde qui

évite aussi bien les généralités trop vite acquises que les spécialisations stérilisées par leur fermeture sur soi.

Une fois saisi l'esprit de la transversalité critique, il faut, suivant en cela l'esprit des Encyclopédistes, l'étendre aux rapports complexes (éclairages, questionnement et fécondation réciproques) entre sciences et techniques ; entre raison productrice et raison consommatrice ou utilisatrice (voir plus haut la remise de l'économie sur ses pieds) ; entre raison connaissante – pensante et sensibilité artistique ; entre raison et sensibilité amoureuse, en cette zone frontière où s'entrecroisent liberté d'esprit et liberté des mœurs. Dans ces zones indécises et fécondes la philosophie est comme un poisson dans l'eau, elle l'amoureuse de la raison, parmi ces praticiens de la raison et de ses marges que sont savants, techniciens et artistes ; elle est en même temps torpille, empêchuse de tourner en rond, machine à relancer les questions : elle fascine, attire et repousse. Mais elle est parmi les siens. Là se nourrit le projet d'une ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE, curiosité de tout, recherche d'unité ouverte, ébranlement des acquis, veille vigilante à l'écoute des lents mouvements féconds ou des soubresauts novateurs.

Mais le retour de la raison sur elle-même serait incomplet si la pensée vivante n'accédait pas au plus haut de la conscience d'elle-même, c'est-à-dire à la méditation sur le rapport entre la liberté, à laquelle aspire l'esprit, et la raison qu'il se donne comme arme unique ou ultime. Car on ne peut éviter de se demander si quand je raisonne c'est moi qui raisonne ou si c'est la raison qui raisonne en moi. Simple variation verbale ? Sans doute non car dans le premier cas je suis l'acteur de l'opération rationnelle tandis que dans le second je ne suis que la scène, le théâtre, où officie l'acteur qu'est la raison. Et on peut observer que sur cette difficulté, Descartes et Spinoza (pour ne citer qu'eux, eux qui sont tous deux comme les référents ultimes des Lumières du XVIIIème siècle) divergent fondamentalement. Là où Descartes propose de « **bien conduire** sa raison », Spinoza appelle, lui, à « vivre **sous la conduite** de la raison ». Là où Descartes dit : « **Je** pense », Spinoza dit : « **L'homme** pense ». Ce genre de « nuances » engage plus qu'il n'y paraît. Car le « je » du « je pense » cartésien sera aux XVIIIème, XIXème et XXème siècles objet de critiques répétées et convergentes qui y voient l'illusion d'une liberté supérieure à la raison, voire d'une liberté idéologiquement adéquate à l'affirmation bourgeoise de la propriété privée. Spinoza, par sa critique du libre-arbitre cartésien a, lui, bénéficié et bénéficie du soupçon sur Descartes ... qui n'a pas forcément pour autant dit son dernier mot, lui dont Hegel disait qu'à le lire après tous ses prédécesseurs antiques, médiévaux et renaissants on éprouve le sentiment d'un marin au long cours qui, au terme de son voyage inquiet, peut, enfin sûr d'arriver à bon port, crier « Terre ! ».

De cela il faut aussi parler librement en esprits libres. La philosophie première (ou ultime) n'est pas réservée aux métaphysiciens de métier. Et la critique de la « pensée unique » n'est pas réservée aux choses économiques ou politiques.

XII

Nos objectifs et nos moyens

Notre ambition, on l'a vu est simplement et immodestement la plus haute : concourir à dégager des voies d'espoir dans le monde comme il va et en risque de désespoir. Dans cette tâche immense nous ne sommes de loin pas les seuls. Mais nous avons la conviction qu'aucune issue ne peut durablement être dégagée si l'on ne remonte pas, par l'activité théorique, loin en amont dans les causes qui nous ont acculés à ce risque de désespoir. Cette orientation une fois conçue, on doit souligner immédiatement deux limites de notre travail.

1. Nous ne cherchons pas à faire de la politique à la place des partis ou des citoyens. Nous n'avons pas à proposer un ou des Programmes politiques : nous n'en avons évidemment pas les moyens ; mais aurions nous ceux-ci que nous considérerions inopportun, prématuré, de chercher ceux-là. Parce que, d'abord, l'essentiel, malgré l'urgence et à cause de l'urgence, est de prendre du temps pour les reculs historiques et philosophiques que nous avons suggérés. Parce qu'ensuite aucun programme politique n'a de chances d'être au niveau des difficultés à affronter si ne sont pas déterminés, entre le présent, son bruit et sa fureur, et l'horizon d'une société sans classes des perspectives, des horizons assignables. Or on peut déjà pressentir, une fois exclu le repli sur l'illusion souverainiste-nationaliste, que ces perspectives tiendront à la fois à une certaine construction démocratique de l'Europe et à la constitution d'un nouvel internationalisme, deux éléments sans lesquels la conscience critique ne se haussera pas au niveau de puissance adéquat pour, d'abord, tenir tête aux forces qui aujourd'hui nous dominant, puis, enfin les mettre à la raison. Mais pour dessiner plus fermement ces perspectives la meilleure voie est sans doute que, dans le même esprit que l' HISTOIRE VIVE et que l' ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE que nous avons ébauchées plus haut, puisse avoir lieu, un peu plus près cette fois de la politique effective mais en recul maintenu par rapport à elle, une réflexion de POLITIQUE RAISONNÉE. Et notre pari est que cette retenue méthodiquement suivie portera un jour ou l'autre ses fruits . Plus tard. Quand ? Nous verrons bien. L'essentiel est de se mettre au travail.

2. Nous ne savons ni ne pouvons savoir à l'avance l'audience que peut rencontrer une telle ambition. De sorte que pour « commencer par un bout », nous nous restreindrons d'abord à des travaux de toutes petites proportions, modestie seule garante d'un éventuel succès. C'est pourquoi on trouvera ci-dessous d'une part (page 38/40) une longue liste de 61 questions, élaborée au printemps 2015, qui illustre un état d'esprit, d'autre part (page 40/40) un premier choix de 14 questions qui, durant l'automne 2015 s'est mis en place en fonction à la fois des événements et des échanges intellectuels et politiques déjà engagés.

Il s'agit de pratiquer une coopération intellectuelle artisanale : petits groupes ou rencontres de quelques personnes acceptant de faire quelque temps œuvre commune sur une question soigneusement délimitée. Dans cette coopération nous aurons un usage raisonné des moyens de communication numérique. Usage indispensable pour réduire les frais (de rencontres mais aussi sans doute de publication, sauf si des éditeurs...). Mais usage raisonné. Car reste privilégié le modèle théorique de la contribution réfléchi et écrite, à distance des pseudo-échanges verbaux toujours en risque de superficialité ou d'effets rhétoriques. Nous suivrons donc une voie médiane et si possible novatrice entre les lourdes machineries universitaires (colloques cérémonieux, séminaires coûteux) et les auberges espagnoles que sont bien des forums numériques « participatifs » condamnés au désordre ou aux jeux d'influences souterrains. L'objectif est de constituer un lieu de production et de publication de pensées à la fois exigeant, minimaliste ou optimaliste (écrire peu mais bien) et bon marché, dans l'esprit actualisé de la philosophie des Lumières.

RENAISSANCE DES LUMIÈRES

LISTE GÉNÉRALE DE QUESTIONS (SUGGESTIONS DE PROGRAMME)

I - ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE

A) Sciences fondamentales

1. Cavallès était-il spinoziste ?
2. Théorie et expérimentation : Bachelard ou Koyré ?
3. Concepts et invariants en physique
4. Physico-chimique" : quid ? Ou : spécificité de la chimie
5. Biologie, génétique et virtualités humaines
6. Autour de *La Résistible Fatalité de l'histoire* de P. Raymond
7. Géographie et histoire, par différence avec "histoire-géo".

B) Analyses économiques et politiques

8. Travail, peine, salaire : à propos de la pénibilité et au-delà.
Contrepoint - la théorie de la valeur chez Marx : son point faible ?
9. Les dividendes : salaire de la prise de risques ?
10. Les phases du capitalisme. Et capitalisme industriel / capitalisme financier
Contrepoint - la théorie de la plus-value chez Marx : son point fort.
11. Classe sociale : un concept "archaïque" ?
12. Les divisions de la Gauche : accidents-échecs répétés ? ou phénomène essentiel ?

C) Sur l'écologie

13. La floraison des énergies nouvelles dans la perspective encyclopédique
14. Une écologie ? ou des écologies ?

D) Questions esthétiques

15. Autour de la peinture : d'abord dessiner ? ou d'abord peindre ?
16. Autour de la musique : d'où vient donc le plaisir musical ?

E) Études amoureuses

17. "Platon est le philosophe de l'amour" (Rousseau)
18. Plaisir masculin / plaisir féminin
19. Brève histoire de la fierté homosexuelle pour les Nuls
20. Frontières indécisées : mysticisme, érotisme, pornographie
21. Période charnière : Oscar Wilde, Proust, Gide

F) Philosophie première

22. Critique des critiques du sujet
du philosophiquement correct 1 - du bon usage de Marx et Freud
23. Critique des critiques ... 2 - sur Heidegger : être pour la mort ? ou affronter la mort ?
24. Critique des critiques ... 3 - Deleuze, Foucault et le cogito

25. Nietzsche contre Kant ?
26. Actualité de Hegel

II - HISTOIRE VIVE

A) Loin avant ? ou encore crucial ?

1. Robespierre au cœur des tendances et conflits dans la Convention.
2. La Commune de Paris, anarchistes et communistes

B) 1917-1989 : 72 ans pour rien ?

3. Lénine aux marches du stalinisme et critique du stalinisme. Autour de *Lénine, les paysans, Taylor* de R. Linhart
4. Les luttes de classe en URSS. Autour du livre éponyme de Ch. Bettelheim
5. Tito et l'autogestion
6. De Liberman à l'échec des Pays de l'Est. Autour de *Plan et profit en économie socialiste* de J.-C. Asselain
7. Gorbatchev/Sakharov
8. Bilans des IIème, IIIème et IVème Internationales
9. Russie et Chine depuis 1989
10. Social-démocratie et État-Providence : des moments dépassés ?
11. Du colonialisme aux Pays émergents

C) Points critiques dans la mémoire proche

12. IVe République / Ve République : bilans comparés
13. Le Programme Commun : espoirs et désillusions
14. 1983 et "le tournant de la rigueur"

D) Points critiques dans la mémoire immédiate

15. La mondialisation : ses racines et ses ambivalences
16. Le référendum de 2005 : un clivage indépassable ?
17. Difficultés et contradictions du pacifisme : l'entre-deux guerres ; et aujourd'hui : la mauvaise conscience post-coloniale
18. Israël et la Palestine : la ligne Mitterrand
19. Retour des religions : racines et contre-feux
20. Bilan de l'écologie politique
21. Révolution informatique ?

III - POLITIQUE RAISONNÉE

A) Points d'appui ; chemins

1. Le serpent de mer de la "réforme de l'École" / La politique du *Manifeste pour un lycée démocratique*
2. Impossible réforme fiscale ?
3. Le concept et l'universel, fondements de la laïcité
4. Capitalisme industriel / capitalisme financier / capitalisme et esprit public

5. Nouvelle politique énergétique et respect de la nature
6. Lieux et degrés de souveraineté
7. Réseaux sociaux et démocratie
8. Pratiques sociales innovantes et perspectives politiques
9. La fonction démocratique des associations de consommateurs

B) Perspectives et horizon

10. Par-delà les souverainismes : quelle Europe de Gauche ?
11. Pays émergents et O.M.C.
12. Une cinquième Internationale ?
13. Faut-il prendre le pouvoir ?
14. L'horizon politique : communisme démocratique et/ou anarchisme communautaire ?

PREMIER CHOIX DE QUESTIONS (AUTOMNE 2015)

Histoire vive

1. Robespierre et Condorcet
2. Travail sur un aspect ou une période du stalinisme (points d'appui : *Les Luttes de classes en U.R.S.S.*, de Charles Bettelheim et *Les Guerres de Staline*, de Geoffrey Roberts, récemment traduit en français).
3. Le référendum de 2005

Politique raisonnée

4. Partage de la valeur ajoutée : 1/3 pour les dividendes, 1/3 pour les salaires, 1/3 pour l'investissement ? Ou 1/2 pour les salaires, 1/2 pour l'investissement ?
5. Combats pour une société sans classes, combats pour le respect de la nature : vers l'unité ?
6. Énergies renouvelables / énergies nouvelles
7. Empires numériques (« GAFA » - Google, Apple, Facebook, Amazone -) et souveraineté numérique
8. Radicalisation et déradicalisation : wahhabisme, salafisme et visée d'empire théocratique.
9. L'avenir du printemps arabe : le cas de la Tunisie

Encyclopédie critique

10. De quoi parlent les Mathématiques ?
11. Spinoza ou Descartes ?
12. Deleuze, Foucault et le cogito
13. Sur le plaisir musical
14. Les mouvements d'innovation architecturale dans les années 1920-30, en U.R.S.S. et ailleurs

RENAISSANCE DES LUMIÈRES

Fascicule III / III

ANNEXES

- Annexe I : Sur et Pour Tsipras (X. Renou)
- Annexe II : Bloc-notes critique (R. Lévy et X. Renou)
 - . Retour sur la crise grecque
 - . La crise des migrants
 - . Le « scandale Volkswagen »
 - . Des rapprochements troublants
 - . Le pape des pauvres
- Annexe III : La démocratie à l'épreuve de la terreur (R. Lévy et X. Renou)

**Il faut d'urgence aider le soldat Tsipras !
Mais comment ?**
ou
LE PIRÉE N'EST PAS (N'EST PLUS?) À VENDRE

(Sept réflexions en marge de l'article co-signé le 19 juillet 2015 sur Mediapart
par Étienne Balibar, Sandro Mezzadra et Frieder Otto Wolf)

I
Préambule

En un sens l'article de ces trois auteurs dit tout ce qu'il y a à dire.

1. Les partenaires-adversaires de la Grèce ont deux fois vaincu ou brisé sa résistance en lui imposant un impossible alourdissement des mesures d'austérité et en la dépossédant de sa souveraineté. Dans une Europe non fédérale comme c'est le cas aujourd'hui, c'est par un abus de pouvoir que des instances garantes des seules règles comptables s'arrogent le droit de décider à la place d'un pays souverain des moyens à prendre pour parvenir à des fins comptables.

2. Tout en accomplissant cet abus de pouvoir l'Europe a manifesté son impuissance et son désordre institutionnel : quasi-impossible de localiser un véritable pouvoir unifié dans les jeux d'influence opaques et tâtonnants entre la B.C.E., le F.M.I., la Commission de Bruxelles, l'Eurogroupe, le Conseil de l'Europe et le Parlement européen.

3. Tsipras, conséquent avec son choix, dès toujours affirmé, de rester dans l'Europe et dans l'Euro mais en changeant les règles, a tenté (par le référendum) d'accroître sa force interne pour faire changer les règles externes. Puis, réduit à l'impuissance par l'inflexibilité de ses partenaires-adversaires externes il a, toujours avec esprit de conséquence, sauvé le minimum (rester dans l'Euro, et éviter que le fond de privatisation soit ... expatrié au Luxembourg), mais au prix d'un risque de perte de confiance auprès des siens et/ou de l'obéissance à une politique que son peuple et lui-même refusent : véritable dilemme.

Lui le combattant d'une autre Europe risque d'être écrasé par ce qu'il voulait réformer.

Parce que l'inspiration de son combat est juste, parce que sa fermeté lucide lui confère une dignité et des responsabilités d'homme d'État, et parce qu'il est menacé de débordement par les sinistres sbires d'« Aube dorée », il faut l'aider. Il faut l'aider à transformer au moins le dilemme en un étai dont on peut dessiner les mâchoires ; les dessiner afin de pouvoir, peut-être, les desserrer.

* * *

Nulle parole ne tombe du ciel ou ne vient de nulle part. En d'autres termes, qui se croit investi ou s'investit lui-même de la fonction de secourir Tsipras doit préciser d'où il parle. Les auteurs de

.../...

l'article se situent au plus près de Tsipras, ont des liens personnels avec lui. Moi, l'auteur de ces lignes, je parle plutôt du point de vue du « spectateur engagé », sans autre lien avec Tsipras et Syriza que la conviction solidaire que leur combat est crucial et pour l'Europe et pour eux-mêmes. Solidarité essentielle mais par la force des choses distanciée. Avec les faiblesses ou limites, mais aussi les avantages que cela comporte. Si toute urgence exige non la précipitation mais l'analyse à tête reposée (et froide), le spectateur engagé a l'avantage d'une situation de recul, peut-être favorable à un esprit de recul.

II

Examen à tête reposée de deux séries de « détails »

1. Tsipras a-t-il eu raison de lancer l'aventure du référendum (qu'il a gagné en termes de pourcentage de voix) ? « Tout bien pesé » les auteurs pensent que oui ; car par cette validation renforcée de son pouvoir il s'est trouvé consolidé face aux partenaires-adversaires. Peut-être. Mais il faut observer aussi que ce coup de dés a eu comme effet d'une part de permettre à ses adversaires de faire jouer, la main sur le cœur et l'œil mouillé, l'argumentaire de la perte de confiance, d'autre part d'ébranler réellement la confiance de ses soutiens grecs à qui il n'a pu, comme c'était prévisible, rapporter en guise de victoire qu'une défaite dans la dignité face à une Europe inchangée.

Exercice vain que ces supputations sur un passé désormais acquis ? Sans doute. Et c'est pourquoi on a commencé par affirmer qu'il faut aider Tsipras dans l'état actuel des rapports de forces, après le référendum et « la nuit » du 12 au 13 juillet.

Mais après comme avant le référendum la question cruciale pour aider un combattant en difficultés est de bien connaître « le terrain » ou les rapports de forces dans lesquels il est pris et qui ne peuvent à coup sûr pas se réduire au jeu politique d'un référendum « réussi ». Dans cet esprit il est ou plutôt serait intéressant, voire décisif, de mieux connaître l'état des négociations avant le lancement du référendum. Or en spectateur engagé on peut observer qu'un jour ou deux avant ce référendum « Bruxelles » a proposé, outre le recul de l'âge de la retraite (logique ! ou plutôt bien connu) ... de taxer les armateurs. Jeu verbal hypocrite (cachant à peine la volonté ... de ne pas donner suite) ? Ou main tendue à Tsipras ? Ce serait aux petites souris cachées sous les tables de négociations de répondre. Mais une telle proposition aurait pu susciter un « Chiche ! », c'est-à-dire la demande d'une aide de Bruxelles pour combattre, avec les moyens bancaires et fiscaux adéquats, l'hémorragie fiscale chronique.

Un jour peut-être (mais mieux vaudrait ou aurait valu que ce soit tout de suite) sera produite une chronologie détaillée de cet avant-référendum. Elle permettra(it) de cerner les raisons exactes du coup de dés de Tsipras. Rien n'oblige en tout cas à confondre le soutien de celui-ci après référendum et l'approbation de ce référendum lui-même.

2. Si le diable (mais l'espoir aussi) gît dans les détails, il faudrait en outre se demander s'il est univoquement vrai que « la concurrence libre et non faussée » du texte soumis au référendum de 2005 suffit à caractériser une économie « néolibérale » dérégulée et prédatrice. Le « non faussée » permet certes de contester les interventions ouvertes ou cachées d'États suspectés d'interventionnisme « soviétique » ou keynésien. Et « Bruxelles » excelle dans la fonction de gardien du temple en s'adossant à cette règle « libérale ». Mais cette même règle permet aussi de dénoncer les positions de monopole (qui ne sont pas tous, de loin, des monopoles d'État) ; et au-delà de ces mastodontes, elle est une arme pour dénoncer les conflits d'intérêts ou les manipulations d'appels d'offres, ces appels d'offres dont la transparence exigible est une pierre angulaire...de services

.../...

publics bien gérés. Pinailage « réformiste » que ce goût du détail ? Oui seulement si l'esprit révolutionnaire se croit autorisé à l'approximation.

Car il ne s'agit pas là d'une obscure querelle sémantique ou juridique. En effet si dans les textes et les institutions européens actuels il y a des points d'appui sur lesquels faire levier, il en découle qu'il faut une bonne fois, dans la pensée et dans les publications, cesser de faire de l'« autre Europe » le faux-nez du « Non à l'Europe ». L'autre Europe est déjà en marche dans cette Europe-ci, la réelle, l'actuelle, dans ses tortuosités, obscurités, contradictions, conflits et lenteurs. Et dès lors qu'on le pense, il faut le *dire*.

III

Qui est « la Troïka » ? Qui sont les adversaires de la Grèce? Vers une hypothèse directrice

Comme dit plus haut les auteurs de l'article soulignent à juste titre les contradictions multiples parmi les adversaires de la Grèce : tout le monde a pu observer les tensions franco-allemandes ; on a vu un peu moins, mais elles ont joué aussi, les tensions intra-allemandes. Tout le monde a pu voir, ou a dû se résoudre à voir, que le « gendarme international » qu'est le F.M.I. est devenu de fait, et reste pour une part, un allié objectif de la Grèce : son statut lui interdit de prêter avec un trop grand risque de non remboursement, ce qui l'a poussé à faire pression sur l'Europe pour qu'elle prête à la Grèce ou qu'elle « restructure » en partie la dette. Là aussi il y aura(it) du travail en finesse pour de petites souris historiques qu'un observateur engagé ne peut remplacer. « La » Troïka, en tout cas, ressemble fort à un méchant de théâtre contre lequel on s'exalte alors qu'on devrait tenter de jouer habilement en terrain miné.

Mais il faut aller plus loin et considérer « l'explication » que de doctes journalistes ou « analystes » ont sortie de leur chapeau en opposant « le Nord » protestant (et rigoureux) et « le Sud » catholique (et laxiste). Poncif médiocre qui oublie entre autres que les « rigoureuses » Irlande et Pologne sont très catholiques et que, religion pour religion, les « cigales » grecques sont fortement marquées par la religion orthodoxe dont les résonances slaves situeraient plutôt, à tout prendre, la Grèce du côté « Nord ».

Ces balivernes ne mériteraient même pas d'être citées si elles n'étaient un assez bon symptôme de la difficulté qu'il y a à cerner les adversaires de la Grèce.

Qu'est-ce que cet esprit comptable qui semble faire l'unité des technstructures européennes malgré leurs impuissantes tortuosités ? Qui semble aussi faire l'unité entre les « technocrates » et les « peuples vertueux » (Irlande, Pologne, Pays Baltes, ... convergeant avec l'Allemagne) ? Et qu'est-ce donc que « l'esprit Merkel » avec sa variante « hard » qu'est Schäuble ?

Bon sang, mais c'est bien sûr ! ... c'est l'esprit de la politique Schröder dont l'esprit Merkel est pour un certain temps encore sans doute à la fois l'héritier heureux et le continuateur convaincu. Dans la globalisation de la concurrence, c'est-à-dire face aux pays émergents (au premier rang desquels la Chine) et à leur main d'œuvre à bas coût, il faut accepter « des sacrifices » : baisse des salaires ; allongement ou non réduction du temps de travail ; retard de l'âge du départ en retraite, c'est-à-dire, tout le monde l'a compris depuis longtemps, baisse des retraites pour le plus grand nombre ; réduction de la dépense publique ; montée en gamme de la production industrielle, clef de la puissance exportatrice. Tout cela est bien connu et semble s'imposer comme une évidence de bon sens.

.../...

Et c'est bien, en effet, une évidence de bon sens. Les pays dominants aux 18ème, 19ème et 20ème siècles sont réellement menacés de perdre leur domination. Ou plutôt ils l'ont déjà perdue. Et en conséquence ils ne peuvent plus « vivre comme avant ». Nous autres, « occidentaux » devons faire le deuil de notre domination perdue. Mais cette dure vérité est en même temps une vérité unilatérale.

Car dans cette « austérité » imposée par l'histoire, la ceinture se serre plus pour les uns que pour les autres. Au sein des pays anciennement dominants (tout comme au sein des pays naguère dominés et aujourd'hui émergents), les inégalités se creusent comme jamais.

Or, pour les pays anciennement dominants, on peut prendre cette conjugaison (perte d'empire extérieur – creusement des inégalités [ou violence redoublée des luttes de classes]) comme un simple fait, fût-ce en le dénonçant comme scandaleux ; mais on peut aussi essayer de le comprendre. Ce qui n'est pas si difficile. Un animal blessé est plus dangereux qu'un animal en bonne santé. Des classes dominantes menacées de perdre leur domination ou sourdement conscientes qu'elles l'ont déjà perdue, se laissent prendre (ou fuient) dans un égoïsme de classe renforcé. L'investisseur rooseveltien (re)devient un boutiquier avare de chaque sou. Et la « rigueur comptable » est le moyen en même temps que le masque de sa très vulgaire et hideuse panique en forme de sauve qui peut.

Disons les choses autrement. Mais c'est bien la même chose. Dans le monde post-colonial il est inévitable (et ce n'est au fond que justice) que les anciens pays dominants subissent le choc du rééquilibrage mondial des puissances. Or face à cette réalité fondamentale il y avait et il y a deux voies possibles : le creusement renforcé des inégalités ou, à l'inverse, une juste répartition de l'inévitable réduction ou tassement du niveau de vie, en tout cas tassement de l'élévation du niveau de vie. Cette deuxième voie, celle de l'égalité et de la solidarité renforcées aurait permis, permettrait un amortissement du choc post-impérial. Mais à ce renforcement de la solidarité parce que les temps sont durs on a substitué exactement l'inverse : le relâchement de la solidarité parce que les temps sont durs.

Tsipras, citant à juste titre Sartre, dit que ce dont il faut avoir peur, c'est la peur elle-même. Il faudrait l'aider, et nous aider nous-mêmes, à mieux comprendre que les adversaires dont il craint d'avoir peur sont eux-mêmes mus par la peur. Et la force contagieuse de la peur qu'ont les classes dominantes est qu'elle se répand comme une forme naturelle de vie : chacun pour soi et sauve qui peut. « Contagion » qui n'est pas pure imitation idéologique. Car la crainte (imaginaire) de tout perdre du haut de l'échelle sociale devient, en bas de cette échelle, crainte on ne peut plus fondée de tout perdre : son emploi ou ses maigres revenus.

On comprend ici que la « résistance à l'austérité » qui se cherche ici ou là en Europe est à la fois la plus juste ou la plus nodale qui soit et une forme aiguë d'aveuglement. Car le contraire de l'austérité imposée aux classes populaires ce n'est pas « la croissance », qui, de toute façon ne peut être que très lente dans des pays hautement développés, mais une austérité partagée, c'est-à-dire une égalité renforcée qui amortit l'inévitable « austérité » ou ralentissement de l'enrichissement.

Mais si, à la position de faiblesse, s'adjoint la conscience sans peur que c'est l'adversaire, le comptable, qui a peur, les voies du changement du rapport de forces sont non certes dictées par l'évidence mais ouvertes par la sérénité. D'abord avoir confiance en soi-même, quelle que soit la couleur du ciel ou du Ciel. À partir de là on peut réfléchir, et un jour gagner.

.../...

IV

Mieux mesurer ses propres forces et ses volontés Deux clarifications de principes

1. On l'a dit, le « diktat » de Bruxelles a violé la souveraineté grecque Or qu'est-ce que la souveraineté ? Le droit de disposer de soi-même, le droit de dire non à une volonté étrangère, ou à un pouvoir illégitime. Encore faut-il avoir la force d'exercer cette souveraineté. Non bien sûr qu'il faille attendre d'avoir la force pour exercer son droit ; car qui déciderait alors de la sortie de l'impuissance du mineur l'autorisant à devenir majeur ? La liberté ou la souveraineté d'un peuple n'existe que de se précéder toujours elle-même. Mais, tout est là, la manière d'exercer sa souveraineté varie nécessairement au gré de la puissance. Nul pouvoir effectif sans puissance.

C'est pourquoi toutes les luttes de libération (luttes ouvrières, luttes anticoloniales) ont toujours suivi la règle de **se renforcer en combattant**. Ce qui exige, premier acte de souveraineté, qu'à chaque instant un peuple souverain mesure exactement ce qu'il peut et ce qu'il ne peut pas. C'est pourquoi le « petite Grèce » (4% du P.N.B. Européen) ne peut pas, ne pouvait pas, dans une négociation difficile où elle est en position de faiblesse, changer les règles du jeu européen. L'« arrogance » que « Bruxelles » a parfois reprochée aux Grecs n'est que l'autre nom de l'affirmation dérisoire d'un pouvoir imaginaire. Plutôt que des batailles frontales, qu'on est sûr de perdre même avec un « panache » théâtral, il faut, quand on est encore faible, mener l'équivalent de la guérilla, marquer des points et gagner du terrain là où on le peut, conquérir des armes qu'on n'avait pas, **se renforcer en combattant**. Que pouvaient et que peuvent les Grecs dans une telle perspective ? Là est la question. Mais avant de suggérer des réponses, une deuxième clarification de bon sens est nécessaire.

2. « Les Grecs doivent se réformer » pour être dignes de confiance, dit La Troïka ou ceux qui l'entourent. Sans doute. Ou plutôt peut-être. Car de quelles réformes s'agit-il ?

Il est vrai que sans cadastre et donc sans maîtrise juridique de la propriété foncière et immobilière une société vit sur des sables mouvants. Il est vrai aussi que l'insuffisance (d'abord en termes d'effectifs) de l'administration fiscale, le travail au noir, la dégradation ou l'insuffisance des services publics et la corruption qu'elle favorise, tout cela se noue en une sarabande infernale dont Tsipras est le premier conscient. Et il faut saluer qu'il ait intégré dans son nouveau gouvernement un ancien responsable syndical du fisc avec pour mission hautement délicate de mettre un peu d'ordre et d'efficacité dans ce b-a ba de tout État qu'est la collecte de l'impôt.

Il est vrai peut-être que des départs en retraite précoces dans certains corps de métiers appellent examen (mais sans confondre un acquis de luttes ou une compensation de pénibilité avec des « privilèges » - correspondant d'ailleurs souvent à des retraites ... en bas de l'échelle -). Et la liste des points à examiner peut sûrement s'allonger ... Mais retarder l'âge de départ en retraite à 65 ou 67 ans prête, en Grèce comme ailleurs, à discussion, contestation et combats. Miser sur la T.V.A. plutôt que sur les impôts directs est, en Grèce comme ailleurs, la marque d'une politique injuste (de Droite ou de Gauche) qui fait payer « également » des citoyens-consommateurs qui sont en réalité inégaux, et d'autant plus inégaux qu'ils sont traités également ; cela aussi appelle discussion contestation et combats. Etc. . L'ironie cynique des créanciers de la Grèce est de faire un seul paquet des réformes nécessaires et des réformes injustes. La première marque de souveraineté des Grecs sera(it) d'opposer à ce cynisme globalisant non le refus souverain des réformes mais la distinction souveraine (et souvent difficile) entre les bonnes et les mauvaises réformes.

.../...

V

Des marges de manœuvres immédiates ?

Il faut gagner du temps. Non pour retarder les décisions mais pour pouvoir les prendre en desserrant l'étau. Or il y a au moins trois marges de manœuvre.

L'une, extérieure, est la restructuration de la dette. On l'a dit, même le F.M.I. (de Christine Lagarde, soutenue dans l'opinion par son prédécesseur D.S.K.) y est favorable.

Les deux autres marges sont intérieures : ni les armateurs ni le clergé ne paient d'impôts. Et même si « faire payer les riches » n'a jamais suffi à enrichir un peuple, c'est toujours par cette condition nécessaire qu'il faut commencer pour faire sortir la puissance publique de son impuissance.

Bien sûr les armateurs grecs ne sont de loin pas les seuls à pratiquer l'« optimisation fiscale », cet autre nom de l'évasion fiscale. En France les armateurs avouent (ou plutôt assument au nom de la pression concurrentielle) de l'ordre de 80% de pavillons de complaisance. Mais sans vouloir réformer d'un coup de baguette magique le monde interlope de la navigation maritime, entre 80% et 100% il y a un peu de marge. Et les pays européens « vertueux » seraient bienvenus à aider les Grecs à recouvrer au moins un peu des capitaux détournés. C'était peut-être le sens de la proposition tardive de « Bruxelles » juste avant le lancement du référendum. C'est en tout cas un lieu de négociation possible.

Quant à la taxation (enfin!) du clergé orthodoxe il est symptomatique (ou plutôt sidérant !) de voir que nulle part, ni dans les propositions de Syriza ni dans les textes de ses alliés ou conseillers cette éventualité n'est envisagée. Qu'est-ce donc qu'un peuple révolutionnaire qui tremble (de peur?) à l'idée de s'en prendre à la forteresse cléricale ? Comment un État tout simplement moderne peut-il faire acte d'obédience à des privilèges théocratiques ?

On dira peut-être que notre charge contre armateurs et popes est trop brutale et trop irrespectueuse de la bonne image dont ces deux « groupes protecteurs » bénéficient largement dans la population grecque.

Les armateurs, dit-on, (et disent-ils eux mêmes) outre qu'ils « donnent du travail » à beaucoup de monde, ont souvent une fonction bénéfique de mécènes : l'un construit une piscine ou un stade, l'autre offre des bourses à des étudiants Mais, d'abord, faut-il dire « donner du travail » ? « Donner » du travail c'est « acheter » une force de travail qu'on paie ou non à son juste prix : sur le marché du travail le don n'a pas sa place ; seul le mépris paternaliste s'autorise au mélange verbal des genres. Ensuite les bienfaits de mécènes et leur réseaux paternalistes et clientélistes ne suppriment pas l'« optimisation fiscale » qui les permet (avec sa panoplie de sociétés écrans et d'hommes de paille). Et les auteurs et bénéficiaires des largesses d'armateurs gagneraient sans doute à revenir à l'esprit des « liturgies » de l'Athènes antique : il s'agissait de mécénat imposé, en d'autres termes d'impôt « dédié » comme on dirait aujourd'hui : organisation d'une fête publique ou d'un spectacle onéreux, participation à la construction de la flotte militaire. Et en ce dernier domaine existait la stimulante pratique de l'« échange » (antidosis) : qui renâclait devant son devoir de contribution pouvait désigner pour le remplacer un autre citoyen qu'il estimait plus riche que lui. Lequel devait, après instruction judiciaire du dossier, ou payer à la place du plaignant ou accepter d'échanger sa fortune avec lui. Plaisante autosurveillance fiscale de la classe la plus riche sous le contrôle d'une juridiction publique, aux exacts antipodes des manipulations de l'optimisation fiscale.

Quant aux popes et au respect craintif dont ils sont l'objet, eux-mêmes et leurs ouailles gagneraient sans doute beaucoup en liberté d'esprit, voire en profondeur de conviction religieuse, s'ils passaient au moins sous le double portique de la liberté de conscience et de la distinction des

.../...

Églises et de l'État. Les 1789 et 1905 français ont du bon ... pour la conscience religieuse elle-même. Sans oublier ici non plus que si l'orthodoxie domine aujourd'hui le champ idéologique grec, elle n'est venue que sur le tard et bien après le lumineux polythéisme antique et ... le sens de la chose publique qui en était le cœur. À leur tour donc, après les armateurs, les popes pourraient, avec des gains pour tous, y compris pour eux-mêmes, être utilement confrontés à la joyeuse renaissance de la lumière antique.

Il est en outre certain que la noire sarabande décrite plus haut (qui va de l'impuissance de l'État à la haine moyenne du fisc et à la corruption) ne pourra jamais s'arrêter si les puissants que sont les armateurs et le clergé ne donnent pas (ou ne sont pas contraints à donner) l'exemple de la première vertu civique : payer ses impôts. Entreprise impossible que de faire redescendre les « protecteurs » de leur Olympe fiscal ? Ce n'est pas si sûr quand on observe que, sur un autre terrain, la (dit-on) très catholique Irlande a fini par adopter sans déchirure le mariage pour tous ... que la (dit-on) très catholique Espagne avait adopté ... bien avant la France.

Y a-t-il d'autres marges utilisables ?

Tsipras semble avoir un temps songé à demander l'aide de la Russie. En même temps qu'il lançait le référendum il se rendait auprès de Poutine. À qui il a déjà accordé le passage en Grèce d'un gazoduc indispensable ... au contournement de l'Ukraine pour les livraisons du gaz russe à l'Europe. A-t-il été envisagé une aide financière russe en cas de Grexit ? La commune révérence à l'égard de la religion orthodoxe est-elle intervenue comme élément favorisateur de ces tractations financières et économiques ? Ici non plus les petites souris sous les tables diplomatiques n'ont pas encore fait leur récit. Le choix confirmé de rester dans l'Euro est peut-être dû chez Tsipras à un réflexe de prudence face au risque de se voir satelliser par la puissance poutinienne en quête d'une grande Russie.

Et pourquoi la Chine, devenue banquière du monde, n'a-t-elle pas, elle, proposé d'aider la Grèce à desserrer l'étau financier ? Il se peut, hypothèse encore flottante dans l'état actuel de nos informations, que la Chine n'ait, pas plus que les partenaires-adversaires de Tsipras, confiance dans la solvabilité de la Grèce. Mais il est en tout cas sûr que les Chinois ne sont pas absents de la scène grecque. Puisqu'ils sont ... en train d'acheter le Pirée dont ils possèdent déjà 30 %. C'est ici que doivent être examinées, au-delà d'immédiates marges de manœuvre, les perspectives de puissance (et donc de souveraineté renforcée) que peut avoir ou, plutôt, se donner la Grèce.

VI

Les conditions économiques de la puissance et de la souveraineté

Les créanciers-harpagons qui se cachent -à peine- sous l'idéologie de la « modernisation par la privatisation » poussent l'État grec à privatiser à tout va ... pour payer ses dettes. Les pays « vertueux » s'en réjouissent, les contestataires-révolutionnaires s'en offusquent à juste titre. Mais il faut mieux cerner les enjeux, pour la Grèce et pour l'Europe, d'un domaine de privatisation « parmi d'autres » et en réalité plus important que tous les autres : la privatisation en marche du port du Pirée. Or il suffit pour mettre au jour cet enjeu d'écouter l'exposé du projet chinois sur le Pirée : en faire une des plaques tournantes du commerce mondial à mi-chemin (géographique et économique) entre Shanghai, désormais premier port mondial (bientôt plusieurs millions de conteneurs en transit par an) et Rotterdam (premier port européen et 3ème ou 4ème port mondial). La « petite » mer

.../...

Méditerranée est en réalité, grâce au canal de Suez et au détroit de Gibraltar un carrefour maritime essentiel . Les Chinois l'ont compris et se donnent les moyens financiers de donner corps au projet.

Et c'est cette plaque tournante pleine d'avenir que les comptables européens poussent Tsipras à abandonner. Étroitesse d'esprit criminelle à l'égard de la Grèce et auto-mutilatrice pour l'Europe. Tels les Bourgeois de Calais elle livre à la Chine les clefs ou en tout cas des clefs de sa propre puissance ; logique de peur à laquelle la Grèce, si on l'aidait un peu, pourrait substituer non une logique de guerre (purement rhétorique) contre des ennemis dominateurs, mais une logique de lente reprise de possession de soi. En ces matières ce sont les premiers pas qui comptent le plus, car ils peuvent, eux, enclencher des cercles vertueux réducteurs à terme des efforts demandés.

Grâce soit rendue aux entrepreneurs chinois qui par l'intérêt qu'ils portent au Pirée montrent que la Grèce a un puissant potentiel économique ! Il faut donc d'urgence l'aider ... à ne pas vendre le Pirée. Car elle a devant elle, conforme à sa nature et à son histoire, la possibilité de (re)devenir une puissance maritime, à sa place, rien qu'à sa place mais avec toute sa place, dans une Europe libérée de la peur. Ici on touche le socle d'un espoir et d'un sursaut possible. Sursaut positif qui n'a rien à voir avec le sursaut de désespoir dont rêve parfois ... Tsipras lui-même. Il ne s'agit pas, parce qu'on est au fond du trou (de la misère et/ou de l'humiliation), de se rebeller face aux puissants de ce monde ; il s'agit de prendre conscience qu'on a à portée de main les moyens de sa propre puissance (et de l'estime de soi qui l'accompagne).

Une fois le regard ressaisi, d'autres voies peuvent s'ouvrir, qu'on évoque ici en forme de rêveries de spectateur engagé. D'une part bien sûr la voie des industries de transformation qui accompagnent toujours, l'histoire le montre, les ports prospères ; d'autre part la voie d'une agriculture méditerranéenne avec ses productions spécifiques et ses techniques nouvelles de production, en particulier l'art d'irriguer à faible dépense d'eau : Israël, les pays du Maghreb et certains secteurs expérimentaux au cœur de l'Afrique vont dans ce sens. Avec la reforestation qui peut en être corrélative.

Bref, une ou des voies d'espoir sont possibles. Et elles auraient l'immense vertu de remettre à sa place, seconde, l'« industrie touristique ». Avant de vendre le Pirée, la Grèce a dû vendre des îles à de riches (et méprisants) touristes. Cette forme extrême et humiliante de dépossession menace tout peuple qui fait du tourisme son atout principal. Une chose est de recevoir chez soi (un chez soi constitué et actif) des hôtes étrangers ; une autre est de se transformer en valets des touristes : cette servitude-là en annonce toujours d'autres.

VII

Vers un Fond Tsipras pour le Pirée

La Grèce n'est pas le parent pauvre de l'Europe, ce parent pauvre qu'on héberge dans une soupente en l'assujettissant à son mépris. Elle n'est pas non plus une grenade dégoupillée à rejeter au loin ou un monstre dont il faudrait se protéger en l'emprisonnant dans des fers. Elle ne peut pas davantage être le peuple sauveur qui, à la place des autres peuples européens ou investi par eux du rôle trop lourd d'avant-garde, se batrait seul au nom de tous. Elle est un pays qui, comme d'autres, peut retrouver confiance en soi en même temps que (re)trouver sa place en Europe.

.../...

L'Athènes antique, celle de Périclès et de Thémistocle, exerça un temps son empire sur le monde (seulement méditerranéen), pour le meilleur et pour le pire (y compris sa propre décadence). La Grèce moderne n'est pas condamnée à l'alternative entre nostalgie (triste ou nourrie de ressentiment) de cette gloire perdue et statut de petit pays marginal pour cartes postales. Elle est et reste porteuse d'un patrimoine fécond, partie prenante du patrimoine et de l'avenir européens.

L'Europe, elle, n'est plus et ne sera jamais plus le maître du monde (global cette fois), mais elle n'est pas pour autant condamnée au déclin, parce que, de ce monde comme il va, elle peut et doit devenir un des acteurs efficaces, féconds et pondérateurs.

Nous pouvons aider la Grèce à nous aider à construire l'Europe. Nous pouvons aider Tsipras à se hausser à son rang d'homme d'État, un peu Périclès, un peu Thémistocle, mais dans le monde d'aujourd'hui. Et ce faisant nous rendrons hommage aux maîtres de la pensée grecque antique. Ces maîtres qui nous ont appris et n'ont pas fini de nous apprendre que, comme le dit Platon dans le mythe d'Er le Pamphylie (la République, X), chacun est, paradoxe, responsable de son destin. Alors l'étau commencera à se desserrer. Alors les griffes hideuses d'« Aube dorée » s'éloigneront et pourra à nouveau poindre, comme sous la plume d'Homère, la douce « aurore aux doigts de rose ».

Le « financement participatif » est à la mode. Suggérons à Tsipras de lancer une vaste opération de financement pour la modernisation et l'extension du Pirée. Les amoureux de la Grèce antique et les amis de la Grèce moderne (nombreux sont ceux qui sont les deux à la fois), les militants d'une « autre Europe » qui croient vraiment dans l'Europe des projets et programmes fédérateurs, les résistants à l'air du temps et du chacun pour soi, qui sait ? des mécènes riches à milliards, voire de riches armateurs grecs qui retrouveraient l'amour de leur pays ... pourraient répondre à cet appel du « Fond Tsipras pour le Pirée », dont, cela va de soi, le siège, la gestion et la présidence seraient grecs.

Il faut d'urgence aider le soldat Tsipras. Il faut l'aider à rester maître du Pirée.

Bloc-notes critique

I

Retour sur la crise grecque

Au nom de quoi mettre son nez dans les affaires grecques, et, qui plus est, pour prendre parti de la manière la plus explicite en faveur de la « ligne Tsipras ? N'était-ce pas deux fois contradictoire avec l'ambition affichée de réfléchir sur le monde comme il va, mais à distance suffisante pour ne pas se plonger dans « son bruit et sa fureur » ? La question nous a paru tellement légitime que, distinguant un travail à deux têtes de plusieurs mois (le Manifeste) et une réflexion menée dans l'urgence menée par un seul (Xavier Renou), nous n'avons pas intégré le deuxième texte dans le premier.

Un dossier d'étude dans l'esprit souhaité du Manifeste aurait demandé l'examen à tête reposée des thèses en présence, en particulier du clivage entre les deux positions, si proches mais finalement en rupture, de Tsipras et de Varoufakis.

Mais l'« épisode Tsipras » a eu deux avantages. D'abord rappeler que si manière de penser du Manifeste il doit y avoir un jour, cette méthode devra respecter à la fois la proximité la plus vivante ou dérangeante avec l'actualité et la distance théorique. En outre, deuxième avantage, le « cas Tsipras » rappelle d'une manière éminente que la politique actuelle, quels que soient ses choix, ne peut éviter de se déterminer par rapport aux DEUX QUESTIONS LIÉES que sont celle de l'Europe (dans laquelle la Grèce cherche sa juste place) et celle du capitalisme (et de ses formes actuelles en Grèce, en Europe, et à échelle mondiale).

À leur petite échelle (la Grèce représente 2% du P.I.B. européen), le gouvernement et le peuple grecs ont à lutter, comme tous les peuples européens, sur les TROIS FRONTS inhérents à l'entrecroisement de la question européenne et de la question du capitalisme : 1. modifier, à l'intérieur, le rapport de forces entre les classes populaires et l'oligarchie sociale et économique qui domine le pays ; 2. trouver le rapport juste entre la souveraineté nationale et l'indispensable souveraineté européenne ; 3. concourir à une Europe de Gauche, clef à la fois des justes rapports intra-européens et du poids de l'Europe dans le tohu-bohu mondial. En ce sens la « petite Grèce » a une vocation d'avant-garde en Europe tout comme la « petite Tunisie », en son si frêle mais si crucial printemps, a une vocation d'avant-garde dans le monde arabo-musulman.

Et, quel que soit l'avenir, une chose est sûre : dès maintenant nous, les Européens de Gauche, avons à l'égard de la Grèce comme de la Tunisie une DETTE qui nous crée le noble, mais surtout impérieux et urgent, devoir de les aider. Une dette politique à mettre en balance avec « la » dette comptable que les Harpagons, à courte vue ou cyniques, voudraient faire passer pour la seule.

II

La crise des migrants

Deuxième épreuve de vérité pour l'Europe, plus cruciale encore que la crise grecque (dixit Angela Merkel, qui, sur ce point, fait parler le bon sens), la crise des migrants, dans sa brutalité, ses souffrances et ses horreurs, a au moins la vertu de forcer à réfléchir. Car une fois qu'on a exclu d'un côté la hideuse logique de haine (pour qui migrant = envahisseur), de l'autre la pure voix de la belle âme (qui appelle à la solidarité, mais sans en examiner les moyens et conditions), que reste-t-il dans l'entre-deux ? Beaucoup de vérités difficiles sans doute, dont on ne peut ici que commencer la liste.

1. Vérités anthropologiques. Il y a d'un côté ceux qui agissent au mieux ou comblent au mieux les insuffisances, depuis les hébergements de court ou moyen terme jusqu'à l'accélération des délais d'examen de dossiers administratifs (passés pour certains de plusieurs mois à ... quinze jours, ce qui prouve que des délais courts sont et étaient possibles). Il y a de l'autre les mafias parfaitement organisées de passeurs, parmi lesquels on trouve parfois ... des migrants se faisant passeurs.

2. Vérités complexes sur les nations européennes. Pour ne parler que de la France et de l'Allemagne, la seconde est-elle le Dragon de la ligne Schaüble à l'égard de la Grèce ? Ou le grand cœur de « Tata Merkel » acceptant l'arrivée de 800 000 migrants ? À moins que la froideur comptable du premier visage et la générosité du second ne soient que les deux faces d'un même pays au capitalisme exportateur et défensif, craignant d'un côté (défensif) la mise en cause de l'« évidence » de ses normes comptables, satisfait de l'autre (exportateur soucieux de sa compétitivité) de voir une main d'œuvre qualifiée venir comme d'elle-même combler à moindres frais les besoins que ne peut satisfaire son déficit démographique ? La France de son côté est-elle « le pays des droits de l'homme » ? Ou un pays tellement marqué par la tentation du repli qu'on voit des « intellectuels de Gauche » s'exalter d'une manière trouble pour la défense des frontières physiques ou « culturelles » ? On pourrait continuer la litanie : la très catholique Pologne est-elle à ce point en risque de perdre son âme à accueillir « des Arabes » ? Voltaire aurait de nos jours du pain sur la planche pour introduire le tranchant de son ironie dans bien des zones d'ombre de nos peuples européens.

3. Double vérité sombre sur l'Europe. La première est aussi simple que massive : avec ses 500 millions d'habitants l'Europe pourrait en principe accueillir, à condition de s'organiser, des centaines de milliers de migrants sans l'ombre d'un danger et avec même d'heureux effets d'intégrations enrichissantes de tous points de vue. Chacun sait (ou ne sait plus mais devrait savoir) qu'en France par exemple, les afflux successifs ou simultanés d'Italiens, de Polonais, de Portugais, d'Espagnols, de Marocains, d'Algériens ont ... contribué à la puissance universalisante du pays tout comme, d'abord, à sa puissance tout court. Les études les plus sérieuses et les plus pondérées continuent aujourd'hui comme hier à montrer que l'immigration sous toutes ses formes (et en quantité remarquablement stable) « coûte » fort peu à la France tout en lui apportant et rapportant beaucoup (voir par exemple la très éclairante émission à ce sujet sur France 5 le 13 octobre 2015). Et il est affligeant de voir que malgré ces faits essentiels (mais ils ne sont pas assez dits) la xénophobie du Front National gagne au fil des ans jusqu'à recevoir la caution de la (trop) célèbre formule de Michel Rocard rassurant la bonne conscience craintive : « Aussi généreux que nous soyons, nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde. ».

Deuxième vérité, tellement aveuglante qu'il suffit de la nommer. Dans les jeux très hautement complexes de ce qui cause les migrations, en particulier à partir du Moyen-Orient, l'Europe est aujourd'hui tout aussi incapable que chacune de ses nations constituantes d'une participation active à la recherche d'une issue à la désolation explosive.

4. Vérités infiniment complexes des stratégies en jeu dans le champ de cette désolation explosive. Dans l'entrecroisement et les heurts de stratégies multiples (guerres d'influence entre chiïtes et sunnites, visées stratégiques respectives de la Russie et de la Turquie, faiblesse et éparpillement structurels des opposants modérés au régime d'Assad ...) on ne retiendra ici que deux observations.

Si, comme on peut le penser, la ligne de conduite de la Russie est, depuis le début de la crise syrienne, de sauvegarder coûte que coûte son accès portuaire à la Méditerranée, il serait logique qu'une fois la situation actuelle « normalisée », Assad, « aidé » par la Russie, dont il est en réalité l'obligé (pour ne pas dire le prisonnier) plus qu'affaibli, disparaisse de la scène politique le jour où la Russie aurait stabilisé ses acquis. De sorte que, ironie de l'histoire, ce serait à la Russie que reviendrait l'honneur d'avoir finalement détrôné le dictateur. Pronostic à vérifier le moment venu.

On ne doit pas oublier que dans la « base de masse » de la dictature syrienne (toutes les dictatures ont une base de masse) il y a depuis longtemps, entre autres, le consentement passif et reconnaissant de certaines communautés chrétiennes et, parmi elles, de certaines communautés catholiques à qui le régime d'Assad (père et fils) a permis une pratique « pacifique » de leur foi. Selon le calcul : plutôt la dictature que le risque islamiste (ou même simplement islamique). Bien des communautés religieuses (ou ethniques) ont consenti dans l'histoire et consentent encore à la dictature, dès lors qu'elle garantit la sécurité. Et ce consentement religieux n'est pas seulement local. On en a des manifestations quelque peu déroutantes parfois fort loin du lieu d'exercice de cette dictature, par exemple dans le cas présent chez certains évêques français.

5. Vérités de fond sur les migrations et la déstabilisation du monde. Ces migrations sont toujours effets et causes de misère et de violence. Effets : chacun le voit et l'entend au moindre bulletin d'information : les « migrants » sont en réalité des émigrés qui fuient la violence politique sous toutes ses formes et la misère endémique ou aiguë. Mais les exodes sont aussi causes de misère et de violence dictatoriale : ceux qui peuvent fuir sont le plus souvent les couches les plus aisées (pour payer les passeurs, et le passage même hors passeurs) et les mieux armés culturellement : hémorragie des élites, donc, et inéluctable appauvrissement du pays qu'elles quittent. Mais ces mêmes élites emportent aussi avec elles leurs aspirations et leurs dispositions aux revendications et à l'instauration de formes politiques démocratiques, laissant le champ libre aux dictateurs.

De sorte qu'on ne peut éviter d'entendre l'écho entre toutes les formes de mobilité soit libres, soit forcées, qui caractérisent le monde actuel. La caricature de libéralisme qu'est la circulation sans règle des capitaux à la recherche de cette « chair fraîche » qu'est la main d'œuvre à bas prix, a pour corrélat la circulation, sans règle elle non plus (sauf celle des mafias), de cette chair fraîche pour rejoindre les lieux privilégiés où elle pourra ... se faire exploiter aux moindres frais par ses exploités. De sorte qu'à la place d'un monde qui pourrait conjointement stabilité, ouverture et échanges, on « construit », ou plutôt on laisse se mettre en place un monde de déracinements et de replis.

.../...

III

Le « scandale Volkswagen »

Après la dureté de Schäuble, après le grand cœur de Tata Merkel, voici la tricherie du premier constructeur automobile mondial. Ces dents de scie de l'image allemande ont l'avantage d'interdire les analyses simplificatrices et de libérer l'esprit des germanophobes, tout comme celui des germanolâtres, de la tâche impossible – et tant mieux – de chercher une énigmatique « âme allemande ». Car ne sont à voir dans ces dents de scie que des facettes du capitalisme dans sa phase actuelle. C'est le même système qui « optimise » les conditions de profit en réduisant « la dette » pour sauvegarder les dividendes et qui « optimise » les logiciels de régulation anti-pollution pour ... sauvegarder les dividendes ; et c'est encore le même système qui, selon la période ou les conditions nationales considérées, verse des larmes de crocodile sur les malheureux migrants ... qu'il est ravi d'embaucher, ou hurle à l'invasion ou au heurt de civilisations quand il veut fermer les vannes migratoires.

Qu'il ne s'agisse ici en rien de l'« âme allemande » est aisé à vérifier. L'optimisation-tricherie est universelle comme en atteste ... le béton « optimisé » livré par Bouygues pour la cuve de l'E.P.R. de Flamanville. Tout comme sont universelles l'« optimisation fiscale » et la pratique d'abus de position dominante. Apple, qui a passé avec Orange un contrat léonin pour le forcer à vendre son Iphone 6, est une société américaine. Nestlé, qui transforme les sage-femmes de l'Asie de Sud-Est en propagandistes forcées de son lait en poudre, même lorsque l'eau disponible n'est pas potable, Nestlé donc, est un « fleuron » suisse. Etc.. Reviens Voltaire ! Ils sont tous atteints du même mal : l'optimisation.

Et, Voltaire ou non, dans la forêt des stratégies impériales ou industrielles, nous savons, quant à nous, chaque jour mieux qui est l'adversaire : non l'immigré ou le migrant, non la nation voisine, non même le seul « capital financier », mais le capitalisme tout court, toujours porté à devenir financier et à user des pires tromperies s'il n'est pas « rappelé à la loi », c'est-à-dire « tenu en respect » par la force de la loi, et contrebalancé par des forces populaires aguerries.

IV

Des rapprochements troublants

En septembre dernier Jacques Sapir, du Front de Gauche, a dit appeler de ses vœux un Front de Libération Nationale réunissant le Front de Gauche et le Front National contre l'Euro. Tous les commentateurs ont, à juste titre, vu là le franchissement d'une étape ou la rupture d'une digue : jusqu'ici tous les Partis de Gauche étaient censés combattre le F.N., son racisme et sa xénophobie. Mais aussi spectaculaire et troublant que soit ce rapprochement, il était en réalité prévisible depuis que le souverainisme s'est lentement diffusé en réaction aussi bien aux injustices sociales qu'aux désordres mondiaux. On ne compte plus les campagnes électorales où l'argumentaire du Front de Gauche et celui du F.N. étaient superposables en bien des chapitres, et cela malgré des affrontements oratoires. Quand on a les mêmes ennemis, ici l'Euro et l'Europe, un jour ou l'autre des passerelles peuvent s'établir et favoriser des rapprochements.

.../...

Mais deux éléments accroissent le trouble.

1. D'abord l'entrée en résonance de ce refus économique et politique de l'Euro avec la « résistance » à la « bien-pensance » dont sont taxés indistinctement l'antiracisme, le féminisme, les luttes L.G.B.T. , le laxisme familial et pédagogique supposé, et « la pensée 68 ». Cette globalisation du discours permet d'étranges chassés-croisés dont un seul exemple suffit à faire symptôme : Philippe de Villiers soutient la charge de Michel Onfray contre Freud ; et Michel Onfray lui-même ne se contente pas de soutenir la proposition de Jacques Sapir ; il se revendique de la Gauche « vieille école », celle, dit-il, qui privilégiait les luttes sociales par rapport aux luttes de libération des mœurs ; celle qui, aujourd'hui, estimerait injuste de privilégier les étrangers, migrants ou immigrés, par rapport aux natifs français. On n'a plus là affaire à une alliance stratégique avec le souverainisme de « l'autre rive », mais à un passage assumé vers cette autre rive, ou en tout cas, pour Onfray (qui se définit toujours comme de Gauche, voire de l'extrême Gauche libertaire), à l'ouverture d'un deuxième front d'alliance avec ceux qui se revendiquent de positions qu'on peut qualifier de réactionnaires, qualificatif qui n'est pas forcément fait pour leur déplaire.

Mais contre ces raccourcis et ces chassés-croisés il faut d'abord dire et redire que si le souverainisme exprime le juste sentiment que dans le monde capitaliste sans foi ni loi il faut un principe de souveraineté, il se trompe en posant précipitamment l'État-Nation comme seule forme de souveraineté possible. Nous nous sommes déjà expliqués sur le principe de subsidiarité : c'est lui qu'il faut patiemment suivre en récusant les illusions du village gaulois dont les forces multinationales, qu'il s'agit d'affronter, savent depuis longtemps contourner ou flatter les humeurs pour suivre le chemin de leurs intérêts.

Il faut aussi, face à la vacuité paresseuse et pleine de ressentiment qui fait de « la pensée 68 » l'origine de tous les maux, redire, en historiens plus scrupuleux de la réalité sociale, de la vie politique et des mouvements de la pensée, que 68 a été à la fois un mouvement étudiant à l'innovation proliférante, un mouvement ouvrier d'une ampleur exceptionnelle qui, en France, a rendu possible les accords de Grenelle, et un moment de luttes dans une ère de fécondité intellectuelle rare, irrésümable en trois mots qui se voudraient ciselés et définitifs. Sans oublier ces quelques héros silencieux et admirables de 68 qui se sont « établis » en usine, mettant en pratique, au risque de leur santé ou de leur image, l'idée de la jonction entre le monde intellectuel et le monde du travail : face à ceux-là, les joutes médiatiques en eaux troubles sont au mieux dérisoires, au pire détestables.

2. Voici pour terminer un élément qui, s'il était confirmé, serait plus troublant encore, mais conforterait, en définitive, le bien-fondé de notre Manifeste et la nécessité de se mettre au travail. Le F.N. serait, dit-on, rejoint ici ou là par des étudiants ou des intellectuels juifs, déroutés et anxieux devant l'impuissance des autorités et des Partis traditionnels face au « nouvel antisémitisme », celui qui, réactivant la thèse d ' « Israël tête de pont de l'impérialisme U.S. », passe de la critique de la politique suivie par Israël à la critique de l'existence d'Israël, et de là encore à la haine ressurgie « du juif ».

Il y a bien en effet, d'abord, de quoi s'alarmer devant la prétendue « nouveauté » de ce « nouvel antisémitisme ». Car il ne s'agit en réalité que du « vieil » antisémitisme, le seul qui ait jamais existé : la haine du juif « trop » intelligent, « trop » riche, mais toujours « trop » quelque chose, parce qu'il est « en trop ».

Mais il y a pour le moins un paradoxe à voir en Marine Le Pen un rempart protecteur contre l'antisémitisme. Car même si l'on accorde crédit à son démarquage méthodiquement assumé et

.../...

répété par rapport à l'antisémitisme constitutif de son père, elle assume clairement en même temps, sous couvert (transparent) de laïcité, sa propre islamophobie. Et il serait étrange, pour les victimes d'un racisme, de pactiser avec un autre. Le racisme ne se divise pas. L'antiracisme non plus.

Il faut même aller plus loin. D'abord dans le rappel des faits. Certes la rupture affichée de Marine Le Pen l'a conduite à exclure son père. Mais celui-ci, chassé par la porte, est en train de rentrer par la fenêtre qu'est son rapprochement avec sa petite fille. En outre tous les vieux crocodiles antisémites sont toujours là, au cœur du F.N. , et ils veillent. Si, maintenant, on considère la constellation des racismes, la profonde homogénéité de leur logique de haine comporte deux interprétations possibles. Hypothèse basse : le racisme varie l'objet de sa haine en fonction des circonstances et ses « alliés » éventuels d'un jour sont toujours en risque de se retrouver avec le statut d'ennemi. Hypothèse haute, la plus probable quand on se reporte, par exemple, à la propagande antisémite nazi et pétainiste : « le juif » est l'« ennemi de l'intérieur », qu'il faut démasquer parce qu'on pourrait se méprendre du fait qu'il n'est marqué ni par une couleur de peau différente, ni par une origine géographique extérieure. On voit ici que l'antisémitisme peut être considéré comme la pointe ultime ou comme la vérité de la xénophobie raciste : la haine de l'étranger devient toujours, un jour ou l'autre, et sans doute davantage dans les moments de crise intense, la haine de cet « ennemi de l'intérieur » dont la perversité est redoublée parce qu'elle est masquée. Et est-ce encore, après la Shoah, une hypothèse que de faire de l'antisémitisme la vérité ultime du racisme ?

Erreur donc doublement tragique que de croire que la xénophobie et l'antisémitisme sont deux entités distinctes, dont l'une, la xénophobie, serait « moins grave » que l'autre, l'antisémitisme, et qu'on pourrait pactiser avec la première pour se protéger du second. Car non seulement tout racisme xénophobe peut un jour ou l'autre virer en antisémitisme, mais il conduit nécessairement un jour ou l'autre à l'antisémitisme. De sorte qu'un juif lepeniste serait comme un Noir américain qui adhérerait au Ku Klux Klan, ou comme un homosexuel dénonçant les amours « contre-nature ».

Que dire à ceux qui seraient tentés par une telle aberration suicidaire ? Que la recherche anxieuse de protection pour une communauté est sans doute toujours victime de la même erreur : chercher la protection d'une puissance tutélaire (Assad pour les catholiques d'Orient, Marine Le Pen, peut-être, pour certains juifs de France), quand le seul lieu de paix et de sécurité possible est l'espace public où se forge la volonté politique de citoyens sans autre protection qu'eux-mêmes. On notera avec intérêt ici l'indubitable tropisme qui porte le F.N. à la faveur pour Assad. « Comment qualifier, demande Robert Ménard, un homme en âge de se battre qui fuit la Syrie où il était pris en étau entre Assad et Daech ? C'est un déserteur qui aurait dû se battre loyalement aux côtés d'Assad. ».

V

Le pape des pauvres

Il se passe à coup sûr quelque chose au Vatican et dans le catholicisme.

On ne peut voir qu'avec une bienveillante sympathie un pape qui semble mettre en pratique pour lui-même le vœu de pauvreté, qui a commencé à nettoyer les écuries d'Augias des finances vaticanesques et des abus sexuels sur enfants, qui a excommunié les membres de la Mafia et qui semble comme déplacer le « N'ayez pas peur ! » de son illustre prédécesseur Jean-Paul II. Celui-ci appelait ses fidèles à ne pas avoir peur d'affirmer leurs croyances religieuses ; le pape François appelle, lui, de ses vœux un monde, le monde entier, sans peur de l'extérieur ni peur du lendemain. Retour à l'esprit de Vatican II : Jean XXIII voulait déceler les « signes des temps » ; le jésuite

.../...

Bergoglio a pour fil de conduite le « discernement » cher à son ordre. Belle revanche sans doute pour les tenants de la théologie de la libération née en Amérique latine, objet de méfiance et de répression de la part de Jean-Paul II, et dont l'un des représentants devient pape.

Mais il faut, là comme ailleurs, raison garder.

1. Que le pape François soit une figure de la théologie de la libération est incontestable, comme en atteste non seulement le choix d'être du côté des pauvres, voire parmi les pauvres, mais aussi la référence à Saint-François d'Assise et la référence à Jacques Maritain (lui-même référé à Saint-François) et à son « humanisme intégral », auquel fait écho l'Encyclique récente de François proposant une « écologie intégrale ».

Mais si la théologie de la libération a été soumise à une double répression, politique et ecclésiastique, elle comporte aussi, dans sa noblesse, ses propres contradictions internes qu'on retrouve dans toutes les tentatives engagées en son nom. Comme en atteste entre autres la figure de Dom Helder Camara le brésilien, de trente ans l'aîné de l'argentin Bergoglio. Au cœur de ces contradictions se trouve la question de la proximité et de la concurrence-confrontation avec les révolutionnaires non religieux, marxistes ou castristes : la théologie de la libération est contemporaine de la révolution cubaine. Confrontation inévitable. Car si le monde est injuste et qu'il faut le changer (« changer le monde », dit François) se pose évidemment la question du socialisme ou du communisme, en tout cas la question du remplacement du capitalisme par un autre mode de production et la question corrélative des modalités de l'action transformatrice instaurant ce nouveau monde. Là apparaît un double clivage entre théologie de la libération et révolutionnaires laïques. La théologie de la libération fait le choix de l'action non-violente, référée à Gandhi et à Martin Luther King, et refuse la révolution par les armes (comme elle refuse tout usage des armes : d'où aujourd'hui, de la part de François, le refus a priori de toute intervention militaire contre Assad). Mais à ce premier clivage s'en adjoint un autre, sur la laïcité ou non des fondements de l'action. Le communisme est deux fois suspect (ou objet de méfiance) dans la théologie de la libération comme chez ceux qui dans l'Église la combattent ou la répriment : suspect de prôner ou d'accepter la violence révolutionnaire, et suspect d'être « athée », de fonder le droit et les institutions sur la seule raison.

De là les inévitables variations, avec d'éventuelles allées et venues, chez Camara comme chez Bergoglio, entre trois possibilités : se limiter à la présence caritative et humaniste en restant hors du champ politique / proposer une politique progressiste mais à fondements religieux et soucieuse d'éviter les conflits / agir sans label religieux et faire de la politique « comme tout le monde ». Camara fut un temps tenté par la voie intermédiaire. Dans ses propos assez laconiques sur ce sujet Bergoglio semble aujourd'hui sur la troisième position. Ira-t-il jusqu'à abandonner toute « doctrine sociale de l'Église » ? Attendons de voir.

Mais les difficultés de fond de la théologie de la libération ne tiennent pas seulement à sa concurrence-confrontation avec ses cousins révolutionnaires laïques ; elles tiennent aussi au fait que prendre le parti des pauvres n'a de sens que si c'est pour faire en sorte qu'ils ne le soient plus. Et cela d'autant plus que « les pauvres », sans attendre qu'on se penche sur eux ou qu'on les conseille, peuvent d'eux-mêmes s'organiser pour ne plus l'être, et pour que, même l'étant, ils ne soient plus considérés comme tels, mais comme libres citoyens revendiquant leurs droits et participant à la définition commune des droits et devoirs de chacun. Un citoyen pauvre n'est plus tout à fait (et même plus du tout) un pauvre . Les pauvres ne sont plus dès lors l'objet de la compassion religieuse ou la cible de la propagande politique ; ils ne sont plus matière à compassion ou à formation, ou

.../...

esprits seulement réceptifs aux lumières de la foi ou de la raison, mais souverainetés libres conduisant eux-mêmes leur raison, pour parler comme Descartes, et par là aptes à se libérer eux-mêmes. La liberté se précède toujours elle-même, et elle seule rend possible une libération.

De sorte que la théologie de la libération n'a pas seulement reculé en Amérique latine sous l'effet des répressions qu'elle a subies. Elle a des possibilités d'audience inversement proportionnelles à l'« enrichissement » (pécuniaire et culturel) de ceux en qui elle voit à la fois les victimes du monde injuste et les médiateurs de sa conversion à la justice et/ou à l'amour divin.

2. Outre ces difficultés générales de la théologie de la libération ont existé et existent des difficultés et contradictions spécifiques aux hiérarques ecclésiastiques (évêques, cardinaux) qui s'en réclament. Aussi proche qu'il soit ou veuille être du clergé de base dont il partage l'engagement, un évêque ou un cardinal a aussi, bon gré mal gré, un pied parmi les grands ou les puissants de ce monde. Or, à ce niveau-là, Camara comme Bergoglio ont bien dû se déterminer face aux dictatures qui ont respectivement instauré leur pouvoir au Brésil puis en Argentine : ni l'un ni l'autre n'a rompu avec elles tandis que leurs confrères « de base » n'avaient pas cette marge de manœuvre. Silence gêné, mauvaise conscience, appel au respect des droits de l'homme en même temps qu'aide protectrice (ou aide à l'exil) apportée aux victimes de la répression : l'« évêque rouge » (Camara) et le « cardinal des pauvres » (Bergoglio) ont pu garder de ces épisodes des souvenirs et scrupules d'autant plus douloureux que nombre de leurs confrères de base y ont, eux, laissé leur vie.

3. La comparaison entre Camara et Bergoglio permet, maintenant, de comprendre que le second ajoute aux difficultés désignées ci-dessus une série d'autres qui tiennent au fait qu'il est jésuite, qu'il a été provincial jésuite (avant d'être évêque), et qu'il reste jésuite tout en se revendiquant de François d'Assise.

L'originalité (bien?) connue des jésuites est que pour eux la vie parmi les pauvres est un cas particulier de leur exigence fondamentale de vivre dans le monde partout où se situent des moteurs historiques possibles. Au cœur de monde, mais en privilégiant ce qui le rend modifiable. Les pauvres, (par leur nombre, par leur révolte possible) sont un des moteurs du monde ; mais les « grands », les politiques, les scientifiques etc. en sont d'autres. Le franciscain n'est bien que parmi les pauvres, les exclus, les marginaux ; le jésuite est à l'aise partout. C'est-à-dire que le pouvoir ne l'effraie pas : ni celui à qui l'on obéit, ni celui que l'on exerce. C'est même une des originalités de la politique jésuite de formation (au sein de leur ordre comme dans les établissements scolaires qu'ils organisent pour la formation des élites) : apprendre à savoir (un jour) commander par une longue pratique de l'obéissance pour savoir d'abord servir. Un service qui, pour chaque jésuite comme pour l'ensemble de son ordre, a pour fin ultime les intérêts ... de la papauté pour le plus grand bien de la religion. « Perinde ac cadaver » au service du Vatican.

Un jésuite au service de la théologie de la libération ou un jésuite franciscain est comme un être hybride. Son âme franciscaine lui fait aimer le monde au risque de s'y perdre, mais son âme de soldat du Christ lui fait vouloir aussi y devenir un homme d'influence. Et tout François qu'il se veuille, Bergoglio devenant pape s'accomplit bien comme jésuite, qui ne craint pas de faire de la politique le plus explicitement que ce soit, visant (et obtenant habilement, voir Cuba) des buts précis dans ce monde.

4. Mais dès lors qu'il entre dans le monde il est ou sera confronté d'autant plus à ceux qui, dans ce monde, ne l'ont pas attendu pour tenter de le changer. Changer le monde est un beau programme. Mais sans monopole avant appel d'offres. Car si, tant qu'il y a des pauvres la charité-

.../...

fraternité s'impose parfois comme la seule (et urgente) réponse dictée par la compassion, lorsque les citoyens pauvres se dressent pour bâtir un nouveau monde au lieu de subir l'ancien, la fraternité ne peut s'accomplir que comme élément du triptyque « liberté, égalité, fraternité ». Sans égalité la fraternité est secrète arme de domination, et sans liberté elle est étouffante communion imposée. Fraternité : but ultime ; mais piège si n'en sont pas instaurées les médiations. Or celles-ci ne peuvent être des évidences dictées par la voix de conscience ou par l'autorité du Livre (la Bible) ou de la papauté ; médiations, elles sont, difficilement, élaborées par la raison juridique et politique adossée à tous les livres, sans rapport avec la religion, dont le patrimoine concourt à éclairer le discernement citoyen.

5. Et si, risquons une fiction, on avait à conseiller le pape François sur la meilleure manière de faire (ce à quoi, dans son humilité, il pourrait prêter l'oreille), on lui dirait volontiers de se méfier de son rapport en miroir avec son adversaire intime qu'était Jean-Paul II.

Adversaire intime est bien le mot si l'on rappelle (comme l'a judicieusement fait l'excellent documentaire récent sur « le pape qui veut changer le monde » [France 2, les 6 et 13 octobre 2015]) que Jean-Paul II n'a pas craint en Amérique latine (et ailleurs) de se débarrasser du « fer de lance » du Vatican que sont par essence les Jésuites pour prendre appui sur les sinistres « Légionnaires du Christ » (dont l'empire n'a rien à envier à la Mafia, ni par la puissance financière accumulée ni par les basses œuvres qui accompagnent ou rendent possible cette puissance) : c'est qu'il s'agissait d'une croisade sans états d'âme et sans aucun scrupule pour éradiquer la théologie de la libération en qui le désormais Saint Jean-Paul II ne voyait que l'ombre du communisme haï.

Le pape des pauvres, ironie de l'histoire, est issu de ce que, voilà plus de trente ans, Jean-Paul II a voulu rayer de la carte. Mais, ironie dans l'ironie, rien ne garantit que la « revanche » ne soit pas une revanche à la Pyrrhus : l'appareil ecclésiastique, comme tous les appareils de pouvoir, a plus d'un tour dans son sac.

À commencer par le piège de la « françoismania » qui a saisi le monde comme, naguère, avait saisi le monde la « gorbatchevomania », avec la suite que l'on sait . Changer le monde à soi seul (ou d'abord ressusciter l'Église catholique à soi seul) a de quoi griser. Mais la distance est courte entre le Capitole et la Roche Tarpéienne. Jean-Paul II, dans son omniprésence médiatique, avait derrière lui un appareil de pouvoir. Plagiant Staline on pourrait demander : « Le pape François : combien de divisions de catholiques prêts à changer le monde capitaliste ? ».

Un dernier mot. Encore un effort, humble pape des pauvres, vous cardinal Bergoglio qui, en Argentine, avez combattu le mariage pour tous, vous qui, devenu pape, avez devant l'Assemblée Générale des Nations Unies maintenu cette position, venez-en à tirer les conséquences de votre célèbre et médiatique : « Qui suis-je pour juger une personne gay ? ».

La démocratie à l'épreuve de la terreur

Contribution aux réflexions sur le 13 novembre

Pendant et juste après le 13 novembre vient d'abord, même au sein de la peur, un triple mouvement irrépessible :

- vouloir savoir (il faut en particulier une chronologie exacte du déroulement des faits, et une information précise, constamment mise à jour, sur l'enquête) ;
- compatir à chaque mort, à chaque souffrance (on cherche des listes de victimes, avec leur nom, leur visage, leurs projets, leurs goûts, leurs désirs et leurs amours brisés) ;
- résister à l'agression et à la peur en « reprenant la vie ».

Puis très tôt s'organisent, commencent à s'organiser des questions, des devoirs de réflexion. En voici quatre, sans impossible et illégitime exhaustivité, sans certitude de vérité ; des manières plutôt de questionner des certitudes trop vite acquises, ou trop marquées par la peur, ou trop en risque de pousser à des décisions que plus tard, à tête plus froide, on risquerait de regretter.

Devoir de tenter, à chaud, de penser à tête reposée. Parce que « reprendre la vie » n'est possible qu'en réactivant la pensée, avec les éléments déjà disponibles.

1 . De la géopolitique de la terreur au renouveau de l'internationalisme

Daech a des ressources désormais assez bien connues de tous : le pétrole, les trafics divers (dont le trafic d'œuvres d'art), les extorsions de fonds masquées en taxations « fiscales », l'accaparement de la culture du coton Daech a des clients : les divers trafiquants de pétrole bon marché, des collectionneurs d'œuvres d'art Et il a des alliés objectifs (parmi lesquels la Turquie heureuse d'affaiblir les Kurdes ? Ou Bachar el Assad lui-même, redevenu, à le combattre, fréquentable, voire indispensable ?). Mais que vise Daech ? Transformer son proto-État en un État effectif à partir des territoires déjà conquis ? Ou conquérir l'Arabie Saoudite au nom du salafisme issu de cette dernière et retourné contre elle ? C'est à examiner. Et à ces premières questions s'en ajoutent presque immédiatement une série non limitée d'autres sur l'écheveau des stratégies actives au Proche-Orient. Écheveau qui contraint à entrer sur le terrain de la géopolitique.

La géopolitique se démocratise et commence à passer des cabinets d'experts à des « débats citoyens », comme on dit aujourd'hui. En atteste par exemple le succès des récentes Géopolitiques de Nantes (2 et 3 octobre 2015). Et cette démocratisation peut comporter trois types de gains, par ordre croissant d'importance.

Le premier gain est de nommer, situer l'adversaire, ce qui permet au moins de sortir de la peur passive devant un adversaire indéterminé. Mais sans qu'on puisse sous-estimer ni les limites ni l'ambivalence de ce premier palier. Car l'écheveau des stratégies mises au jour est tellement complexe qu'à la peur de l'indéterminé peut se substituer la peur de l'inextricable, ou, ce qui, hélas, est assez fréquent, les jeux de rôles pour adultes en chambre, friands de « révélations » sur un ou

des complots. Mais, plus grave, le sentiment d'avoir « localisé » l'adversaire ou l'ennemi, comme la police « loge » un suspect ou un coupable, peut conduire à la conviction trop vite et martialement acquise qu'on pourra par les seuls moyens militaires détruire l'ennemi.

Le deuxième gain de la géopolitique est d'accès moins facile, mais il est plus éclairant. Il s'agit de commencer à maîtriser un peu mieux, en fait seulement un peu moins mal, les articulations complexes, et souvent déroutantes à première vue, entre religions ou variantes religieuses et formes politiques multiples, sur le spectre qui va de la dictature à la démocratie. L'Islam sunnite est-il plus porté à la laïcité (ou à une certaine laïcité?) comme dans le baasisme irakien ? Ou porté, par les filtres wahhabiste puis salafiste, à la violence extrême liée au déni de toute « innovation impie » (la musique, l'élégance vestimentaire, les rapports d'égalité entre les sexes, les jeux et les sports ...)? Le chiisme est-il homogène à la violence des mollahs longtemps maîtres du jeu en Iran, ou de la dictature des Assad (père et fils) ? Ou comporte-t-il aussi la possibilité d'une ouverture qui, peu à peu, prend le dessus en Iran ?

Le gain de ce genre d'examen est à la hauteur des difficultés. Car celles-ci ouvrent la conscience aux nuances qui caractérisent la pensée historienne. Après tout, les « subtilités » des courants et sous-courants et ambivalences islamiques ne sont pas moins intelligibles que les subtilités des rapports entre catholicisme et protestantisme (chacun des deux termes devant en réalité être mis au pluriel). Et ces difficultés sont en outre porteuses d'un gain fort substantiel. Car la complexité des entrelacs religieux et politiques ouvre à la question libératrice : la clef de la politique est-elle dans la religion (comme aimeraient bien le penser certains religieux, mais aussi bien des politiques friands de « guerres de civilisations », surnom à peine caché des guerres de religion et de leurs croisades) ? Ou est-ce l'inverse (la religion n'étant qu'instrument de pouvoir pour asservir les consciences) ? Ou faut-il adopter un troisième schéma plus complexe dans lequel le sabre (ou son équivalent) et le goupillon (ou son équivalent) trouvent chacun son compte dans une alliance à la fois de long terme et aux multiples variations. Dans le cas de Daech comme dans d'autres, le radicalisme à forme religieuse peut très bien être moyen de séduction-recrutement de troupes exaltées (locales et internationales) au service de buts de pouvoir conçus et poursuivis par des stratèges à tête sinon tout à fait froide, du moins assez froide pour engager ... d'autres qu'eux-mêmes dans le combat à mort.

De sorte que le combat contre Daech exige de traiter de front, en évitant à la fois de les confondre et de les scinder, les visées hégémoniques et les moyens de captation des consciences.

Peut dès lors être cerné le troisième gain de la géopolitique démocratisée, le plus assuré en même temps que le plus exigeant. Elle permet en effet d'introduire un coin qu'on peut appeler « machiavélien » dans l'opposition binaire entre la belle âme démocratique qui défend les droits de l'homme et la Realpolitik qui sait prendre en compte les stratégies d'États. Une connaissance superficielle de Machiavel croit voir en lui un théoricien de cette dernière quand, en réalité, toute son œuvre vise à appeler le peuple, les peuples, à se faire eux-mêmes stratèges. Et dès lors la conscience démocratique n'a pas à se « dépouiller de sa naïveté » pour accéder à la réalité politique et au « réalisme » censé lui être adéquat ; elle a à affermir et affiner son regard pour apprendre à déceler les germes d'une tendance démocratique mondiale, quels que soient ses lenteurs, piétinements, ou retours en arrière de plus ou moins long terme.

Cette tendance a indistinctement comme adversaires ou comme oppresseurs des dictatures « laïques » ou théocratiques. Car quelques justifications que donnent ces dictatures à leur violence, elles servent quasi toujours les mêmes intérêts économiques dominants, et elles ont la même haine de la liberté de conscience, du droit de libre examen et de toutes les libertés (d'opinion, d'expression, de mœurs ...) qui donnent corps à la liberté et à son corrélat consubstantiel qu'est l'égalité.

Entre l'interventionnisme mondial des « missionnaires bottés » que récusait Robespierre et le repli « cartériste », égoïste ou haineux, sur le pré-carré nationaliste (la politique internationale des U.S.A. oscille constamment d'un de ces pôles à l'autre ; la politique internationale française aussi) il y a place pour un internationalisme dont le fondement universaliste est que les luttes ici et “là-bas”, pour la liberté et l'égalité, sont les mêmes. Avec toutes les formes qui en découlent, pacifiques autant que possible, mais non pacifistes par principe pour autant (car il faut si nécessaire prendre les armes, ou livrer des armes) mais toujours fondées dans l'échange et dans l'entraide.

Pratiquement aujourd'hui la question est de savoir si le printemps arabe a sombré dans le chaos libyen, syrien ou yéménite (ce Yémen dont on parle si peu). Non, car la « petite » Tunisie a accédé à la grandeur en se dotant d'une constitution démocratique - et c'est pourquoi précisément elle vient d'être, moins de quinze jours après la France, une nouvelle fois, la cible de Daech -. Et en Syrie comme au Yémen les forces démocratiques, un temps déployées puis laminées, n'ont pas disparu pour autant. L'internationalisme n'est ni une vieilleries obsolète, ni un rêve pour plus tard. Il est à la fois un impératif moral et politique immédiat et une condition de survie face à une menace mondialisée.

Et pourtant nos pays, notre pays, se laissent séduire par les sirènes haineuses du repli nationaliste. Qu'il faut affronter en même temps que les tueurs et leur désir de haine. Reviens Jaurès ! Un nouveau gouffre menace !

2. Ne pas perdre son âme dans les multiples risques de la dérive sécuritaire.

Ainsi en serait-il, d'abord, dans un retour aux frontières nationales closes sous prétexte de dénoncer les insuffisances de Schengen. Certes les « trous » dans la sécurité européenne sont angoissants, quand on voit, en particulier, qu'une concentration de djihadistes a pu se constituer à Mölenbeck autour d'Abaaoud, que celui-ci a été mêlé à plusieurs attentats (synagogue de Bruxelles, Thalys ...) sans être repéré, et qu'il s'est littéralement promené en Europe et entre l'Europe et la Syrie. On peut même être d'autant plus inquiet, et sévère dans la demande de clarification des responsabilités, que la relative rapidité avec laquelle, après le 13 novembre, il a été traqué et finalement tué, donne à penser que les éléments du (bon) puzzle de sécurité européenne et internationale étaient quasiment en place et qu'il aurait peut-être suffi de peu de choses pour éviter ce qui a eu lieu. Observation qui converge avec ce que disent seulement quelques voix, qui risquent d'être recouvertes : malgré ses insuffisances patentes, Schengen a déjà permis une amélioration sensible de la coopération des réseaux policiers et judiciaires européens. Plus tôt, donc, les responsabilités seront cernées, plus tôt les dysfonctionnements seront corrigés, mieux cela vaudra. Mais on ne peut, dès maintenant, omettre la responsabilité de bien des censeurs de Schengen qui en dénoncent aujourd'hui les insuffisances quand ils ont tout fait pour empêcher la mise en place, nécessaire depuis longtemps, d'une sécurité européenne au niveau des menaces dont il y a à se protéger. Et abandonner Schengen alors qu'il s'agit de le renforcer serait un retour en arrière vers une sécurité moindre.

Mais voici beaucoup plus dangereux.

Il est aujourd'hui question de déchoir de la nationalité française des bi-nationaux nés en France coupables de terrorisme. Or c'est là engager une **triple dérive**.

Il est déjà problématique de déchoir de la nationalité française des personnes devenues bi-nationales par naturalisation et qui sont condamnées pour crime. Car c'est appliquer là le principe

.../...

inique de la double peine, si l'on considère qu'un « mono-national » peut être sanctionné jusqu'à la déchéance de ses droits civiques, mais sans qu'on puisse le dégrader en apatride, comme le précise la Déclaration universelle des droits de l'homme ; car on ne peut pas plus lui enlever sa nationalité que sa peau. Et c'est sans doute à cause de cette iniquité de principe que la déchéance de nationalité reste très rare (21 cas entre 1988 et 2007).

Sous la double peine se joue, ensuite, la distinction entre des nationaux de plein droit et des nationaux « de second rang », partiels. Discrimination qui se fonde elle-même sur la remise en cause du droit du sol, pilier ultime de l'héritage de 1789 : la nation n'est pas une communauté de sang mais une communauté de destin, par le fait d'être nés ou de vivre sur le même sol et par la volonté, tacite ou explicite mais toujours requise, de transformer ce fait en pacte d'unité. Ainsi glisse-t-on d'une thématique sécuritaire à une remise en cause fondamentale de notre État de droit.

Déchoir, enfin, de la nationalité française une personne née en France, c'est, sous prétexte que le condamné disposerait d'une sorte de nationalité de secours, violer l'interdit, rappelé ci-dessus, sur la réduction à l'état d'apatride.

Et que dire des assignations à résidence dont l'état d'urgence autorise un usage **administratif** (sous la seule autorité du Ministre de l'Intérieur) ? et des bracelets électroniques dont on envisage de les accompagner ? On reconnaît là la forme « adoucie » du Guantanamo à la française qu'immédiatement après le 13 novembre certains se sont chargés de promouvoir dans un véritable marathon télévisuel : régler définitivement le problème du terrorisme en internant 4000 personnes suspectes de radicalisation djihadiste. Les tenants de cette mesure radicale pourraient se référer au « modèle » rooseveltien de l'assignation à résidence de dizaines de milliers de citoyens d'origine japonaise après Pearl Harbour. Mais c'était là, précisément, un point aveugle, hors droit, de la politique rooseveltienne. Et il faut rappeler qu'en temps normal l'assignation à résidence et le bracelet électronique sont, par principe, des mesures **judiciaires** prises à l'encontre d'une personne mise en examen ou déjà condamnée. Et y astreindre un suspect, c'est **inverser la présomption d'innocence en présomption de culpabilité**. Angélisme que ce respect du droit ? Non car, comme le dit le juge Trividic, qui sait de quoi il parle, dans le cadre actuel du droit, la seule question est de « fluidifier le passage du renseignement vers le judiciaire à propos d'individus dangereux pour qu'on cherche des preuves et qu'on les arrête ».

Aussi difficile que soit la lutte antiterroriste, elle ne peut avoir lieu que sous le droit. Faute de quoi elle réinvestira le « raisonnement » qui légitimait, naguère, la torture en Algérie par la nécessité d'assurer la sécurité. Des voix de tous horizons s'étaient alors levées pour dire qu'on se perd soi-même à abandonner ses principes sous prétexte d'urgence ou de situation d'exception. Souhaitons que dans l'épreuve actuelle des voix fassent écho à ce courage de naguère.

3. Tenter de comprendre les processus symétriques de radicalisation et déradicalisation

Des associations ont déjà en cette matière un acquis important en même temps que des débuts de résultats positifs, de mieux en mieux pris en compte par les autorités policières ou judiciaires. Mais tout comme pour la géopolitique il est sans doute bon que cet acquis soit bien davantage popularisé. Car, bien sûr, sont d'abord déterminants pour enclencher la radicalisation soit la relégation dans le chômage et/ou dans les banlieues défavorisées, soit le passage dans la délinquance et l'incarcération, soit des références religieuses plus ou moins bien assimilées, ou dévoyées par des prédicateurs idéologues. Le cas de Mölenbeck (chômage de masse, petits ou gros

trafics, délinquance et incarcérations, nombreux lieux de « culte » clandestins, hors mosquées), comme bien d'autres, exige qu'on ne perde jamais de vue les conditions où se développe le djihadisme. Mais ces conditions ne sont pas explicatives à elles seules. Car, à conditions égales, tous ne deviennent pas djihadistes, et le djihadisme surgit parfois chez des individus qui ne sont ni chômeurs, ni habitants des banlieues, ni délinquants, ni soumis à une propagande idéologico-religieuse.

De sorte qu'il faut aussi tenter de **cerner en lui-même l'intégrisme et sa haine de la vie**. Intégrisme dont la figure islamiste occupe aujourd'hui le devant de la scène mais qui peut aussi bien être chrétien et plus précisément catholique, comme vient de le redonner à voir le Doyen de Fourvière à Lyon par sa déclaration de haine à l'égard ... des victimes du Bataclan et des cafés et restaurants de Paris. Haine du plaisir des corps, haine de l'ouverture des esprits, peur panique et agressive de la nouveauté et de l'altérité sous toute ses formes.

Puis, de là, peut sans doute s'opérer le **glissement ultime au « vive la mort »** dont on voit aujourd'hui les effets effroyables, mais qui était déjà, par exemple, le cri de ralliement des phalangistes espagnols au moment de la Guerre Civile. Comment peut-on faire de la mort la cause à défendre ? Comment une conscience peut-elle en arriver à jouir de détruire ?

L'histoire et la politique, voire la métaphysique, ont certainement leur mot à dire sur ces questions autant que la sociologie et la psychologie. Car, d'abord, comment s'étonner de cette pulsion de mort quand elle prend la forme du terrorisme visible, et ne pas s'en étonner quand elle a la forme invisible, « civilisée », des « pertes et profits » d'une surexploitation économique jusqu'à la mort (sous des décombres d'usines sciemment mal construites, ou sous l'effet de maladies professionnelles connues et cachées). Le mépris de la mort du semblable est dans l'œil insupportable du terroriste. Mais qui sait s'il n'est pas en miroir avec cet autre œil froid, glacé et glaçant, qu'est celui de certains « optimiseurs » de profits ? L'hypothèse de cette symétrie est sans doute confirmée quand des reportages sur les fiefs de Daech révèlent le désir - et les pratiques - de super jouissance (luxue effréné, exploitation sexuelle des femmes) qui s'y déploient d'une manière ostentatoire. Comme si le paroxysme de l'hypocrisie ou de la double vie (ascétisme tueur / boulimie jouisseuse) faisait de Daech (en tout cas de la caste de ses privilégiés) le double en miroir de ce qu'il prétend combattre.

Incertitudes multiples, certes, dans l'hypothèse de ce rapport en miroir. Et il y a d'autres voies d'analyses qu'ont explorées Sade ou, mieux que lui peut-être, Nietzsche et Sartre : si l'être humain peut jouir de donner la mort (ce qu'il semble ne partager qu'avec le tigre), c'est peut-être parce que le désir de puissance couplé au sentiment d'impuissance peut croire trouver une issue à la contradiction par l'exercice du pouvoir ultime, en même temps que relativement aisé, qu'est la destruction : droit de vie et de mort, forme instantanée, grotesque et lugubre de pouvoir absolu.

Il faut sans doute s'engager dans l'analyse de ces zones noires et troublantes. Car elles permettent de comprendre que l'inhumain n'est pas une monstruosité énigmatique, radicalement étrangère à l'humain, mais une de ses possibilités aux limites. Ce qui peut rendre la radicalité djihadiste actuelle à la fois un peu plus intelligible et, surtout, **réversible**.

Sans oublier, cela va de soi, que dans le cas présent, il faut coupler ces variations anthropologiques avec les enjeux géopolitiques par lesquels nous avons commencé plus haut. Dans un cas comme dans l'autre, on peut faire apparaître des forces qu'on peut penser, affronter, voire, parfois, faire revenir dans la communauté humaine. Faire entrer la pensée dans l'enfer pour renforcer ses capacités à l'éviter, à combattre ceux qui s'y sont laissés aspirer, et à alerter, voire à aider ceux qui ne sont encore qu'en risque d'y tomber, ou ceux qui peuvent encore en revenir.

.../...

4. Redonner une âme au monde

De tout ce qui précède découle, nous semble-t-il, l'appel à se mettre à la tâche commune, **politique**, de redonner à la politique une vie, une âme à la hauteur de l'énorme corps social qu'est l'humanité menacée de folie destructrice. Parce que, d'abord, vu la puissance terrifiante des forces de mort, il faut, pour les combattre, fédérer le maximum de forces de vie et de pensée. Et parce que, ensuite, si ces forces de vie, des plus humbles aux plus hautes, se déploient comme, dans leur principe, elles le peuvent, elles auront une puissance d'entraînement telle que des forces aujourd'hui investies dans la logique de mort pourront à nouveau participer à la construction d'un monde vivable.

L'âme du monde, ce peut être la visée d'une société sans classes apte à respecter les hommes et la nature. Et là où nous sommes, ce peut être une Europe vivante, politique, ouverte à cet horizon. On ne peut certes que se réjouir de voir des forces religieuses éclairées concourir à enrayer la logique de haine et de mort. Loués soient les musulmans que révoltent le détournement de leur religion et qui le disent. Plus largement ils le diront et mieux cela vaudra. Loués soient les clercs des trois monothéismes qui récusent l'idée aveugle et mortifère de « choc des civilisations » et qui le montrent par leurs rencontres ou leurs coopérations pacifiques.

Mais quelle tristesse et quel échec de voir que ces voix religieuses en viennent à apparaître comme les seules dépositaires d'une conscience universelle. Entre l'enfer (du terrorisme et du monde glacé dont il est le probable reflet) et le ciel des monothéismes il y a, il faut qu'il y ait place pour un monde juste (au sens de justice sociale) entretenant un rapport juste (au sens de justesse) avec la nature. « Redonner sens » comme on dit : affaire sans doute de philosophie, affaire sans doute aussi de luttes pour telle ou telle cause déterminée ; mais affaire aussi de perspective et d'horizon politiques crédibles et mobilisateurs parce que déjà réels, visibles, à l'œuvre. « Ici-bas ». C'est-à-dire, sans guillemets, ici et maintenant. Un monde sans relégation, ni dans le chômage, ni dans la précarité, ni dans les banlieues, ni dans des communautés confinées sur elles-mêmes. Un monde libéré de la peur du lendemain, de la peur de la terreur ou de la tentation de la terreur. Un monde où le mot espoir reprenne son sens.